

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/31888]

17 JUIN 2021. — Décret portant le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Insertion d'un Livre 6 « Dispositifs transversaux » dans le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. Dans le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré un Livre 6 intitulé « Dispositifs transversaux ».

CHAPITRE II. — *Insertion d'un Titre I^{er} relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe des Centres PMS dans le livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Art. 2. Dans le livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré un Titre I^{er} intitulé « De la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS » dont la teneur suit :

« TITRE I^{er}. – De la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 6.1.1-1. - Le présent titre s'applique :

1° aux membres de l'équipe éducative des écoles;

2° aux membres de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS.

Article 6.1.1-2. - Dans le présent titre, il faut entendre par :

1° activités pédagogiques, sportives, culturelles ou artistiques : activités qui sont organisées pour encadrer les élèves dont les cours sont remplacés pour permettre à leur(s) enseignant(s) de bénéficier d'une formation professionnelle continue;

2° bénéficiaire de formation : le membre du personnel visé par l'article 6.1.1-1 qui répond aux conditions fixées à l'article 6.1.3-1, § 1^{er}, ou qui est en disponibilité par défaut d'emploi et la personne visée à l'article 6.1.3-1, § 2;

3° bénéficiaire de formation externe : les personnes, non visées par l'article 6.1.1-1, qui sont des acteurs professionnels proches de l'école et qui sont, notamment, actifs dans le secteur de la petite enfance, de l'Aide à la jeunesse et de l'éducation;

4° besoin de formation : écarts entre une situation actuelle, intégrant des apprentissages déjà réalisés, et une situation souhaitée ou souhaitable, qu'une formation est susceptible de diminuer. L'analyse des écarts va déterminer des objectifs de formation ;

5° COCOFIE : la Commission de coordination de la formation initiale des enseignants, de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit créée à l'article 21 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ;

6° Conseil de la formation professionnelle continue (CoFoPro) : le Conseil de la formation professionnelle continue créé à l'article 6.1.5-2;

7° décret « organisation du travail » : le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs ;

8° délégué en charge de la coordination pédagogique de l'école : le délégué en charge de la coordination pédagogique de l'école visé à l'article 9, §1^{er}, 7°, du décret « organisation du travail » ;

9° développement professionnel : processus graduel d'acquisition et de transformation des compétences et des composantes identitaires conduisant progressivement les individus et les collectivités à améliorer, enrichir et actualiser leur pratique, à agir avec efficacité et efficience dans les différents rôles et responsabilités professionnelles qui leur incombent, à atteindre un nouveau degré de compréhension de leur travail et à s'y sentir à l'aise ;

10° Formation en ligne : dispositif d'apprentissage organisé en ligne à partir de l'outil informatique et au travers de technologies multimédias tels que des logiciels, des plateformes ;

11° formation à distance : un dispositif de formation qui permet à un individu d'acquérir des savoirs et de développer des savoir-faire et des compétences de façon relativement autonome sans contact physique avec les formateurs ;

12° formation en immersion : formation qui permet de sortir de son environnement habituel pour découvrir d'autres réalités ou aller observer des innovations ;

13° formation interréseaux : la formation dont bénéficient tous les membres de l'équipe éducative de chacune des écoles et tous les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire de chacun des Centres PMS et accessible, dans les mêmes conditions, à tout bénéficiaire de formation quel que soit l'école ou le Centre PMS organisé ou subventionné par la Communauté française où il exerce ses fonctions ;

14° formation réseau : la formation dont bénéficient les membres de l'équipe éducative de l'école et les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire du Centre PMS et accessible, dans les mêmes conditions, à tout bénéficiaire de formation de l'école ou du Centre PMS qui relève soit de Wallonie-Bruxelles Enseignement, soit de la Fédération de pouvoirs organisateurs concernée où il exerce ses fonctions ;

15° formation hybride : formation qui combine des temps d'apprentissage en présentiel et des temps de formation en ligne ;

16° formation professionnelle continue : formations pouvant être suivies notamment :

a) dans le cadre de la fonction occupée par le bénéficiaire de formation ;

b) dans le cadre de la préparation du bénéficiaire de formation à l'exercice de la même fonction dans un autre type d'enseignement ;

c) dans le cadre de la préparation du bénéficiaire à l'exercice d'une autre fonction au sein de l'enseignement pour laquelle il n'existe pas de formation initiale spécifique ;

d) dans le cadre de la préparation à l'exercice d'une des missions visées à l'article 9 du décret « organisation du travail » ;

17° opérateur de formation : toute personne physique ou morale chargée d'assurer une formation professionnelle continue conformément au chapitre VII du présent Titre ;

18° plan de formation : le plan de formation de l'école ou du Centre PMS visé à l'article 6.1.4-1. ;

19° portfolio : l'outil de développement professionnel visé à l'article 6.1.6-7 ;

20° processus formatif : ensemble des démarches d'élaboration, de réalisation et de suivi d'un processus de formation visant à soutenir un développement collectif ou individuel. Ce processus intègre notamment l'analyse des besoins de formation mais aussi le transfert des acquis de la formation sur le terrain ;

21° recherche-action : processus qui vise un changement de pratique, au travers d'un processus cyclique d'action, d'observation, de réajustement et d'analyse. L'objet de la recherche-action est de documenter ce processus de changement ;

22° recherche collaborative : recherche qui vise une meilleure compréhension des pratiques professionnelles. Il s'agit de la construction d'un savoir inédit sur un objet lié à la pratique, un savoir nouveau, issu d'un croisement de deux logiques, celle des chercheurs et celle des praticiens ;

23° réseau :

a) l'ensemble des écoles organisées par Wallonie Bruxelles Enseignement ou conventionnées avec Wallonie Bruxelles Enseignement ;

b) l'ensemble des écoles affiliées à une des Fédérations de pouvoirs organisateurs ou conventionnées avec cette même Fédération de pouvoirs organisateurs ;

24° supervision : processus réunissant une personne (supervision individuelle) ou un groupe de participants (supervision collective) et un intervenant extérieur visé à l'article 6.1.7-1, § 1^{er} ; ce processus, qui s'appuie sur des situations concrètes amenées par le(s) participant(s), a pour objectif de faciliter la prise de conscience, l'expression et l'émergence de pistes d'amélioration et d'innovation, en lien avec les pratiques professionnelles.

CHAPITRE II. — *Des objectifs de la formation professionnelle continue*

Article 6.1.2-1. - La formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS s'inscrit dans un processus de développement professionnel de ceux-ci et dans une professionnalisation accrue.

Article 6.1.2-2. - § 1^{er}. La formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles a pour visées :

1° de contribuer à l'amélioration de la qualité du système éducatif en poursuivant les objectifs d'amélioration visés à l'article 1.5.2-2 ;

2° de développer, dans l'équipe éducative de chaque école des compétences collectives et personnalisées susceptibles de rencontrer les objectifs spécifiques de l'école ;

3° de permettre l'entretien, le perfectionnement ou l'ajustement de leurs connaissances et de leurs compétences dans la perspective de les rendre aptes à exercer les missions prioritaires et spécifiques visées par le présent Code.

§ 2. La formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles porte sur la poursuite du développement des compétences professionnelles, notamment celles entamées lors de la formation initiale :

1° les compétences de l'acteur institutionnel, social et culturel. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

a) agir comme acteur social et culturel au sein de l'école et de la société, y compris dans leur transformation, intégrer la diversité et développer des pratiques citoyennes pour plus de cohésion sociale ;

b) comprendre les enjeux éthiques et respecter les cadres déontologiques et réglementaires de la profession dans une perspective démocratique et de responsabilité ;

c) analyser l'environnement organisationnel et institutionnel du système éducatif et agir en son sein notamment en interagissant avec les collègues, les parents, la direction et d'autres acteurs afin de :

i) s'inscrire dans la démarche de pilotage de l'école et de participer aux démarches d'amélioration du système éducatif de la Communauté française ;

ii) faire de l'école un lieu où les élèves apprennent, se développent et se forment dans un climat positif, et non un lieu de sélection ;

d) maîtriser sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel.

2° les compétences de l'acteur d'une organisation apprenante dans une dynamique collective. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

a) s'investir dans le travail collaboratif au sein d'une équipe éducative afin d'en augmenter le professionnalisme et l'expertise par la mobilisation de l'intelligence collective, notamment au cours de concertations ;

b) identifier ses besoins de formation individuelle et participer à l'identification des besoins de formation de l'équipe éducative ;

c) contribuer à la diffusion, au sein de l'équipe éducative, des acquis liés aux formations suivies ou des capacités développées par celles-ci ou par l'expérience.

3° les compétences de l'organisateur et accompagnateur d'apprentissages dans une dynamique évolutive. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

a) maîtriser les contenus disciplinaires, leurs fondements épistémologiques, leur évolution scientifique et technologique, leur didactique et la méthodologie de leur enseignement ;

b) maîtriser les savoirs relatifs aux processus d'apprentissage, aux recherches sur les différents modèles et théories de l'enseignement ;

c) maîtriser la langue française écrite et orale de manière approfondie pour enseigner et communiquer de manière adéquate dans les divers contextes et les différentes disciplines liés à la profession ;

d) prendre en compte et développer les dimensions langagières des apprentissages et enseignements, en étant attentif à la langue de scolarisation ou langue d'apprentissage et conscient du caractère socialement et culturellement inégal de la familiarisation à celle-ci ;

e) agir comme pédagogue au sein de la classe et au sein de l'établissement scolaire dans une perspective collective, notamment à travers :

i. la conception et la mise en œuvre d'une démarche d'enseignement et d'apprentissage, comprenant des pratiques variées de nature à renforcer la motivation et la promotion de la confiance en soi des élèves et à développer leur créativité et leur esprit d'initiative et de coopération ;

ii. la conception, le choix et l'utilisation de supports didactiques, de manuels, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques ;

iii. la construction et l'utilisation de supports d'observation et d'évaluation ; cette dernière étant spécifiquement à visée compréhensive et formative, favorisant la responsabilisation et la participation de l'élève dans ses apprentissages ;

iv. la conception et la mise en œuvre de pratiques de différenciation pédagogique, d'accompagnement personnalisé des élèves tenant compte de leurs acquis antérieurs, de leur profil d'apprenant et, s'il échet, de leurs besoins spécifiques et reposant notamment sur le co-enseignement ou la co-intervention pédagogique ;

v. la mise en place d'activités d'apprentissage interdisciplinaires ;

f) maîtriser l'intégration des technologies numériques dans ses pratiques pédagogiques ;

g) prendre en compte l'éducation aux médias, l'EVRAS ainsi que le genre de manière transversale ;

h) créer un cadre relationnel bienveillant pour faciliter la communication avec les élèves, leur entourage notamment familial, ainsi qu'avec les collègues ;

i) gérer le groupe-classe en situation éducative et pédagogique de manière stimulante, structurante et sécurisante ;

4° les compétences du praticien réflexif. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

a) lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en éducation et en didactique et s'en inspirer pour son action d'enseignement ainsi que s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle ;

b) mener, individuellement et avec ses pairs, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de réguler son enseignement et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en œuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité.

c) construire progressivement son identité professionnelle, notamment en mobilisant des outils de développement professionnel personnel tel que le portfolio.

Article 6.1.2-3. - § 1^{er}. La formation professionnelle continue des membres de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS a pour visées :

1° de contribuer à l'amélioration de la qualité du système éducatif en poursuivant les objectifs d'amélioration visés à l'article 1.5.2-2 et, plus particulièrement, les objectifs suivants :

a) le soutien à l'école inclusive;

b) le repérage des difficultés et l'aide à la réussite scolaire ;

c) la lutte contre l'absentéisme et le décrochage ;

d) le soutien aux relations écoles/familles ;

e) l'orientation intégrée dans une approche éducative de l'orientation assurée en partenariat avec l'ensemble des acteurs éducatifs et acteurs extérieurs ;

2° de développer, dans l'équipe de chaque Centre PMS des compétences collectives et personnalisées susceptibles de rencontrer les objectifs spécifiques du Centre ;

3° de permettre l'entretien, le perfectionnement ou l'ajustement de leurs connaissances et de leurs compétences dans la perspective de les rendre aptes à exercer les missions qui sont confiées aux Centres PMS en vertu d'une disposition décrétole ou réglementaire.

§ 2. La formation professionnelle continue des membres de l'équipe des Centres PMS porte sur la poursuite du développement des compétences professionnelles, notamment celles entamées lors de leur formation initiale :

1° les compétences de l'acteur institutionnel, social et culturel. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

a) agir comme acteur éducatif social et culturel au sein du système éducatif et de la société, y compris dans leur transformation, d'intégrer la diversité et de développer des pratiques citoyennes pour plus de cohésion sociale;

b) comprendre des enjeux éthiques et respecter les cadres déontologiques et réglementaires de la profession dans une perspective démocratique et de responsabilité;

c) analyser l'environnement organisationnel et institutionnel du système éducatif et agir en son sein notamment en interagissant avec les collègues, les membres du personnel des écoles avec lesquelles le centre collabore, les parents et d'autres acteurs afin de :

i. s'inscrire dans la démarche de pilotage du centre;

ii. participer aux démarches d'amélioration du système éducatif de la Communauté française;

iii. contribuer à faire de l'école un lieu où les élèves apprennent, se développent et se forment dans un climat positif, et non un lieu de sélection;

d) maîtriser sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel.

2° les compétences de l'acteur d'une organisation apprenante dans une dynamique collective. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

a) s'investir dans le travail collaboratif d'une équipe pluridisciplinaire, afin d'en augmenter le professionnalisme et l'expertise par la mobilisation de l'intelligence collective, notamment au cours des réunions d'équipe ;

b) collaborer et communiquer les éléments pertinents avec l'équipe éducative ;

c) identifier ses besoins de formation individuelle et participer à l'identification des besoins de formation de l'équipe pluridisciplinaire ;

d) contribuer à la diffusion au sein de l'équipe pluridisciplinaire du Centre PMS des acquis liés aux formations suivies ou des capacités développées par celles-ci ou par l'expérience.

3° les compétences de l'accompagnateur du parcours scolaire de l'élève et de son développement en y associant la famille, dans une dynamique évolutive. Ces compétences se traduisent par :

a) le développement de capacités :

i. relationnelles à l'égard des élèves, en ce compris leur entourage notamment familial, et à l'égard des collègues et des partenaires professionnels dont l'équipe éducative ;

ii. d'animation et de gestion de groupes;

iii. d'écoute, de recueil de données pertinentes, d'analyse et de suivi pluridisciplinaire des situations ;

b) la maîtrise des contenus scientifiques, en rapport avec les missions des Centres PMS et la fonction exercée au sein du Centre PMS.

4° les compétences du praticien réflexif. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

a) lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en rapport avec les missions des Centres PMS et la fonction exercée au sein du Centre et s'en inspirer pour son action professionnelle ainsi que s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle;

b) mener, individuellement et avec ses pairs, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de les réguler et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en œuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité. Cette analyse intègre la dimension de genre ;

c) construire progressivement son identité professionnelle, notamment en mobilisant des outils de développement professionnel personnel, tel que le portfolio.

CHAPITRE III. — De l'organisation générale de la formation professionnelle continue

Section Ière. — Dispositions générales

Article 6.1.3-1. - § 1^{er}. La formation professionnelle continue relève d'un droit et d'un devoir pour les membres de l'équipe éducative des écoles ou les membres de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS.

Elle s'adresse à tout membre du personnel visé à l'article 6.1.1-1, nommé ou engagé à titre définitif ou désigné ou engagé à titre temporaire, en fonction dans une école ou dans un Centre PMS.

Lorsqu'il est inscrit à une formation, le bénéficiaire de formation est tenu de la suivre dans son entièreté.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les candidats à une fonction visée à l'article 6.1.1-1 qui ne bénéficient plus d'une désignation ou d'un engagement à titre temporaire peuvent s'inscrire et participer gratuitement à une formation visée à l'article 6.1.3-2, 2°, s'ils ont été en fonction durant au moins dix jours ouvrables scolaires lors de l'année scolaire précédente et/ou de l'année scolaire en cours.

Le candidat visé à l'alinéa 1^{er} introduit sa demande d'inscription directement auprès de l'Institut de la Formation professionnelle continue. Celui-ci peut valider l'inscription dans l'ordre chronologique d'introduction des demandes pour compléter les groupes dans lesquels des places sont encore disponibles quinze jours ouvrables scolaires avant la date de formation.

Le candidat visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas considéré comme étant en activité de service durant la formation professionnelle continue à laquelle il assiste et ne peut prétendre à aucune forme de rémunération ou d'indemnisation.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, à la condition que le dispositif de formation soit jugé pertinent par l'Institut de la Formation professionnelle continue, Wallonie-Bruxelles Enseignement ou la Fédération de pouvoirs organisateurs concernée, chacun pour ce qui le concerne peut organiser des formations professionnelles continues mixtes dont le public-cible est composé de bénéficiaires de formations et de bénéficiaires de formation externes. L'organisation de ces formations n'est pas prise en charge par le budget visé au chapitre VIII pour ce qui concerne les bénéficiaires de formation externes. Une convention de collaboration est établie avec le partenaire concerné et est tenue à la disposition des services du gouvernement.

Pour des formations professionnelles continues dont le public-cible est en principe composé exclusivement de bénéficiaires de formations, l'Institut de la Formation professionnelle continue, Wallonie-Bruxelles Enseignement ou la Fédération de pouvoirs organisateurs concernée peut valider des demandes d'inscription de bénéficiaires de formation externes. Les inscriptions sont prises dans l'ordre chronologique d'introduction des demandes pour compléter les groupes dans lesquels des places sont encore disponibles dix jours ouvrables scolaires avant la date de formation.

Article 6.1.3-2. - La formation professionnelle continue comprend deux types de formations :

1° celles répondant à des besoins collectifs, lesquelles se caractérisent par une participation obligatoire des bénéficiaires de formation ;

2° celles répondant à des besoins personnalisés, lesquelles se caractérisent par une participation facultative et volontaire des bénéficiaires de formation.

Article 6.1.3-3. - § 1^{er}. Pour chacun des types de formation visés à l'article 6.1.3-2, la formation professionnelle continue est organisée selon les deux niveaux suivants :

1° en interréseaux, pour l'ensemble des pouvoirs organisateurs, sous la responsabilité de l'Institut de la Formation professionnelle continue ;

2° au niveau de chaque réseau, sous la responsabilité de Wallonie-Bruxelles Enseignement et de chaque Fédération de pouvoirs organisateurs.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, un pouvoir organisateur qui n'est pas affilié à une Fédération de pouvoirs organisateurs conclut une convention portant sur la formation professionnelle continue avec Wallonie-Bruxelles Enseignement ou avec une Fédération de pouvoirs organisateurs au plus tard quatre mois après la création de l'école

ou du Centre PMS. A défaut d'avoir pu trouver un accord avec le partenaire de son choix, le pouvoir organisateur concerné conclut une convention avec Wallonie-Bruxelles Enseignement, chaque partie pouvant solliciter l'arbitrage du gouvernement en cas de désaccord sur certains éléments de la convention.

§ 2. La formation professionnelle continue est organisée selon les principes de complémentarité et de non-concurrence entre les niveaux interréseaux et réseau visés à au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} et en partant du principe qu'un tiers de l'ensemble de l'offre des formations professionnelles continues visées aux articles 6.1.3-8, 6.1.3-9 et 6.1.3-11 doit être organisée au niveau de l'interréseaux et que deux tiers de l'ensemble de l'offre des formations professionnelles continues visées aux articles 6.1.3-8, 6.1.3-9 et 6.1.3-11 doivent être organisés au niveau de chaque réseau.

Article 6.1.3-4. - § 1^{er}. La formation professionnelle continue organisée au niveau de l'interréseaux répond aux besoins collectifs de formations qui ressortent :

1° soit des objectifs d'amélioration du système éducatif visés à l'article 1.5.2-2;

2° soit des objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2;

3° soit de l'analyse des plans de formations de l'ensemble des écoles ou des Centres PMS organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Dans le cadre des formations liées aux orientations et thèmes prioritaires visées à l'article 6.1.5-8, la formation professionnelle continue porte sur l'appropriation d'un objet pour l'ensemble ou une partie de l'ensemble des écoles ou des Centres PMS et vise, dans le respect de la liberté des méthodes pédagogiques, le développement de références et pratiques professionnelles communes à l'ensemble ou une partie d'ensemble des écoles ou à l'ensemble ou une partie d'ensemble des Centres PMS.

Elle comprend également les dispositifs de formation qu'une disposition décrétole ou réglementaire confie d'office à l'Institut de la Formation professionnelle continue parce qu'ils doivent être conçus de la même façon pour l'ensemble ou une partie de l'ensemble des écoles ou des Centres PMS.

§ 2. La formation professionnelle continue organisée au niveau de l'interréseaux répond aux besoins personnalisés de formations qui ressortent des projets personnels de formation des bénéficiaires de formation dont la porte d'entrée sont les objectifs d'amélioration du système éducatif ou les objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2.

Article 6.1.3-5. - § 1^{er}. La formation professionnelle continue organisée au niveau du réseau répond aux besoins collectifs de formations qui ressortent :

1° soit du projet éducatif et pédagogique de chaque pouvoir organisateur ou de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou de chaque Fédération de pouvoirs organisateurs;

2° soit de l'analyse des plans de formations des écoles ou des Centres PMS qui concernent Wallonie-Bruxelles Enseignement ou la Fédération de pouvoirs organisateurs.

Dans le cadre des formations liées aux orientations et thèmes prioritaires visées à l'article 6.1.5-8, elle porte sur l'approfondissement et la mise en œuvre d'un objet dans le contexte de l'école ou du Centre PMS.

Sans préjudice de l'article 6.1.3-3, un pouvoir organisateur peut, avec l'accord de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou de la Fédération des pouvoirs organisateurs concernée, organiser les formations visées au présent paragraphe. Wallonie-Bruxelles Enseignement ou chaque Fédération des pouvoirs organisateurs concernée prend en charge le financement et reste responsable des formations dont il délègue l'organisation à un pouvoir organisateur.

Sans préjudice de l'article 6.1.3-3, Wallonie-Bruxelles Enseignement ou chaque Fédération des pouvoirs organisateurs concernée prend, dans la limite des moyens disponibles, en charge l'organisation et le financement des formations particulières demandées par une de leurs écoles dont il serait avéré que les besoins spécifiques liés à son plan de formation ne seraient pas couverts par l'éventail des formations interréseaux ou réseaux ou des formations motivées par des circonstances exceptionnelles.

§ 2. La formation professionnelle continue organisée au niveau du réseau répond aux besoins personnalisés de formations qui ressortent des projets personnels de formation des bénéficiaires de formation dont la porte d'entrée est le projet éducatif et pédagogique de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou d'une des Fédérations de pouvoirs organisateurs, sans lien direct avec les objectifs d'amélioration du système éducatif ou les objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2 et les domaines d'intervention prioritaires pour les Centres PMS.

Article 6.1.3-6. - La formation professionnelle continue est organisée selon les ensembles suivants :

1° l'ensemble des écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

2° l'ensemble des Centres PMS organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Elle peut aussi être organisée par regroupement de ces deux ensembles.

Section II. — La formation professionnelle continue répondant à des besoins collectifs

Article 6.1.3-7. - § 1^{er}. La formation professionnelle continue répond aux besoins de formation identifiés collectivement lors de l'élaboration du plan de pilotage de l'école ou de l'évaluation intermédiaire du contrat d'objectifs de l'école. Elle contribue à l'atteinte collective des objectifs spécifiques repris dans les contrats d'objectifs et participe à la poursuite des objectifs d'amélioration du système éducatif et, le cas échéant, des objectifs particuliers.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les écoles dont les performances présentent un écart significatif au sens de l'article 1.5.2-13, la formation professionnelle continue répond aux besoins de formation identifiés collectivement lors de l'élaboration du dispositif d'ajustement de l'école. Elle contribue à l'atteinte collective des objectifs d'ajustement repris dans les protocoles de collaboration.

§ 2. La formation professionnelle continue répond aux besoins de formation identifiés collectivement lors de l'élaboration du plan de formation des Centres PMS.

Article 6.1.3-8. - § 1^{er}. En ce qui concerne les membres de l'équipe éducative de l'école, la formation professionnelle continue répondant à des besoins collectifs comprend six demi-jours par année scolaire.

Pour les écoles qui ont conclu un protocole de collaboration en application des articles 1.5.2-13 et suivants, le gouvernement peut inscrire la possibilité d'augmenter le nombre de demi-jours visés à l'alinéa 1^{er} dans la liste des supports et ressources visées à l'article 1.5.2-15, alinéa 2, pour permettre aux membres de l'équipe éducative des écoles en dispositif d'ajustement de participer à des demi-jours de formations centrées sur les besoins issus du protocole de collaboration de l'école. Cette augmentation ne peut excéder cinq demi-jours par année scolaire.

Durant les demi-jours de formation visés par le présent paragraphe, les cours sont suspendus conformément aux articles 1.9.2-2, 1.9.3-4 et 1.9.4-2.

§ 2. En ce qui concerne les membres de l'équipe pluridisciplinaire du Centre PMS, la formation professionnelle continue répondant à des besoins collectifs comprend six demi-jours par année scolaire.

§ 3. Le nombre de demi-jours visés aux paragraphes 1^{er} et 2 peut être capitalisé et réparti sur six années scolaires consécutives. Ce nombre de demi-jours capitalisé est réparti à raison d'un tiers pour le niveau interréseaux et de deux tiers pour le niveau réseau.

Les Services du gouvernement assurent le contrôle de l'obligation de formation prévue par le présent article selon les modalités fixées par le gouvernement.

Article 6.1.3-9. - § 1^{er}. Par dérogation à l'article 6.1.3-8, le gouvernement peut décider d'initiative ou à la demande de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou d'une Fédération de pouvoirs organisateurs de l'organisation de demi-jours supplémentaires de formation professionnelle continue obligatoire.

Avant d'être soumise au gouvernement, toute demande émanant de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou d'une Fédération de pouvoirs organisateurs fait l'objet d'un avis de la Commission de pilotage elle-même se basant sur l'avis du Conseil de la formation professionnelle continue.

Le nombre de demi-jours supplémentaires de formation professionnelle continue est fixé à un maximum de six demi-jours par année scolaire. Ces demi-jours peuvent être assortis, le cas échéant, d'une suspension des cours.

§ 2. Le gouvernement fixe, le nombre de demi-jours mobilisés, le niveau de formation, le public cible, le moment et la ou les thématique(s) abordée(s). Sauf avec l'accord de Wallonie-Bruxelles Enseignement, des Fédérations de pouvoirs organisateurs ainsi que des organisations syndicales, il prend ces décisions au moins un an avant l'organisation de ces formations. Les services du gouvernement en informent le Conseil de la formation professionnelle continue.

Le gouvernement peut répartir le public cible en cohortes et étaler l'organisation de ces demi-journées supplémentaires sur un maximum de six années scolaires.

Lorsque les demi-jours de formation supplémentaires sont organisés en dehors du temps scolaire et que des sessions sont organisées durant les vacances et congés scolaires, des sessions identiques doivent également être organisées au cours de l'année scolaire. Les sessions ne peuvent pas être organisées entre le 6 juillet et le 25 août.

§ 3. Les Services du gouvernement assurent le contrôle de l'obligation de formation prévue par le présent article selon les modalités fixées par le gouvernement.

Section III. — *La formation professionnelle continue répondant à des besoins personnalisés*

Article 6.1.3-10. - La formation professionnelle continue répond aux besoins de formation identifiés par le bénéficiaire de formation pour son développement professionnel personnel,

1° soit en vue de développer des compétences spécifiques supplémentaires ou des compétences professionnelles nouvelles notamment en vue de contribuer à la mise en œuvre du contrat d'objectifs de son école;

2° soit en vue de développer des compétences professionnelles spécifiques qui sont nécessaires :

a) à la fonction exercée, à exercer ou dans laquelle il se projette;

b) à la mission collective exercée, à exercer, ou dans laquelle il se projette telle que visée par le décret « organisation du travail »;

c) à l'étape de la carrière dans laquelle le bénéficiaire de formation se situe;

d) au contexte dans lequel le bénéficiaire de formation exerce sa fonction ou sa mission.

Article 6.1.3-11. - En ce qui concerne les membres de l'équipe éducative des écoles, la formation professionnelle continue répondant à des besoins personnalisés peut comprendre dix demi-journées par année scolaire, que ce soit au niveau interréseaux ou réseau lorsqu'elle se déroule durant le temps en principe dévolu au travail en classe visé à l'article 3 du décret « organisation du travail ».

Durant les cinq premières années de son entrée en fonction, le membre de l'équipe éducative qui effectue des prestations à raison d'au moins une demi-charge bénéficie de deux demi-journées complémentaires de formation par mois, capitalisable sur une année scolaire pour un maximum de dix demi-jours complémentaires.

En ce qui concerne les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS, la formation professionnelle continue répondant à des besoins personnalisés peut comprendre vingt demi-journées par année scolaire lorsqu'elle se déroule durant leur temps de prestation. Ces vingt demi-journées intègrent obligatoirement plusieurs demi-journées de formation consacrées à la supervision collective.

Le nombre de demi-jours visés aux alinéas 1^{er} ou 3 peut être capitalisé sur six années scolaires consécutives.

En dehors du temps dévolu au travail en classe visé à l'article 3 du décret « organisation du travail » ou du temps de prestation du bénéficiaire de formation, la formation professionnelle continue répondant à des besoins personnalisés n'est pas limitée en nombre de demi-jours par année de formation.

Article 6.1.3-12. - Par dérogation aux articles 6.1.3-2, 2°, et 6.1.3-10, un pouvoir organisateur ou son délégué peut imposer une formation professionnelle répondant à des besoins personnalisés à un bénéficiaire de formation uniquement à la suite d'une mission portant sur l'appréciation de son aptitude pédagogique, telle que prévue à l'article 4, § 4, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ou à la suite de l'appréciation de l'aptitude professionnelle d'un membre du personnel de l'équipe pluridisciplinaire telle que prévue à l'article 7, § 4, du même décret.

Cette décision est écrite et motivée. Le pouvoir organisateur met en place les conditions pour libérer du temps en principe dédié à l'une des composantes de la charge enseignante visée à l'article 2, 1 à 3 et 5, du décret « organisation du travail » pour permettre au bénéficiaire de formation de suivre ladite formation.

Article 6.1.3-13. - Le pouvoir organisateur d'une école organise, dans les cas et selon les modalités déterminées par le gouvernement, le remplacement des bénéficiaires de formation membres du personnel qui suivent une formation professionnelle répondant à des besoins personnalisés, soit:

1° par des étudiants effectuant leur stage dans le cadre des accords de collaboration visés à l'article 20 du décret du 7 février 2019 relatif à la formation initiale des enseignants ;

2° dans les limites budgétaires prévues à cet effet et selon les modalités définies par le gouvernement, soit par :

a) des membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire à cet effet ou placés en perte partielle de charge ou en rappel provisoire à l'activité de service ;

b) des activités pédagogiques, sportives, culturelles ou artistiques ;

3° par d'autres membres de l'équipe éducative.

Pour les écoles de l'enseignement fondamental ordinaire et de l'enseignement fondamental et secondaire spécialisé qui ont conclu un protocole de collaboration en application des articles 1.5.2-13 et suivants, le pouvoir organisateur peut recourir aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, 2^o, b), pour permettre l'organisation de demi-jours supplémentaires de formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.3-8, § 1^{er}.

CHAPITRE IV. — *Le plan de formation des écoles et des Centres PMS*

Article 6.1.4-1. - Lors de l'élaboration du plan de pilotage, le directeur de l'école, en collaboration avec l'équipe éducative conçoit le plan de formation de l'école. Conformément à l'article 1.5.2-3, § 1^{er}, 5^o, le plan de formation fait partie intégrante du plan de pilotage de l'école.

Tous les six ans, le directeur du Centre PMS conçoit, en collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire du Centre PMS, le plan de formation du centre PMS.

Le directeur, en collaboration avec l'équipe éducative de l'école et, le cas échéant avec le(s) délégué(s) à la coordination pédagogique, pilote le processus formatif au sein de l'école. Le directeur d'un Centre PMS, en collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire des PMS, pilote le processus formatif au sein du Centre. Le directeur de l'école ou du Centre PMS assure notamment :

- 1^o la mise en œuvre du plan de formation;
- 2^o le soutien et le suivi du processus formatif notamment l'après-formation;
- 3^o l'évaluation interne de la mise en œuvre du plan de formation.

Le plan de formation :

1^o identifie les compétences indispensables à déployer collectivement pour répondre adéquatement aux objectifs spécifiques définis par l'école ou par le Centre PMS ;

2^o sur cette base, définit les besoins en matière de développement professionnel répondant à des besoins collectifs soit de l'ensemble de l'équipe, soit d'une partie de celle-ci ;

3^o intègre la planification des besoins de développement professionnel sur l'ensemble de la durée du plan de formation et aborde la manière dont le transfert des acquis des formations est envisagé dans l'école ou le centre PMS ;

4^o intègre, s'il échet et sans préjudice de l'article 6.1.3-3, les formations sur fonds propres répondant aux besoins collectifs de l'équipe.

Après avis de la Commission de pilotage, le gouvernement fixe le modèle de plan de formation.

Article 6.1.4-2. - Le plan de formation de l'école peut être adapté lors de l'évaluation annuelle ou lors de l'évaluation intermédiaire de la mise en œuvre du contrat d'objectifs. A cette occasion, la planification du processus formatif sera ajustée.

Le plan de formation du centre PMS peut être adapté annuellement. A cette occasion, la planification du processus formatif sera ajustée.

CHAPITRE V. — *Du pilotage de la formation professionnelle continue*

Section Ière – Des missions de la Commission de pilotage dans le cadre de la formation professionnelle continue

Article 6.1.5-1. - Dans le cadre du pilotage de la formation professionnelle continue, la Commission de pilotage est chargée des missions suivantes :

- 1^o remettre au gouvernement l'avis visé à l'article 6.1.5-7, § 2, alinéa 1^{er}, ;
- 2^o remettre au gouvernement ses propositions d'amendements annuels éventuels conformément à l'article 6.1.5-7, § 2, alinéa 2;
- 3^o remettre un avis au gouvernement sur les programmes généraux de formation conformément à l'article 6.1.5-9, alinéa 3 ;
- 4^o arbitrer les éventuels désaccords sur la cohérence et la complémentarité des formations organisées aux niveaux de l'interréseaux et réseau qui n'ont pas pu être résolus au sein du Conseil de la formation professionnelle continue;
- 5^o définir les critères et les conditions permettant la validation de nouvelles modalités de formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.5-11, § 2, alinéa 2 ;
- 6^o établir et transmettre au gouvernement des critères d'évaluation portant, notamment, sur l'adéquation des formations professionnelles continues organisées aux objectifs fixés aux articles 6.1.2-2 et 6.1.2-3 et des indicateurs de suivi ;
- 7^o remettre tout avis requis par une disposition décrétable;
- 8^o réaliser toute analyse complémentaire à la demande du gouvernement.

Tous les trois ans, sur la base du bilan trisannuel visé à l'article 6.1.5-2, § 2, la Commission de pilotage remet au gouvernement un rapport d'évaluation portant sur l'ensemble des formations professionnelles continues visées par le présent titre. Le rapport contient également des propositions visant à favoriser la qualité, la cohérence, la complémentarité interréseaux/réseaux et l'impact des formations organisées conformément au présent titre, dans le respect de la liberté en matière de méthodes pédagogiques.

Pour remplir les missions visées au présent article, la Commission de pilotage se fonde notamment sur les évaluations, avis et propositions du Conseil de la formation professionnelle continue et sur toute autre recherche. La Commission tient également compte de l'évaluation externe réalisée tous les six ans conformément à l'article 6.1.5-13.

La Commission de pilotage peut se saisir de tout point discuté au sein du Conseil de la formation professionnelle continue.

Section II. — *Du Conseil de la formation professionnelle continue*

Article 6.1.5-2. - § 1^{er}. Il est créé auprès de la Commission de pilotage un Conseil de la formation professionnelle continue (CoFoPro) chargé d'assurer la concertation opérationnelle des acteurs de la formation professionnelle continue et d'instruire les aspects stratégiques de la formation professionnelle continue pour la Commission de pilotage. Dans ce cadre, le Conseil de la formation professionnelle continue est chargé des missions suivantes :

- 1^o analyser les besoins identifiés en matière de formation professionnelle continue sur la base des éléments visés à l'article 6.1.5-5 ;
- 2^o remettre à la Commission de pilotage l'avis visé à l'article 6.1.5-7, § 1^{er}, alinéa 2;
- 3^o remettre à la Commission de pilotage les propositions d'amendements annuels éventuels conformément à l'article 6.1.5-7, § 1^{er}, alinéa 4;

4° assurer la cohérence et la complémentarité des formations organisées aux niveaux de l'interréseaux et de chacun des réseaux; dans ce cadre il propose une répartition entre les formations du niveau interréseaux et celles du niveau réseau; à ce titre, il veille au respect de la disposition prévue à l'article 6.1.3-3, § 2, et, s'il échet, soumet à la Commission de pilotage l'arbitrage des désaccords;

5° remettre à la Commission de pilotage un avis sur les critères et les conditions permettant la validation de nouvelles modalités de formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.5-11, § 2;

6° formuler des propositions et avis à la Commission de pilotage sur les critères d'évaluation et les indicateurs de suivi pour les formations du niveau de l'interréseaux et du niveau des réseaux;

7° réaliser et présenter à la Commission de pilotage un bilan trisannuel des formations conformément au paragraphe 2;

8° remettre tout avis requis par une disposition décrétales;

9° réaliser toute analyse complémentaire à la demande de la Commission de Pilotage.

§ 2. Tous les trois ans, le Conseil de la formation professionnelle continue réalise et présente à la Commission de pilotage un bilan trisannuel des formations professionnelles continues visées par le présent titre. Ce bilan se fonde notamment sur :

1° le rapport trisannuel réalisé par l'Institut de la Formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.5-12;

2° des rapports annuels visés à l'article 15 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement établis, chacun pour ce qui le concerne, par Wallonie-Bruxelles Enseignement et par chaque Fédération de pouvoirs organisateurs;

3° le rapport visé à l'article 6.1.5-13.

Ce bilan comprend :

1° l'analyse des formations du niveau de l'interréseaux et du niveau des réseaux selon les critères d'évaluation et d'indicateurs de suivi adoptés par la Commission de Pilotage;

2° la prise en compte de l'articulation du niveau de l'interréseaux et du niveau des réseaux;

3° la prise en compte de l'articulation entre la formation initiale des enseignants et la formation professionnelle continue;

4° la formulation de propositions d'adaptation ou d'amélioration du processus de la formation professionnelle continue, notamment par l'identification d'investigations nécessaires.

Article 6.1.5-3. - Le Conseil de la formation professionnelle continue comprend :

1° le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou son représentant de rang 15 au moins qui préside;

2° deux représentants de l'Institut de la Formation professionnelle continue;

3° un représentant de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES);

4° six représentants des pouvoirs organisateurs dont :

a) un représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1^{er}, alinéa 5, 1°;

b) un représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1^{er}, alinéa 5, 2°;

c) deux représentants des pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1^{er}, alinéa 5, 3°;

d) un représentant des pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1^{er}, alinéa 5, 4°;

e) un représentant de Wallonie-Bruxelles Enseignement;

5° un représentant de chacune des organisations représentant les enseignants de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du Travail.

Les membres du Conseil de la formation professionnelle continue sont désignés par le gouvernement pour une durée de quatre années. Il est désigné un suppléant pour chaque membre effectif. Leur désignation est renouvelable.

Le Conseil de la formation professionnelle continue fixe son règlement d'ordre intérieur et le transmet à la Commission de pilotage et aux services du gouvernement. Il se réunit au moins quatre fois par an à l'invitation du président ou à la demande de deux de ses membres au moins.

Le président fixe l'ordre du jour et le communique à la Commission de pilotage. Il peut inviter un expert selon le sujet abordé, d'initiative ou à la demande d'un des membres du Conseil.

Seuls les membres du Conseil ont voix délibérative. Le Conseil délibère par la voie du consensus. En cas de désaccord entre ses membres, des notes minoritaires peuvent être transmises avec la position majoritaire à la Commission du pilotage.

En fonction de l'ordre du jour, les membres du Conseil peuvent se faire accompagner d'un conseiller technique. Le président peut toujours se faire accompagner de conseillers techniques.

Les services du gouvernement apportent un appui en termes d'analyse et assurent le secrétariat du Conseil de la formation professionnelle continue.

Section III. — De la fixation des orientations et thèmes prioritaires

Article 6.1.5-4. - Tous les six ans, le gouvernement fixe les besoins institutionnels en matière de formation professionnelle continue sur la base des objectifs d'amélioration du système éducatif visés à l'article 1.5.2-2, des orientations du système éducatif et des politiques éducatives que le gouvernement entend promouvoir.

Ces orientations intègrent la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la biodiversité, le défi des nouvelles technologies et du numérique, la nécessité d'une démocratie renouvelée, le développement socioéconomique, le renforcement de la participation des citoyens.

Le cas échéant, le gouvernement communique au Conseil de la formation professionnelle continue tout nouveau besoin institutionnel nécessitant un amendement des orientations et thèmes prioritaires.

Article 6.1.5-5. - Le Conseil de la formation professionnelle continue instruit tous les six ans les besoins en matière de formation professionnelle continue sur la base des éléments communiqués :

1° par le Service général de pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux sur la base de l'analyse établie conformément à l'article 9/1 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs;

2° le cas échéant, par le Service général de l'Inspection sur la base des éléments qui ressortent de l'exercice des missions visées aux articles 4 et 7 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection;

3° par Wallonie-Bruxelles Enseignement et par chaque Fédération de pouvoirs organisateurs;

4° par la cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce créée par l'article 22 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire;

5° par le Conseil supérieur de l'Education aux médias (CSEM) créé par le décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Education aux médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française ;

6° par le Comité interréseaux du numérique éducatif (CINE) visé à l'article 3, § 3, du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire ;

7° par le Comité de suivi visé à l'article 8 du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

8° par toute autre instance dont les propositions sont requises en vertu d'une disposition décrétable ou réglementaire ;

9° par un recueil des besoins mené tous les six ans à l'initiative des services du gouvernement auprès d'un échantillon représentatif de bénéficiaires de formation sur leurs besoins en matière de formations répondant à des besoins personnalisés ;

10° par l'analyse des résultats de recherches ou d'enquêtes nationales ou internationales récentes.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 9°, l'échantillon représentatif prend en compte des bénéficiaires de formation exerçant différentes fonctions au sein d'écoles, organisées et subventionnées de tous les réseaux d'enseignement, de l'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé et situées dans toutes les zones. Entre outre :

1° pour l'enseignement secondaire, cet échantillon prend au moins en compte :

a) les différents degrés ;

b) l'enseignement de transition et l'enseignement de qualification, en ce compris l'enseignement en alternance ;

2° pour l'enseignement spécialisé, cet échantillon prend au moins en compte tous les types d'enseignement et les différentes pédagogies adaptées ;

3° cet échantillon prend en compte les bénéficiaires de formation actifs dans des écoles présentant certaines spécificités, notamment :

a) les écoles en encadrement différencié en application du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ;

b) les écoles soumises au décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire;

c) les écoles organisant un apprentissage par immersion, tel que défini à l'article 1.3.1-1, 2°.

Cet échantillon prend également en compte des bénéficiaires de formation exerçant différentes fonctions au sein de Centres PMS, organisés ou subventionnés de tous les réseaux d'enseignement, situés dans toutes les zones.

L'instruction du Conseil de la formation professionnelle continue visée à l'alinéa 1^{er} prend en compte et s'articule avec les besoins institutionnels en matière de formation professionnelle continue visés à l'article 6.1.5-4.

Tous les six ans, les services du gouvernement communiquent le résultat de l'analyse du Conseil de la formation professionnelle continue à l'Institut de la Formation professionnelle continue, à Wallonie-Bruxelles Enseignement et à chaque Fédération de pouvoirs organisateurs pour le 1^{er} décembre de l'année scolaire X-2 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X.

Article 6.1.5-6. - § 1^{er}. Sur la base de l'analyse des besoins du Conseil de la formation professionnelle continue visée à l'article 6.1.5-5, l'Institut de la Formation professionnelle continue, propose tous les six ans pour chacun des ensembles visés à l'article 6.1.3-6 les orientations et thèmes de formation professionnelle continue prioritaires pour le niveau interréseaux. Cette proposition est remise au conseil de la formation professionnelle continue pour le 15^e février de l'année scolaire X-2 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X.

§ 2. Sur la base de l'analyse des besoins du Conseil de la formation professionnelle continue visée à l'article 6.1.5-5, Wallonie-Bruxelles Enseignement et chaque Fédération de pouvoirs organisateurs propose tous les six ans pour chacun des ensembles visés à l'article 6.1.3-6 les orientations et thèmes de formation professionnelle continue prioritaires pour les écoles et les Centres PMS qui la concernent. Cette proposition est remise au conseil de la formation professionnelle continue pour le 15^e février de l'année scolaire X-2 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X.

§ 3. Les propositions formulées en application des paragraphes 1^{er} et 2 reprennent :

1° les axes dans lesquels la formation professionnelle continue doit s'inscrire pour atteindre les visées fixées à l'article 6.1.2-2 et à l'article 6.1.2-3 ;

2° l'inventaire des sujets de formation qui, de manière articulée, visent à traduire concrètement les axes visés au 1°.

Article 6.1.5-7. - § 1^{er}. Le Conseil de la formation professionnelle continue débat des propositions d'orientations et thèmes prioritaires présentées respectivement par l'Institut de la Formation professionnelle continue pour le niveau interréseaux et par Wallonie-Bruxelles Enseignement et chaque Fédération de pouvoirs organisateurs pour le niveau réseau en vue d'assurer leur cohérence.

Tous les six ans, le Conseil de la formation professionnelle continue remet un avis à ce propos à la Commission de pilotage pour le 30 mai de l'année scolaire X-2 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X.

Il veille notamment :

a) à la cohérence et à la complémentarité des orientations et thèmes prioritaires entre les deux niveaux de formation ;

b) à la priorisation et à la planification éventuelles des thèmes des formations sur la période de six ans.

Après avoir consulté l'Institut de la Formation professionnelle continue pour le niveau interréseaux et Wallonie-Bruxelles Enseignement et chaque Fédération de pouvoirs organisateurs pour le niveau réseau, le Conseil de la formation professionnelle continue remet à la Commission de pilotage ses propositions d'amendements annuels éventuels aux orientations et thèmes prioritaires pour le 1^{er} juin de l'année scolaire X-2 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X.

§ 2. Tous les six ans, sur la base de l'avis du Conseil de la formation professionnelle continue visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la Commission de pilotage se prononce sur la cohérence et la complémentarité des propositions d'orientations et thèmes prioritaires et remet un avis au gouvernement sur les propositions d'orientations et thèmes prioritaires pour les niveaux interréseaux et réseau. Cet avis est remis pour le 15 juillet de l'année scolaire X-2 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X.

Sur la base des propositions du Conseil de la formation professionnelle continue visées au paragraphe 1^{er}, dernier alinéa, la Commission de pilotage remet au gouvernement ses propositions d'amendements annuels éventuels aux orientations et thèmes prioritaires pour le 15 juillet de l'année scolaire X-2 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X.

Article 6.1.5-8. - Sur la base de l'avis visé à l'article 6.1.5-7, § 2, le gouvernement fixe pour une période de six années les orientations et thèmes prioritaires pour le niveau interréseaux et prend acte concomitamment des orientations et thèmes prioritaires pour le niveau réseaux avant le 15 octobre de l'année scolaire X-1 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X.

Sur la base de la proposition d'amendements de la Commission de pilotage, le gouvernement peut amender annuellement les orientations et thèmes prioritaires pour le niveau interréseaux et prendre acte des propositions d'amendements pour le niveau réseaux.

Section IV. — De la fixation des programmes généraux et des programmes annuels

Article 6.1.5-9. - Sur la base des orientations et thèmes prioritaires, pour le 1^{er} décembre de l'année scolaire X-1, l'Institut de la Formation professionnelle continue pour le niveau interréseaux d'une part, Wallonie-Bruxelles Enseignement et chaque Fédération de pouvoirs organisateurs pour le niveau réseau d'autre part élaborent, chacun pour ce qui le concerne, un programme général de formations pour les formations visées à l'article 6.1.3-2 et pour chacun des ensembles visés à l'article 6.1.3-6, pour une période de six ans.

Le programme général comprend l'intitulé général de la formation, les objectifs visés et le public cible. Le programme identifie les formations qui répondent aux orientations et thèmes prioritaires fixés par le gouvernement.

Chaque programme général de formation est soumis, selon les modalités fixées par le gouvernement, à l'avis de la Commission de pilotage pour le 25 janvier de l'année scolaire X-1 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X, puis à l'approbation du gouvernement pour le 1^{er} mars de l'année scolaire X-1 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X.

Une fois approuvé, les services du gouvernement publient sur le site internet de référence chaque programme général de formation ainsi que leurs modifications éventuelles.

Article 6.1.5-10. - Chaque année, avant le 1^{er} juin de l'année scolaire X-1 en vue d'une mise en œuvre lors de l'année scolaire X, l'Institut de la Formation professionnelle continue pour les formations du niveau interréseaux et Wallonie-Bruxelles Enseignement et chaque Fédération de pouvoirs organisateurs pour le niveau réseau définissent leur programme annuel de formation.

Ce programme annuel de formation précise, pour chacune des formations, l'identité du ou des opérateurs de formation, les dates et lieux de la programmation ainsi que les conditions et modalités d'inscription et, le cas échéant, les modalités de formation.

Les services du gouvernement publient sur le site internet de référence chaque programme annuel de formation.

Article 6.1.5-11. - §1^{er}. Un programme de formation professionnelle continue peut proposer différentes modalités de formation en fonction des objectifs visés et du public cible.

Une formation professionnelle continue valide doit répondre aux critères minimaux suivants :

- 1° comporter au moins trois heures d'activités de formation équivalant à une demi-journée ;
- 2° permettre et travailler le lien avec l'activité professionnelle du public ciblé;
- 3° favoriser la posture réflexive du public ciblé.

§ 2. Est retenue comme modalité de formation professionnelle continue valide, celle qui est organisée sous la forme de :

- 1° formation en présentiel ;
- 2° formation à distance ;
- 3° formation hybride, en partie en présentiel et en partie à distance ;
- 4° formation en ligne ;
- 5° formation en immersion ;
- 6° conférence intégrée dans un processus formatif;
- 7° supervision collective.

Après avis de la Commission de pilotage elle-même se basant sur l'avis du Conseil de la formation professionnelle continue, le gouvernement définit les critères et les conditions dans lesquelles peuvent être retenues comme valides d'autres modalités de formation professionnelle continue, notamment celles qui sont organisées sous la forme de recherche-action ou recherche-collaborative ou de communautés d'apprentissage professionnelles.

§ 3. La formation professionnelle continue qui répond à des besoins personnalisés d'un membre de l'équipe éducative des écoles ou d'un membre du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS, qui a moins de cinq ans d'ancienneté de service, peut également être organisée avec son accord sous la forme d'une supervision individuelle dont le programme est validé par son directeur ou par son pouvoir organisateur.

§ 4. Dans le cadre d'une organisation apprenante, des initiatives de formations par et entre pairs peuvent être validées comme formation professionnelle continue selon les modalités fixées par le gouvernement, après avis de la Commission de pilotage elle-même se basant sur l'avis du Conseil de la formation professionnelle continue.

Section V. — De l'évaluation de la formation professionnelle continue

Article 6.1.5-12. - L'Institut de la Formation professionnelle continue transmet, tous les trois ans, au Conseil de la formation professionnelle un rapport d'évaluation des formations visées au chapitre III.

Article 6.1.5-13. - § 1^{er}. Une évaluation externe de la qualité pour la formation professionnelle continue pour les formations organisées par l'Institut de la Formation professionnelle continue, Wallonie-Bruxelles Enseignement et chaque Fédération de pouvoirs organisateurs est réalisée tous les six ans par l'Agence pour la qualité de l'Enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles (AEQES).

Cette évaluation a pour finalités d'améliorer de manière continue la qualité des formations proposées au bénéfice de la qualité du système éducatif.

Sur la proposition de la Commission de Pilotage, le gouvernement fixe le processus, les modalités de cette évaluation externe et met en œuvre le dispositif.

§ 2. L'évaluation externe de la qualité des formations professionnelles continues visées au paragraphe 1^{er} est conclue par des rapports, reprenant des recommandations d'améliorations destinées aux différents acteurs concernés. Ces rapports sont publiés et transmis au gouvernement, à la Commission de Pilotage et au Conseil de la formation professionnelle continue.

CHAPITRE VI – Des règles relatives aux bénéficiaires de la formation professionnelle continue

Article 6.1.6-1. - § 1^{er}. Les bénéficiaires de formation auxquels est attribué un traitement d'activité ou une subvention-traitement d'activité à charge du Ministère de la Communauté française et qui bénéficient d'une formation sont réputés être en activité de service pendant la durée de celle-ci, quel que soit le moment de l'année civile.

Toute inscription à une formation durant le temps scolaire ou durant le temps de prestation est soumise à l'accord du directeur de l'école ou du Centre PMS ou de son délégué. Le pouvoir organisateur marque son accord pour les demandes d'inscription introduites par le directeur. Tout refus fait l'objet d'une décision écrite et motivée.

§ 2. Les bénéficiaires de formation mis en disponibilité par défaut d'emploi peuvent participer à une formation. La durée de celle-ci est assimilée à un rappel provisoire à l'activité de service.

§ 3. Pour le bénéficiaire de formation qui n'est pas nommé ou engagé à titre définitif, la durée de la formation n'est prise en considération pour le calcul des anciennetés administrative et pécuniaire que si celle-ci est englobée dans la période de désignation ou d'engagement à titre temporaire.

Le membre de l'équipe éducative des écoles ou le membre du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS visé à l'alinéa 1^{er}, dont l'inscription à une formation a été acceptée par son directeur durant sa période de désignation ou d'engagement à titre temporaire, peut suivre la formation à laquelle il a été inscrit et peut prétendre aux frais liés à celle-ci. Cependant, il n'est pas réputé être en activité de service pendant la durée de la formation qui excède sa période de désignation ou d'engagement à titre temporaire.

Article 6.1.6-2. - Le nombre de demi-jours de formation visé aux articles 6.1.3-8 et 6.1.3-11 est, en cas d'emploi à temps partiel, réduit au prorata de l'horaire presté, le résultat étant arrondi à l'unité supérieure.

Article 6.1.6-3. - La formation professionnelle continue fait partie de la charge des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS.

Les demi-jours de formation professionnelle continue visés aux articles 6.1.3-8, § 2, et 6.1.3-11, alinéa 2, font partie du temps de prestation des membres du personnel des équipes pluridisciplinaires des Centres PMS.

Article 6.1.6-4. - Une prime forfaitaire est octroyée aux membres de l'équipe pédagogique pour les demi-jours de formation supplémentaires visés à l'article 6.1.3-9 qui ne font pas l'objet d'une suspension des cours et qui sont organisés en dehors du temps scolaire.

Le gouvernement fixe le montant, les conditions d'octroi et les modalités d'obtention de la prime visée à l'alinéa 1^{er}. La prime afférente aux demi-jours de formation supplémentaires n'est octroyée aux membres du personnel qu'à la condition qu'ils aient suivi l'ensemble de la formation incluant ces demi-jours supplémentaires.

Les demi-jours de formation supplémentaires donnant lieu à l'octroi d'une prime sont organisés en présentiel le week-end ou durant les vacances ou congés scolaires ou à distance en dehors des heures où le membre de l'équipe éducative a la charge de sa classe.

Article 6.1.6-5. - Les demi-jours de formation professionnelle continue visés au présent titre ne peuvent être comptabilisés comme du travail collaboratif, tel que défini au titre 2, chapitre 6, du décret « organisation du travail ».

Article 6.1.6-6. - Une attestation de fréquentation est délivrée au terme des formations, selon les modalités que fixe le gouvernement.

Article 6.1.6-7. - § 1^{er}. Le bénéficiaire de formation, en fonction, soit nommé ou engagé à titre définitif, soit désigné ou engagé à titre temporaire pour une année scolaire complète ou un exercice complet consigne dans un dossier de développement professionnel personnel intitulé « portfolio » les éléments de la formation professionnelle continue qui le concernent.

§ 2. Le portfolio est un outil formatif facilitant le soutien aux apprentissages et le développement d'une analyse réflexive. Le bénéficiaire de formation y consigne les traces utiles et pertinentes au sujet du cheminement de son développement professionnel. Le membre du personnel est responsable de son portfolio.

§ 3. Le portfolio est composé de trois parties, chacune de celle-ci ayant pour objectif de soutenir une posture réflexive :

1° la première partie concerne le projet personnel de formation du bénéficiaire de formation. Cette partie est remplie de manière obligatoire par le bénéficiaire de formation et comporte trois volets :

a) son projet personnel de formation, lequel établit le lien avec les besoins personnalisés ou spécifiques de la fonction exercée ou à exercer par le bénéficiaire de formation, avec la mission exercée ou à exercer, telle que visée par le décret « organisation du travail », avec son parcours dans la fonction ou avec le contexte dans lequel le bénéficiaire de la formation exerce sa fonction ou sa mission ou encore avec le plan de formation de l'école ou du Centre PMS.

b) la contribution du bénéficiaire de formation à la mise en œuvre du plan de formation de l'école ou du Centre PMS pour répondre aux besoins collectifs en argumentant les choix de formations qu'il va suivre, s'il échet en s'inscrivant dans une planification pluriannuelle;

c) l'ensemble des attestations de fréquentation des formations professionnelles continues répondant à des besoins collectifs ou à des besoins personnalisés que le bénéficiaire de formation a suivies. Les attestations de fréquentation sont insérées dans le portfolio dès qu'une formation a effectivement été suivie.

2° la seconde partie concerne le cheminement du développement professionnel du bénéficiaire de formation. Cette partie est remplie de manière facultative par le bénéficiaire de formation et lui permet d'y consigner notamment les traces qu'il juge utiles et pertinentes relatives à son cheminement ;

3° la troisième partie reprend les traces expérientielles de compétences développées et acquises par le bénéficiaire de formation. Cette partie est remplie de manière facultative par le bénéficiaire de formation et lui permet de valoriser ou de faire valider ces compétences.

§ 4. Après avis conjoint du Conseil de la formation professionnelle continue et de la COCOFIE, la Commission de pilotage remet son avis au gouvernement, lequel fixe le modèle du portfolio.

Par dérogation au paragraphe 3, 2°, le gouvernement peut prévoir que la seconde partie relative au cheminement du développement professionnel du bénéficiaire de formation soit mobilisée systématiquement dans le cadre de modalités de formation spécifiques.

§ 5. Le portfolio sert de support au membre du personnel lors de son échange avec le directeur ou un membre de la direction à l'occasion de l'entretien de fonctionnement ou de l'accompagnement des enseignants novices. Le membre du personnel peut également solliciter d'initiative cet échange.

Le portfolio personnel sert de support au directeur lors de son échange avec le pouvoir organisateur.

§ 6. Le projet personnel de formation du membre du personnel visé au paragraphe 3, 1°, peut être adapté :

1° soit lors de l'évaluation annuelle ou de l'évaluation intermédiaire triennale de la mise en œuvre du contrat d'objectifs ;

2° soit à la suite de l'entretien de fonctionnement intervenu entre le directeur et le membre de l'équipe éducative de l'école ou du personnel de l'équipe pluridisciplinaire du Centre PMS;

3° soit à la suite d'une mission portant sur l'appréciation de son aptitude pédagogique, telle que prévue à l'article 4, § 4, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ou à la suite de l'appréciation de l'aptitude professionnelle d'un membre du personnel de l'équipe pluridisciplinaire du Centre PMS telle que prévue à l'article 7, § 4, du même décret.

Le projet personnel de formation du directeur visé au paragraphe 3, 1°, peut être adapté :

1° soit lors de l'évaluation annuelle ou de l'évaluation intermédiaire triennale de la mise en œuvre du contrat d'objectifs ;

2° soit à la suite de l'entretien de fonctionnement intervenu entre le directeur et son pouvoir organisateur.

CHAPITRE VII. — *Des formateurs et des opérateurs de la formation professionnelle continue*

Article 6.1.7-1. - § 1^{er}. Les formateurs et opérateurs de formation sont :

1° des membres de l'équipe éducative des écoles;

2° des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS;

3° des membres du personnel des services du gouvernement;

4° des membres du personnel de Wallonie-Bruxelles Enseignement et des Fédérations de pouvoirs organisateurs;

5° l'Institut de la Formation professionnelle continue ;

6° les organismes de formation de Wallonie-Bruxelles Enseignement et des Fédérations de pouvoirs organisateurs ;

7° les organisations d'éducation permanente et de jeunesse reconnues par la Communauté française;

8° les Universités;

9° les Hautes écoles;

10° les Écoles et Instituts supérieurs pédagogiques;

11° les Écoles supérieures des arts;

12° les Établissements d'enseignement de promotion sociale;

13° les Établissements d'enseignement artistique à horaire réduit;

14° les Centres de formation reconnus par la Communauté française;

15° les Entreprises au sens de l'article I.1 du Code de droit économique;

16° les Fédérations sportives reconnues par la Communauté française;

17° des services publics locaux, communautaires, régionaux ou fédéraux ;

18° des représentants du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne et de l'OCDE ;

19° d'autres experts nationaux ou internationaux.

§ 2. Après avis de la Commission de pilotage, le gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés au § 1^{er}, 1° à 3°, peuvent être chargés de dispenser des formations.

§ 3. Le membre du personnel visé au paragraphe 1^{er}, 1° à 3°, peut être rétribué pour les formations. Le gouvernement fixe le montant de cette rémunération.

Sauf dérogation accordée par le gouvernement à la demande de leur pouvoir organisateur ou de leur hiérarchie, ils ne peuvent, durant leur temps de prestation, dispenser plus de vingt demi-jours de formation par année scolaire ou par exercice.

§ 4. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, 4°, sur décision du Conseiller au soutien et à l'accompagnement coordonnateur, un membre d'une des cellules de soutien et d'accompagnement visée par le décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement peut assurer une formation durant son temps de prestation à concurrence de maximum vingt demi-jours de formation par année scolaire ou par exercice. Toutefois, il ne peut être rétribué pour cette formation.

En outre, les membres des cellules de soutien et d'accompagnement peuvent assurer des formations sous la forme d'une supervision collective ou individuelle ayant pour objet :

1° le processus de contractualisation et d'évaluation de la mise en œuvre du contrat d'objectifs visé aux articles 1.5.2-4 et 1.5.2 - 9 ;

2° le processus de contractualisation et d'évaluation de la mise en œuvre du protocole de collaboration visé aux articles 1.5.2-16 et 1.5.2-19;

3° pour la mise en œuvre de l'article 6.1.3-11, alinéa 2.

CHAPITRE VIII. — *Du budget dédié à la formation professionnelle continue*

Article 6.1.8-1. - § 1^{er}. - Une enveloppe globale de 32.839.750 EUR est affectée :

1° à l'organisation des demi-jours supplémentaires pouvant être activés par le gouvernement définis à l'article 6.1.3-9, pour un montant maximum de 20.000.000 EUR ;

2° à la formation professionnelle continue répondant à des besoins collectifs définie à l'article 6.1.3-8 et à la formation professionnelle continue répondant à des besoins personnalisés définie à l'article 6.1.3-11, pour un montant minimum de 12.839.750 EUR ;

3° au remplacement des bénéficiaires de formations répondant à des besoins personnalisés, notamment celles rendues obligatoires et l'organisation d'activités pédagogiques, culturelles, sportives ou artistiques pour un pourcentage minimal de 3% du montant visé au 2° pour le niveau interréseaux, et de 4,5% du montant visé au 2° pour le niveau réseaux. Ce budget est affecté prioritairement à l'enseignement fondamental et à l'enseignement spécialisé et pour les écoles ayant conclu un protocole de collaboration pour ces mêmes niveaux d'enseignement.

Ces crédits sont indexés annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année précédente.

§ 2. Le gouvernement détermine annuellement :

1° les pourcentages visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, dans le respect des proportions qui y sont fixées;

2° les crédits affectés à la formation professionnelle continue pour chacun des ensembles définis à l'article 6.1.3-6.

§ 3. Le gouvernement répartit les montants visés au paragraphe 1^{er}, 2°, déduction faite des montants visés au paragraphe 1^{er}, 3°, selon les proportions suivantes :

1° 40 % pour les formations professionnelles continues organisées au niveau interréseaux ;

2° 60 % pour les formations professionnelles continues organisées au niveau de chaque réseau.

Pour les formations visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, les crédits sont octroyés à l'Institut de la formation professionnelle continue.

Pour les formations visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, les crédits sont répartis entre Wallonie-Bruxelles Enseignement et les Fédérations de pouvoirs organisateurs en proportion du capital-périodes, pour l'enseignement spécialisé, pour l'enseignement fondamental ordinaire, du nombre total de périodes - professeurs, pour l'enseignement secondaire ordinaire, organisables au 1^{er} septembre de l'année scolaire qui précède, par les écoles pour lesquelles Wallonie-Bruxelles Enseignement ou chaque Fédération de pouvoirs organisateurs est compétente et en proportion du nombre de charges pour l'exercice qui précède pour les Centres PMS pour lesquelles Wallonie-Bruxelles Enseignement ou chaque Fédération de pouvoirs organisateurs est compétente.

§ 4. Pour les niveaux visés à l'article 6.1.3-3, § 1^{er}, 1° et 2°, les frais de gestion et de secrétariat, en ce compris les frais relatifs à la sélection et à l'évaluation des formateurs et les rémunérations de personnel à l'exclusion des formateurs, sont imputés aux crédits affectés aux formations professionnelles continues et ne peuvent être supérieurs à 18 % du prorata des crédits visés au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°.

Le gouvernement fixe les modalités de justification et de contrôle de l'utilisation des crédits.

Article 6.1.8-2. - A la demande motivée de Wallonie- Bruxelles Enseignement ou d'une Fédération de pouvoirs organisateurs, le gouvernement peut autoriser, selon les modalités qu'il détermine, le report des soldes éventuels relatifs à une année sur l'année suivante pour les budgets visés à l'article 6.1.8-1.

Article 6.1.8-3. - Le gouvernement détermine, pour au plus tard le 31 décembre 2023, un budget pour l'évaluation externe réalisée conformément à l'article 6.1.5-13. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives*

SECTION I^{ère}. — Dispositions modifiant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière

Art. 3. L'intitulé du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière est remplacé par ce qui suit :

« Décret relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) ».

Art. 4. Dans le même décret, l'intitulé du Titre I^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Titre I^{er} – Dispositions générales ».

Art. 5. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre I^{er} du Titre I^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre I^{er} – Définitions ».

Art. 6. L'article 1^{er} du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Dans le présent décret, il faut entendre par :

1° Administrateur : toute personne physique, administrateur ordinaire, siégeant au Conseil d'administration et au Bureau de l'Institut et désignée par le gouvernement ;

2° Administrateur général : l'administrateur exécutif de l'Institut visé à l'article 47;

3° bénéficiaire de formation : le membre du personnel défini à l'article 6.1.1-2, 2°, du Code

4° bénéficiaire de formation externe : les personnes visées par l'article 6.1.1-2, 3°, du Code ;

5° Code : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

6° formation en interréseaux : la formation définie à l'article 6.1.1-2, 13°, du Code ;

7° formation professionnelle continue : la formation visée à l'article 6.1.1-2, 16°, du Code ;

8° Institut : l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) créé par l'article 25 ;

9° le ministre de tutelle : le ministre qui a l'enseignement fondamental et secondaire dans ses attributions ;

10° le ministre du Budget : le ministre qui a le budget de la Communauté française dans ses attributions ;

11° opérateur de formation : l'opérateur de formation défini à l'article 6.1.1-2, 17°, du Code.

L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier. ».

Art. 7. Dans l'article 8 du même décret, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Pour les écoles qui ont conclu un protocole de collaboration en application des articles 1.5.2-13 et suivants du Code, le gouvernement peut inscrire la possibilité d'augmenter le nombre de demi-jours visés paragraphe 2, l'alinéa 1^{er}, dans la liste des supports et ressources visées à l'article 1.5.2-15, alinéa 2, du Code pour permettre aux membres de l'équipe éducative des écoles en dispositif d'ajustement de participer à des demi-jours de formations centrés sur les besoins issus du protocole de collaboration de l'école. Cette augmentation ne peut excéder cinq demi-jours par année scolaire.

Ces demi-jours sont assortis d'une suspension des cours. Pendant ces demi-jours, les élèves ne sont pas tenus à la fréquentation de l'école. Dans l'enseignement spécialisé, la suspension des cours est conditionnée à l'organisation d'activités pédagogiques, sportives, culturelles ou artistiques pour les élèves concernés. ».

Art. 8. Dans l'article 23, alinéas 2 à 4, du même décret, le chiffre « 10 p.c. » et le chiffre « 5 p.c. » sont chaque fois remplacés par le chiffre « 18 p.c. ».

Art. 9. Dans le même décret, l'intitulé du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« Titre II – De l'Institut interréseaux de la formation professionnelle continue (IFPC) ».

Art. 10. Dans l'article 25 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Institut de la Formation en cours de carrière dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire et dans les centres psycho-médico-sociaux » sont remplacés par les mots « Institut interréseaux de la formation professionnelle continue (IFPC) » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots «, chargé d'organiser les formations en cours de carrière en interréseaux » sont abrogés ;

3° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 11. L'article 26 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 26. § 1^{er}. L'Institut est chargé d'organiser les formations professionnelles continues en interréseaux dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire et pour les Centres PMS.

Il exécute ses missions conformément aux orientations du système éducatif définies dans le Code ou dans tout autre texte décrétal.

Les formations professionnelles continues organisées par l'Institut poursuivent les objectifs visés au Livre 6, Titre I^{er}, chapitre II du Code.

§ 2. L'Institut a notamment pour missions :

1° d'organiser des formations professionnelles continues en interréseaux conformément à l'article 6.1.3-3, § 1^{er}, du Code et au profit des bénéficiaires de formation ;

2° d'assurer les formations spécifiques qui sont confiées à l'Institut par toute disposition décrétale ou réglementaire ;

3° d'assurer les autres formations décidées ou autorisées par le gouvernement ;

4° d'assurer un suivi continu de la qualité des formations qu'il organise ;

5° de procéder à l'évaluation des formations visées au 1° selon les critères établis conformément à l'article 6.1.5-1, 6°, du Code, de produire tous les 3 ans un rapport d'évaluation des formations visé à l'article 6.1.5-12 du Code et de le transmettre au Conseil de la formation professionnelle continue;

6° d'expérimenter et de mettre en place des dispositifs de formation innovants jugés pertinents.».

Art. 12. L'article 27 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 27. Le gouvernement peut autoriser l'Institut à organiser des formations spécifiques pour des bénéficiaires de formation externes.

L'organisation des formations visées à l'alinéa 1^{er} n'est pas prise en charge par le budget visé au Livre 6, Titre I^{er}, chapitre VIII du Code. Le cas échéant, une convention de collaboration est établie entre l'Institut et le partenaire concerné. ».

Art. 13. L'article 28 du même décret est abrogé.

Art. 14. L'article 29 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 29. L'Institut veille à ce que les formateurs soient respectueux de la liberté des méthodes et de la spécificité des projets éducatif et pédagogique tels que définis aux articles 1.5.1-1 à 1.5.1-3 du Code.

A cette fin, il peut organiser au bénéfice des formateurs chargés de dispenser les formations visées à l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 3°:

1° des séances d'information ou des communications relatives à la déontologie de la formation ;

2° des séances d'information ou des communications relatives aux orientations du système éducatif ;

3° des formations ;

4° des supervisions collectives. ».

Art. 15. Dans l'article 30 du même décret, les mots « fonctionnaire dirigeant désigné par le gouvernement » sont remplacés par les mots « Administrateur général ».

Art. 16. L'article 31 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 31. § 1^{er}. L'Institut est dirigé par un Conseil d'administration, dénommé ci-après le Conseil et composé comme suit :

1° l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement (AGE) ou son délégué ;

2° le directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif (DGPSE) ou son délégué;

- 3° le directeur général de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire (DGEO) ou son délégué;
- 4° le directeur général de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement (DGPE) ou son délégué;
- 5° le Délégué coordonnateur du Service général du Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux ou son délégué;
- 6° l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué;
- 6° un membre représentant de Wallonie-Bruxelles Enseignement;
- 7° trois membres représentant chacun une des fédérations de pouvoirs organisateurs de l'enseignement non confessionnel reconnue par le gouvernement;
- 8° deux membres représentant la fédération de pouvoirs organisateurs de l'enseignement confessionnel reconnue par le gouvernement;
- 9° trois membres représentant des organisations syndicales, désignés par le gouvernement, sur la présentation des organisations syndicales représentant les enseignants et les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS affiliées à des organisations syndicales siégeant au Conseil national du travail;
- 10° deux experts dont un est issu des Institutions universitaires et un est issu des départements pédagogiques des Hautes écoles, désignés par le gouvernement.

Le gouvernement désigne les membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa 1^{er}, 7° à 11°, sur la proposition des différentes instances concernées. Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 7° à 11°, sont désignés pour une durée de cinq ans et n'ont pas voix délibérative lorsque le dossier soumis au Conseil porte sur un marché public portant sur l'organisation d'une formation.

Un suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif.

Le Conseil peut accepter qu'un conseiller technique accompagne chacun des membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 10°.

§ 2. La présidence est assurée par le membre visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°. Le gouvernement désigne, pour la durée de cinq ans, trois vice-présidents parmi les membres visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° à 6°.

L'Administrateur général de l'Institut assiste aux réunions du Conseil avec voix consultative et assume la fonction de secrétaire du Conseil. Il peut se faire accompagner par un ou plusieurs conseillers techniques. ».

Art. 17. Dans l'article 32, § 1^{er}, du même décret, les mots « lors de la législature suivante » sont abrogés.

Art. 18. Dans l'article 33, § 1^{er}, g), du même décret, les mots « article 31, 6° à 9° » sont remplacés par les mots « article 31, § 1^{er}, 7° à 11° ».

Art. 19. Dans l'article 38 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Il ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, le Président du Conseil convoque une nouvelle réunion. Les décisions qui sont prises lors de cette réunion sont valables quel que soit le nombre de membres présents. Le Conseil prend ses décisions à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante. ».

Art. 20. Dans l'article 41 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lors de la négociation du contrat de gestion, l'Institut est représenté par son Administrateur général et par son Président. Le contrat de gestion est soumis à l'approbation du Conseil d'administration statuant à la majorité des voix exprimées. » ;

2° dans l'alinéa 3, les mots « Conseil de la Communauté française » sont remplacés par les mots « Parlement de la Communauté française ».

Art. 21. L'article 44 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 44. Le Bureau est composé de la manière suivante :

1° du Président du Conseil d'administration ;

2° des trois vice-présidents du Conseil d'administration.

Les décisions se prennent à la majorité simple des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante.

L'Administrateur général siège aux réunions du Bureau avec voix consultative. ».

Art. 22. Dans l'article 45, alinéa premier, les mots « du fonctionnaire dirigeant » sont remplacés par les mots « de l'Administrateur général ».

Art. 23. Dans l'article 47, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Le fonctionnaire dirigeant » sont remplacés par les mots « L'Administrateur général ».

Art. 24. Dans l'article 48, § 1^{er}, les mots « aux articles 130 et suivants du code des sociétés du 7 mai 1999 » sont remplacés par les mots « Livre 3, Titre 4, du code des sociétés et des associations ».

Art. 25. L'article 50 est remplacé par ce qui suit :

« Article 50. Sur la base des orientations et thèmes prioritaires définis par le gouvernement, l'Institut établit un programme général de formation conformément à la procédure visée l'article 6.1.5-9 du Code. ».

Art. 26. L'article 51 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 51. L'Institut communique le programme annuel visé à l'article 6.1.5-10 du Code.

Les formations organisées par l'Institut sont accessibles, aux mêmes conditions d'accès, à tous les bénéficiaires de formation. ».

Art. 27. L'article 52 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 52. L'Institut peut engager des opérateurs différents pour réaliser des formations identiques.

L'Institut peut conclure des conventions de service.

En outre, il peut également disposer des membres du personnel mis à sa disposition conformément à l'article 46. ».

Art. 28. Dans l'article 54 du même décret, les mots « à l'article 4 » sont remplacés par les mots « à l'article 6.1.3-6 du Code ».

SECTION II. — Dispositions modificatives diverses

Art. 29. Dans l'article 1^{er}, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Institut de Formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 30. Dans l'article 6, § 4, alinéa 4, du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les mots « la formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « la formation professionnelle continue ».

Art. 31. Dans l'article 8 du même décret, le point a. est remplacé par ce qui suit :

« a. les congés pour mission accordés aux formateurs chargés de la formation professionnelle continue organisée par le Livre 6, Titre 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire peuvent porter sur un nombre d'heures inférieur à celui requis pour la fonction à prestations complètes sans pouvoir être inférieur à un cinquième de ce nombre requis ; ».

Art. 32. Dans l'article 13, § 4, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les mots « l'Institut de la Formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 33. Les articles 18, § 5, 19, § 5, 20, § 5, et 23bis du même décret sont abrogés.

Art. 34. Dans l'article 3 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, le 4. est remplacé par ce qui suit :

« 4. De réaliser les missions fixées par l'article 6.1.5-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; ».

Art. 35. Dans l'article 7 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Pour les écoles qui ont conclu un protocole de collaboration en application des articles 1.5.2-13 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le gouvernement peut inscrire la possibilité d'augmenter le nombre de demi-jours visés paragraphe 2, alinéa 1^{er}, dans la liste des supports et ressources visées à l'article 1.5.2-15, alinéa 2, du même Code pour permettre aux membres de l'équipe éducative des écoles en dispositif d'ajustement de participer à des demi-jours de formations centrés sur les besoins issus du protocole de collaboration de l'école. Cette augmentation ne peut excéder cinq demi-jours par année scolaire.

Ces demi-jours sont assortis d'une suspension des cours à la condition que des activités pédagogiques, sportives, culturelles ou artistiques soient organisées pour les élèves concernés. Pendant ces demi-jours, les élèves ne sont pas tenus à la fréquentation de l'école. ».

Art. 36. Dans l'article 21, § 2, du même décret, le chiffre « 10 % » et le chiffre « 5% » sont chaque fois remplacés par le chiffre « 18 % ».

Art. 37. Dans l'article 1^{er}, 1, du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, le point e) est remplacé par ce qui suit :

« e) l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) créé par l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC); ».

Art. 38. Dans l'article 83, 3^o, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les mots « formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « formation professionnelle continue ».

Art. 39. Dans l'article 13, alinéa 5, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, les mots « formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « formation professionnelle continue ».

Art. 40. Dans l'article 10, § 5, alinéa 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, les mots « l'Institut de la Formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 41. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « l'Institut de la Formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 42. Dans l'article 3 du décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o « Les opérateurs de la formation professionnelle continue » : les opérateurs de formation professionnelle continue visés au Livre 6, Titre 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. » ;

b) dans les 5^o et 8^o, les mots « les opérateurs de formation en cours de carrière » sont chaque fois remplacés par les mots « les opérateurs de la formation professionnelle continue ».

Art. 43. Dans l'article 4, 1° et 2°, du même décret, les mots « les opérateurs de formation en cours de carrière » sont chaque fois remplacés par les mots « les opérateurs de la formation professionnelle continue ».

Art. 44. Dans l'article 7, § 3, 9°, du même décret, les mots « de l'Institut de formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « de l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 45. Dans l'article 11, § 4, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « formation professionnelle continue » ;

2° les mots « l'Institut de formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » ;

3° les mots « les opérateurs de formation en cours de carrière » sont chaque fois remplacés par les mots « Les opérateurs de la formation professionnelle continue » et les mots « opérateur de formation en cours de carrière » sont chaque fois remplacés par les mots « opérateur de la formation professionnelle continue ».

Art. 46. Dans l'article 14 du même décret, les mots « les opérateurs de formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « les opérateurs de la formation professionnelle continue ».

Art. 47. Dans le décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, il est inséré un article 9^{ter} rédigé comme suit :

« Article 9^{ter}. — L'Agence est chargée de mettre en place un dispositif d'évaluation externe de la qualité pour la formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.5-13 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

Art. 48. Dans l'article 9, § 2, 4°, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les mots « visées à l'article 16, alinéa 3, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire » sont abrogés.

Art. 49. Dans l'article 10, § 2, 4°, du même décret, les mots « visées par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière » sont abrogés.

Art. 50. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 4, a), du décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées, les mots « formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « formation professionnelle continue ».

Art. 51. Dans l'article 6, § 8, du même décret, les mots « L'Institut de formation en cours de carrière (IFC) » sont remplacés par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) ».

Art. 52. L'article 28 du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire est remplacé par ce qui suit :

« Article 28. - Les membres du personnel enseignant ayant obtenu un congé pour mission en application de l'article 5 du décret du 24 juin 1996 précité et affectés au Jury avant l'entrée en vigueur du présent décret et maintenus au sein de la Direction visée à l'article 1^{er} sont soumis au régime horaire et au régime de vacances annuelles d'application dans les Services du gouvernement de la Communauté française. Ils peuvent bénéficier des formations professionnelles continues visées à l'article 6.1.3-10 qui sont organisées au niveau interréseaux et ce, à raison de six demi-jours par an. ».

Art. 53. Dans l'article 1^{er}, § 2, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » : l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue créé par l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC); ».

Art. 54. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même décret, il est inséré un 3°/1 rédigé comme suit :

« 3°/1 de réaliser à partir des plans de formation la collecte des besoins en matière de formations professionnelles continues conformément à l'article 9/1 ; ».

Art. 55. Dans le même décret, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit :

« Article 9/1 Tous les six ans, sur la base des plans de formation repris dans les contrats d'objectifs, les délégués au contrat d'objectifs collectent les besoins en matière de formations professionnelles continues répondant à des besoins collectifs. Ils en font l'analyse avec les services du gouvernement et transmettent celle-ci au Conseil de la formation professionnelle continue par la voie hiérarchique pour le 1^{er} avril.

Sur base des éléments relevés lors des évaluations intermédiaires, les délégués au contrat d'objectifs collectent les éventuels besoins nouveaux en matière de formations professionnelles continues répondant à des besoins collectifs. Ils en font l'analyse avec les services du gouvernement et transmettent celle-ci au Conseil de la formation professionnelle continue par la voie hiérarchique pour le 1^{er} avril. ».

Art. 56. Dans les articles 12, 14, § 1^{er}, 15, 67, 82 et 97 du même décret, les mots « l'Institut de formation en cours de carrière » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 57. Dans l'article 65, § 2, alinéa 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° soit du Livre 6, Titre I^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; » ;

b) le 2° est abrogé.

Art. 58. Dans l'article 80, § 2, alinéa 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° soit du Livre 6, Titre I^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; » ;

b) le 2° est abrogé.

Art. 59. Dans l'article 98 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 2, le mot « l'IFC » est chaque fois remplacé par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » ;

b) dans le paragraphe 2, les mots « l'Institut de formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 60. Dans l'article 1^{er}, § 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » : l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue créé par l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) ».

Art. 61. Dans les articles 4, § 3, alinéa 2, 10°, et 7, § 3, alinéa 2, 6°, du même décret, les mots « formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « formation professionnelle continue ».

Art. 62. Dans les articles 22, § 2, 24, 54, 63, § 3, et 94 du même décret, les mots « l'Institut de formation en cours de carrière » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 63. Dans l'article 52, § 2, alinéa 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° soit du Livre 6, Titre I^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; » ;

b) le 2° est abrogé.

Art. 64. Dans l'article 23 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Des formations professionnelles continues des membres du personnel œuvrant ou désirant œuvrer dans les DASPA ou les dispositifs d'accompagnement FLA sont organisées au niveau interréseaux dans l'enseignement maternel, primaire, fondamental ordinaire. Ces formations peuvent également être suivies par d'autres membres du personnel de l'équipe éducative, dans la limite des places disponibles. ».

Art. 65. Dans l'article 2, § 1^{er}, 4., du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, les mots « la formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « la formation professionnelle continue ».

Art. 66. Dans le Titre II du même décret, l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre V. - La formation professionnelle continue ».

Art. 67. L'article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. - La formation professionnelle continue comprend l'ensemble du processus visé par le Titre I^{er} du Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

Art. 68. Dans l'article 14 du même décret, les mots « des jours obligatoires de formation en cours de carrière prévus dans les décrets du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire. » sont chaque fois remplacés par les mots « des jours obligatoires de formation professionnelle continue prévus par le Livre 6, Titre I^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

Art. 69. Dans l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « des jours obligatoires de formation en cours de carrière prévus dans le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière. » sont remplacés par les mots « des jours obligatoires de formation professionnelle continue prévus par le Livre 6, Titre I^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

Art. 70. Dans l'article 1^{er}, § 2, du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue : l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue créé par l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) ».

Art. 71. Dans l'article 4 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le soutien et l'accompagnement des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS s'inscrit dans un processus de développement professionnel de ceux-ci et dans une professionnalisation accrue. Dans le cadre des missions visées au présent article, les Cellules de soutien et d'accompagnement veillent à assurer l'implémentation des démarches entreprises pendant la formation professionnelle continue. ».

Art. 72. Dans l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les mots « l'Institut de formation en cours de carrière » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » ;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 4, les mots « du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ou du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les

centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « du Livre 6, Titre I^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 73. Dans l'article 14, § 1^{er}, du même décret, le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o assurer la formation professionnelle continue des membres du personnel conformément au Livre 6, Titre I^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et secondaire ; ».

Art. 74. Dans l'article 3, § 5, du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 4^o, les mots « les représentants de l'Institut de la formation en cours de carrière créé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière ; » sont abrogés ;

b) le paragraphe 5 est complété par un 8^o rédigé comme suit :

« 8^o les représentants de l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue créé par l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC). ».

Art. 75. Dans l'article 1.3.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 9^o/1 rédigé comme suit :

« 9^o/1 Commission de pilotage (COP1) : la Commission de pilotage visée à l'article 1.6.1-1 ; » ;

b) il inséré un 33^o/1 rédigé comme suit :

« 33^o/1 équipe pluridisciplinaire du Centre PMS : les directeurs et les autres membres du personnel technique du Centre PMS ; » ;

c) il est inséré un 41^o/1 rédigé comme suit :

« 41^o/1 Institut de la Formation professionnelle continue : l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) créé par l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC). ».

Art. 76. Dans l'article 1.5.2-3. - § 1^{er}, 5^o, du même Code, les mots « visé à l'article 12, § 1^{er}, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ou à l'article 19, § 1^{er}, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière ; » sont remplacés par les mots « visé par l'article 6.1.4-1 ».

Art. 77. Dans l'article 1.6.5-6, alinéa 2, 21^o, du même Code, les mots « la formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « la formation professionnelle continue ».

Art. 78. Dans l'article 1.9.1-4, alinéa 6, 3^o, du même Code, les mots « de formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « de formation professionnelle continue ».

Art. 79. L'article 1.9.2-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Article 1.9.2-2. Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum par année scolaire afin de permettre aux membres du personnel de participer à la formation professionnelle continue répondant à des besoins collectifs visés à l'article 6.1.3-8. Par dérogation, ces demi-jours de suspension peuvent être capitalisés sur six années scolaires consécutives afin de permettre la suspension des cours pendant un maximum de dix demi-jours sur une année scolaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le gouvernement peut autoriser une suspension complémentaire des cours :

1^o pendant un maximum de six demi-jours pour permettre l'organisation de demi-jours supplémentaires de formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.3-9 ;

2^o pendant deux demi-jours maximum pour permettre l'organisation d'une journée supplémentaire de formation professionnelle continue motivée par des circonstances exceptionnelles ;

3^o pendant cinq demi-jours maximum et à la condition que des activités pédagogiques, sportives, culturelles ou artistiques soient organisées pour les élèves concernés afin de permettre l'organisation de demi-jours supplémentaires de formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.3-8, § 1^{er}, alinéa 2, pour les écoles qui ont conclu un protocole de collaboration en application des articles 1.5.2-13 et suivants.

Pendant ces demi-jours, les élèves ne sont pas tenus à la fréquentation de l'école. ».

Art. 80. L'article 1.9.3-4 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Article 1.9.3-4. - Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum par année scolaire afin de permettre aux membres du personnel de participer à la formation professionnelle continue répondant à des besoins collectifs visés à l'article 6.1.3-8. Par dérogation, ces demi-jours de suspension peuvent être capitalisés sur six années scolaires consécutives afin de permettre la suspension des cours pendant un maximum de dix demi-jours sur une année scolaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le gouvernement peut autoriser une suspension complémentaire des cours :

1^o pendant un maximum de six demi-jours pour permettre l'organisation de demi-jours supplémentaires de formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.3-9 ;

2^o pendant deux demi-jours maximum pour permettre l'organisation d'une journée supplémentaire de formation professionnelle continue motivée par des circonstances exceptionnelles ;

3° pendant cinq demi-jours maximum afin de permettre l'organisation de demi-jours supplémentaires de formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.3-8, § 1^{er}, alinéa 2, pour les écoles qui ont conclu un protocole de collaboration en application des articles 1.5.2-13 et suivants.

Pendant ces demi-jours, les élèves ne sont pas tenus à la fréquentation de l'école. ».

Art. 81. L'article 1.9.4-2, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Article 1.9.4-2. - Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum par année scolaire afin de permettre aux membres du personnel de participer à la formation professionnelle continue répondant à des besoins collectifs visés à l'article 6.1.3-8. Par dérogation, ces demi-jours de suspension peuvent être capitalisés sur six années scolaires consécutives afin de permettre la suspension des cours pendant un maximum de dix demi-jours sur une année scolaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le gouvernement peut autoriser une suspension complémentaire des cours :

1° pendant un maximum de six demi-jours pour permettre l'organisation de demi-jours supplémentaires de formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.3-9 ;

2° pendant deux demi-jours maximum pour permettre l'organisation d'une journée supplémentaire de formation professionnelle continue motivée par des circonstances exceptionnelles ;

3° pendant cinq demi-jours maximum et à la condition que des activités pédagogiques, sportives, culturelles ou artistiques soient organisées pour les élèves concernés afin de permettre l'organisation de demi-jours supplémentaires de formation professionnelle continue conformément à l'article 6.1.3-8, § 1^{er}, alinéa 2 pour les écoles qui ont conclu un protocole de collaboration en application des articles 1.5.2-13 et suivants.

Pendant ces demi-jours, les élèves ne sont pas tenus à la fréquentation de l'école. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 82. Le décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux est abrogé au 1^{er} septembre 2022.

Art. 83. Le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire est abrogé au 1^{er} septembre 2022.

Art. 84. Les articles 2 à 24 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière sont abrogés au 1^{er} septembre 2022.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 85. § 1^{er}. Il est mis fin au mandat des administrateurs du Conseil d'administration de l'Institut de la Formation en cours de carrière créé par l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière. Les administrateurs sont réputés avoir démissionné au 31 août 2021.

La composition du Conseil d'administration de l'Institut de la Formation en cours de carrière est renouvelée au 1^{er} septembre 2021 conformément à l'article 31 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, tel que modifié par l'article 16.

La composition du Bureau de l'Institut de la Formation en cours de carrière est renouvelée au 1^{er} septembre 2021 conformément à l'article 44 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, tel que modifié par l'article 21.

§ 2. Durant l'année scolaire 2021-2022, l'Institut de la Formation en cours de carrière créé par l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière peut être dénommé indifféremment « Institut de la Formation en cours de carrière (IFC) » ou « Institut interréseaux de la formation professionnelle continue (IFPC) ».

Art. 86. Les écoles établissent pour la première fois leur plan de formation conformément à l'article 6.1.4-1 lors de l'évaluation intermédiaire de leur contrat d'objectifs réalisée conformément à l'article 1.5.2-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. Ce plan de formation est valide jusqu'au renouvellement du contrat d'objectifs de l'école.

Les Centres PMS établissent pour la première fois leur plan de formation conformément à l'article 6.1.4-1 à partir du 1^{er} septembre 2023. Le plan de formation établi par les Centres PMS au 31 août 2022 reste applicable jusqu'à ce qu'un nouveau plan de formation soit établi conformément au présent article.

Art. 87. Conformément à l'article 6.1.3-3, § 1^{er}, alinéa 2, un pouvoir organisateur qui n'est pas affilié à une Fédération de pouvoirs organisateurs conclut une convention avec Wallonie-Bruxelles Enseignement ou avec une Fédération de pouvoirs organisateurs au plus tard pour le 1^{er} janvier 2022.

Art. 88. § 1^{er}. En vue de l'organisation de formations professionnelles continues lors de l'année scolaire 2022-2023 et par dérogation aux articles 6.1.5-4 à 6.1.5-11, la fixation des orientations et thèmes prioritaires porte sur le besoin de formation relatif à l'utilisation du numérique dans l'enseignement et n'est valable que pour l'année scolaire 2022-2023. Cette fixation est réalisée conformément à la procédure visée aux articles 6.1.5-5 à 6.1.5-8 pour le 15 novembre 2021. Pour ce faire, la Commission de pilotage remet son avis sur le thème et ses orientations prioritaires avant le 15 octobre 2021. Il n'est toutefois pas fait application de l'article 6.1.5-5, alinéa 1^{er}, 9°.

Pour le surplus, les orientations et thèmes prioritaires applicables lors de l'année scolaire 2021-2022 continuent à s'appliquer lors de l'année scolaire 2022-2023. Après avis de la Commission de pilotage, le gouvernement peut amender ces orientations et thèmes prioritaires en vue d'une mise en œuvre durant l'année scolaire 2022-2023.

§ 2. Sur la base des orientations et thèmes prioritaires fixés en application du paragraphe 1^{er}, l'Institut de la Formation professionnelle continue pour les formations du niveau interréseaux et Wallonie-Bruxelles Enseignement et chaque Fédération de pouvoirs organisateurs pour le niveau réseau définissent leurs programmes généraux pour l'année scolaire 2022-2023 traduisant le besoin de formation relatif à l'utilisation du numérique dans l'enseignement. Cette fixation est réalisée conformément à la procédure visée aux articles 6.1.5-9 à 6.1.5-11. Ces programmes doivent être approuvés par la COPI pour le 15 février 2022 et par le gouvernement pour le 1^{er} avril 2022.

Pour le surplus, les programmes généraux applicables lors de l'année scolaire 2021-2022 continuent à s'appliquer lors de l'année scolaire 2022-2023.

§ 3. En vue de l'organisation de formations professionnelles continues à partir de l'année scolaire 2023-2024, les orientations et thèmes prioritaires et les programmes généraux et annuels sont fixés pour une période de six années scolaires conformément aux articles 6.1.5-4 à 6.1.5-11. Il n'est toutefois pas fait application de l'article 6.1.5-5, alinéa 1^{er}, 9°, pour la définition des orientations et thèmes prioritaires applicables lors des années scolaires 2023-2024 à 2029-2030.

Par dérogation à l'article 6.1.5-5 et pour la définition des orientations et thèmes prioritaires applicables aux Centres PMS lors des années scolaires 2023-2024 à 2029-2030, l'analyse établie conformément à l'article 9/1 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs n'est pas applicable pour les Centres PMS. En lieu et place, le Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux transmet au Conseil de la formation professionnelle continue les besoins de formation des membres de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS.

Art. 89. Par dérogation à l'article 6.1.3-13, alinéa 1^{er}, 1°, tel qu'introduit par l'article 2, l'article 23 du décret du 12 décembre 2000 relatif à la formation initiale des instituteurs et régents est applicable dans l'attente de l'entrée en vigueur de l'article 20 du décret du 7 février 2019 relatif à la formation initiale des enseignants.

Par dérogation à l'article 6.1.6-7, § 4, alinéa 1^{er}, tel qu'introduit par l'article 2, l'ARES se substitue à la COCOFIE jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 21 du décret du 7 février 2019 relatif à la formation initiale des enseignants.

Art. 90. Le processus d'évaluation visé à l'article 6.1.5-13 est mené pour la première fois à partir du 1 septembre 2024 et le rapport visé à l'article 6.1.5-13, § 2, est remis pour la première fois pour le 31 décembre 2027.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 91. Le gouvernement évalue la mise en œuvre du Titre I^{er} du Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire inséré par le présent décret, et en fait rapport au Parlement au cours de l'année civile 2027.

Art. 92. Les dispositions suivantes produisent leurs effets le jour de l'adoption du présent décret :

1° l'article 1^{er} ;

2° les articles 6.1.5-1 à 6.1.5-8, tels qu'insérés par l'article 2 ;

3° les articles 7, 8, 35 et 36 ;

4° l'article 85 ;

5° l'article 88 ;

6° l'article 89.

Art. 93. Les dispositions suivantes entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2021 :

1° l'article 6.1.3-3, § 1^{er}, alinéa 2, tel qu'inséré par l'article 2, et l'article 87 ;

2° les articles 6.1.5-9 à 6.1.5-11, tels qu'insérés par l'article 2 ;

3° les articles 10 et 14 à 27.

Art. 94. Sauf en ce qui concerne l'entrée en vigueur prévue aux articles 92 et 93, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juin 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 240-1. – Amendement(s) en commission, n° 240-2 - Rapport de commission, n° 240-3 - Texte adopté en commission, n° 240-4 - Amendement(s) en séance, n° 240-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 240-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 16 juin 2021.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/31888]

17 JUNI 2021. — Decreet tot vaststelling van Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
HOOFDSTUK I. — *Invoeging van een Boek 6 "Transversale mechanismen" in het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

Artikel 1. In het wetboek voor het basis- en secundair wordt een Boek 6 "Transversale mechanismen" ingevoegd.
HOOFDSTUK II. — *Invoeging van een Titel I betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het team van de PMS-centra in het Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

Art. 2. In het Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt een Titel 1 "Voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra", ingevoegd waarvan de inhoud hierna volgt :

"TITEL I. – Voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam in de scholen en van de leden van het multidisciplinaire team in de PMS-centra

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 6.1.1-1. - Deze titel is van toepassing op :

- 1° de leden van het onderwijsteam van de scholen;
- 2° de leden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra.

Artikel 6.1.1-2. - In deze titel wordt verstaan onder :

1° pedagogische, sportieve, culturele of artistieke activiteiten : activiteiten die worden georganiseerd ter ondersteuning van leerlingen van wie de lessen worden vervangen om hun leerkracht(en) in staat te stellen een voortgezette beroepsopleiding te volgen;

2° begunstigde van de opleiding : het personeelslid bedoeld in artikel 6.1.1-1 dat voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 6.1.3-1, § 1, of dat bij ontstentenis van betrekking ter beschikking worden gesteld en de persoon bedoeld in artikel 6.1.3-1, § 2;

3° begunstigten van de externe opleiding : personen die niet onder artikel 6.1.1-1 vallen, die professionele actoren zijn die dicht bij de school staan en inzonderheid die actief zijn in de sector van het kind, de hulpverlening aan de jeugd en de opvoeding;

4° opleidingsbehoeften : verschillen tussen een huidige situatie, met inbegrip van de reeds verworven kennis, en een gewenste of wenselijke situatie, die door een opleiding kan worden verminderd. De analyse van de verschillen zal de opleidingsdoelstellingen bepalen;

5° COCOFIE: de Coördinatiecommissie voor initiële leerkrachtenopleiding, van het leerplichtonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, opgericht bij artikel 21 van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten ;

6° Raad voor de voortgezette beroepsopleiding (CoFoPro) : de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding opgericht bij artikel 6.1.5-2;

7° decreet "werkorganisatie" : het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten;

8° afgevaardigde belast met de pedagogische coördinatie van de school : de afgevaardigde belast met de pedagogische coördinatie van de school bedoeld in artikel 9, §1, 7°, van het decreet "werkorganisatie";

9° professionele ontwikkeling: een geleidelijk proces van verwerving en verandering van vaardigheden en identiteitscomponenten dat individuen en gemeenschappen ertoe brengt hun praktijk geleidelijk te verbeteren, te verrijken en bij te werken, doeltreffend en efficiënt te handelen in hun verschillende professionele rollen en verantwoordelijkheden, en een nieuw niveau van inzicht en comfort in hun werk te bereiken ;

10° E-learning : leersysteem dat online wordt georganiseerd met behulp van IT-hulpmiddelen en multimediatechnologieën, zoals software en platforms;

11° afstandsonderwijs : een opleidingssysteem dat een individu in staat stelt relatief autonoom kennis te verwerven en knowhow en vaardigheden te ontwikkelen, zonder fysiek contact met opleiders;

12° taalbadopleiding : opleiding die u toelaat uw gebruikelijke omgeving te verlaten om andere realiteiten te ontdekken of om innovaties te observeren;

13° netoverschrijdende opleiding : de opleiding waarvan alle leden van het onderwijsteam van elk van de scholen en alle personeelsleden van het multidisciplinaire team van elk van de PMS-centra genieten en die onder dezelfde voorwaarden toegankelijk is voor elke begunstigde van een opleiding, ongeacht de school of het PMS-centrum georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap waar hij/zij zijn/haar functie uitoefent ;

14° netwerktopleiding : de opleiding waarvan de leden van het onderwijsteam van de school en de personeelsleden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum genieten en die onder dezelfde voorwaarden toegankelijk is voor elke begunstigde van een opleiding van de school of het PMS-centrum die ressorteert onder hetzij Wallonie-Bruxelles Enseignement, hetzij de betrokken Federatie van inrichtende machten waar hij/zij zijn/haar functie uitoefent ;

15° hybride opleiding: opleiding waarbij face-to-face leren wordt gecombineerd met online opleiding ;

16° voortgezette beroepsopleiding: opleidingen die met name kunnen worden gevolgd :

- a) in het kader van de functie van de begunstigde van de opleiding ;
- b) in het kader van de voorbereiding van de begunstigde op de uitoefening van dezelfde functie in een ander soort onderwijs ;
- c) in het kader van de voorbereiding van de begunstigde op de uitoefening van een andere functie binnen het onderwijssysteem waarvoor geen initiële specifieke opleiding bestaat;

d) in het kader van de voorbereiding van de uitoefening van één van de opdrachten bedoeld in artikel 9 van het decreet "werkorganisatie";

17° opleidingsoperator : iedere natuurlijke of rechtspersoon die overeenkomstig hoofdstuk VII van deze titel verantwoordelijk is voor het verstrekken van een voortgezette beroepsopleiding;

18° opleidingsplan: het opleidingsplan van de school of van het PMS-centrum bedoeld in artikel 6.1.4-1. ;

19° portfolio: het instrument voor professionele ontwikkeling als bedoeld in artikel 6.1.6-7 ;

20° Opleidingsproces : het geheel van stappen die worden gezet bij de ontwikkeling, de uitvoering en de opvolging van een opleidingsproces dat gericht is op de ondersteuning van de collectieve of individuele ontwikkeling. Dit proces omvat zowel de analyse van de opleidingsbehoeften als de overdracht van de verworven kennis van de opleiding op het terrein;

21° onderzoek-actie: een proces dat gericht is op een verandering in de praktijk, door middel van een cyclisch proces van actie, observatie, aanpassing en analyse. Het doel van onderzoek-actie is dit veranderingsproces te documenteren;

22° collaboratief onderzoek: onderzoek dat gericht is op een beter begrip van de beroepspraktijk. Het gaat om de constructie van een nieuwe kennis over een voorwerp dat verband houdt met de praktijk, een nieuwe kennis, die het resultaat is van een kruising van twee logica's, die van de onderzoekers en die van de praktijkmensen;

23° netwerk :

a) alle scholen die worden georganiseerd door Wallonie Bruxelles Enseignement of in het kader van een overeenkomst met Wallonie Bruxelles Enseignement ;

b) alle scholen die zijn aangesloten bij een van de federaties van inrichtende machten of die met deze federatie van inrichtende machten een overeenkomst hebben gesloten;

24° supervisie : proces dat een persoon (individuele supervisie) of een groep deelnemers (collectieve supervisie) samenbrengt met een externe begeleider zoals bedoeld in artikel 6.1.7-1, § 1; dit proces, dat gebaseerd is op concrete situaties die door de deelnemer(s) worden aangebracht, heeft tot doel de bewustwording, de expressie en het ontstaan van verbeterings- en vernieuwingsmogelijkheden met betrekking tot de beroepspraktijk te bevorderen.

HOOFDSTUK II. — Doelstellingen van de voortgezette beroepsopleiding

Artikel 6.1.2-1. - De voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de leden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra kadert in een proces van professionele ontwikkeling van laatstgenoemden en van een grotere professionalisering.

Artikel 6.1.2-2. - § 1. De voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam in de scholen heeft als volgende opdrachten :

1° bij te dragen tot de verbetering van de kwaliteit van het onderwijssysteem door het nastreven van de in artikel 1.5.2-2 bedoelde verbeteringsdoelstellingen;

2° binnen het onderwijsteam van elke school collectieve en geïndividualiseerde competenties te ontwikkelen die kunnen beantwoorden aan de specifieke doelstellingen van de school;

3° het mogelijk maken hun kennis en competenties op peil te houden, te verbeteren of aan te passen met het oog op de uitvoering van de prioritaire en specifieke opdrachten bedoeld in dit wetboek.

§ 2. De voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen is gericht op de verdere ontwikkeling van de beroepsvaardigheden, met name die die bij de initiële opleiding begonnen zijn:

1° de competenties van de institutionele, sociale en culturele actor. Deze competenties worden vertaald door de volgende capaciteiten:

a) als sociale en culturele actor op te treden binnen de school en de samenleving, ook in hun transformatie, diversiteit te integreren en burgerschapspraktijken te ontwikkelen voor een grotere sociale samenhang;

b) inzicht te hebben in de ethische vraagstukken en de deontologische en regelgevingskaders van het beroep op democratische en verantwoorde wijze te eerbiedigen;

c) de organisatorische en institutionele omgeving van het onderwijssysteem te analyseren en daarin te handelen, in het bijzonder door interactie met collega's, ouders, directie en andere actoren, teneinde :

i) deel te nemen aan de sturing van de school en mee te werken aan de verbetering van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

ii) van de school een plaats te maken waar leerlingen in een positief klimaat leren, zich ontwikkelen en vormen, en niet een plaats van selectie;

d) de controle van zijn administratieve situatie en de opvolging van zijn persoonlijk administratief dossier.

2° de vaardigheden van de actor van een lerende organisatie in een collectieve dynamiek. Deze vaardigheden komen tot uiting in de volgende capaciteiten:

a) te investeren in samenwerking binnen een onderwijsteam om het professionalisme en deskundigheid ervan te vergroten door de collectieve intelligentie te mobiliseren, met name tijdens overleg;

b) zijn/haar individuele opleidingsbehoeften vast te stellen en deel te nemen aan de vaststelling van de opleidingsbehoeften van het onderwijsteam;

c) bij te dragen tot de verspreiding, binnen het onderwijsteam, van de kennis die zij tijdens de opleiding hebben verworven, of van de vaardigheden die zij hebben ontwikkeld of door ervaring hebben verworven.

3° de vaardigheden van de organisator en begeleider van het leren in een evolutieve dynamiek. Deze competenties worden vertaald door de volgende capaciteiten:

a) de inhoud van de vakgebieden, hun epistemologische grondslagen, hun wetenschappelijke en technologische evolutie, hun didactiek en de methodologie van hun onderwijs te beheersen;

b) de kennis die verband houdt met het leerproces, het onderzoek naar de verschillende modellen en theorieën van het onderwijs te beheersen;

c) de schriftelijke en mondelinge Franse taal grondig te beheersen om op passende wijze les te geven en te communiceren in de verschillende contexten en vakgebieden die met het beroep verband houden;

d) rekening te houden met de taaldimensie van leren en onderwijzen en deze te ontwikkelen, met aandacht voor de taal van de school of de taal van het leren en zich bewust van het sociaal en cultureel ongelijke karakter van de kennismaking met deze taal;

e) op te treden als pedagoog in de klas en de schoolinrichting in een collectief perspectief, met name door :

i. het ontwerpen en toepassen van een onderwijs- en leermethode, die een verscheidenheid aan praktijken omvat, waardoor de motivatie en het zelfvertrouwen van de leerlingen worden vergroot en hun creativiteit en zin voor initiatief en samenwerking worden ontwikkeld ;

ii. het ontwerp, de selectie en het gebruik van leermiddelen, leerboeken, schoolsoftware en andere pedagogische instrumenten;

iii. de constructie en het gebruik van hulpmiddelen voor observatie en evaluatie; deze laatste is specifiek gericht op begrip en formatieve evaluatie, waarbij de verantwoordelijkheid en de deelneming van de leerling aan zijn leerproces worden aangemoedigd;

iv. het ontwerpen en uitvoeren van gedifferentieerde pedagogische praktijken en van een geïndividualiseerde begeleiding van de leerlingen, rekening houdend met hun eerdere verworven kennis, hun profiel en, in voorkomend geval, hun specifieke behoeften, en met name steunend op co-onderwijs of pedagogische co-interventie ;

v. de ontwikkeling van interdisciplinaire leeractiviteiten;

f) de integratie van digitale technologieën in hun pedagogische praktijken te beheersen;

g) op transversale wijze rekening te houden met opvoeding tot de media, EVRAS en gender;

h) een welwillend relationeel kader te scheppen om de communicatie met de leerlingen, hun omgeving, in het bijzonder hun familie, en met collega's te vergemakkelijken;

i) de klasgroep in een opvoedkundige en pedagogische situatie op stimulerende, structurerende en geruuststellende wijze te leiden;

4° de vaardigheden van de reflexieve beroepsbeoefenaar. Deze competenties komen tot uiting in de volgende vaardigheden:

a) de resultaten van wetenschappelijk onderzoek op het gebied van onderwijs en didactiek kritisch te lezen en te gebruiken voor hun onderwijsactiviteiten, alsmede gebruik te maken van verschillende disciplines in de menswetenschappen om beroepssituaties te analyseren en daarin te handelen;

b) individueel en met zijn/haar medeleerlingen een kritische en nauwgezette observatie en analyse te maken van zijn/haar eigen praktijken en het effect daarvan op de leerlingen, teneinde zijn/haar onderwijs te reguleren en de strategieën en voorwaarden voor de uitvoering ervan te wijzigen met het oog op doeltreffendheid en billijkheid.

c) geleidelijk zijn beroepsidentiteit op te bouwen, met name door gebruik te maken van instrumenten voor persoonlijke professionele ontwikkeling, zoals het portfolio.

Artikel 6.1.2-3. - § 1. De voortgezette beroepsopleiding van de leden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra heeft als doelstellingen :

1° bij te dragen tot de verbetering van de kwaliteit van het onderwijssysteem door het nastreven van de in punt 1.5.2-2 bedoelde doelstellingen voor verbetering en meer in het bijzonder van de volgende doelstellingen

a) steun voor inclusieve scholen;

b) moeilijkheden te ontdekken en leerlingen te helpen slagen op school ;

c) bestrijding van absentisme en afhaken op school ;

d) steun voor de betrekkingen tussen school en gezin ;

e) begeleiding geïntegreerd in een educatieve aanpak van begeleiding die in partnerschap met alle educatieve en externe actoren wordt verstrekt;

2° in het team van elk PMS-centrum collectieve en geïndividualiseerde vaardigheden te ontwikkelen die kunnen beantwoorden aan de specifieke doelstellingen van het centrum;

3° hun kennis en vaardigheden op peil te houden, te verbeteren of aan te passen met het oog op hun geschiktheid voor de vervulling van de taken waarmee de PMS-centra krachtens een decretale of wettelijke bepaling zijn belast.

§ 2. De voortgezette beroepsopleiding van de teamleden van de PMS-centra is gericht op de verdere ontwikkeling van hun professionele competenties, met name die waarmee zij tijdens hun initiële opleiding zijn begonnen:

1° de competenties van de institutionele, sociale en culturele actor. Deze competenties worden vertaald door de volgende capaciteiten:

a) optreden als sociale en culturele educatieve actor binnen het onderwijsstelsel en de samenleving, met inbegrip van hun transformatie, teneinde diversiteit te integreren en burgerschapspraktijken te ontwikkelen met het oog op een grotere sociale samenhang;

b) ethische vraagstukken te begrijpen en de deontologische en regelgevingskaders van het beroep vanuit een democratisch en verantwoordelijk perspectief te respecteren;

c) de organisatorische en institutionele omgeving van het onderwijsstelsel te analyseren en daarin te handelen, met name door contacten te onderhouden met collega's, personeelsleden van de scholen waarmee het centrum samenwerkt, ouders en andere actoren, met het oog op :

i. deel uit te maken van het sturingsproces van het centrum;

ii. deel te nemen aan de verbetering van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap;

iii. de school tot een plaats te maken waar leerlingen in een positief klimaat leren, zich ontwikkelen en een opleiding vormen, en niet tot een plaats van selectie;

d) zijn of haar administratieve situatie en de opvolging van zijn of haar persoonlijk administratief dossier te controleren.

2° de vaardigheden van de actor van een lerende organisatie in een collectieve dynamiek. Deze vaardigheden komen tot uiting in de volgende capaciteiten:

a) te investeren in de samenwerking van een multidisciplinair team, teneinde het professionalisme en de deskundigheid te vergroten door de collectieve intelligentie te mobiliseren, met name tijdens teamvergaderingen;

b) samen te werken en relevante informatie mee te delen aan het onderwijsteam;

c) zijn/haar individuele opleidingsbehoefte vast te stellen en deel te nemen aan de vaststelling van de opleidingsbehoefte van het multidisciplinaire team;

d) bij te dragen tot de verspreiding binnen het multidisciplinaire team van het PMS-centrum van de kennis die is verworven door middel van gevolgde opleidingen of de vaardigheden die door dergelijke opleidingen of door ervaring zijn ontwikkeld.

3° de vaardigheden van de persoon die het schooltraject en de ontwikkeling van de leerling begeleidt door het gezin erbij te betrekken, in een evolutief proces. Deze competenties worden uitgedrukt door :

a) de ontwikkeling van de vaardigheden :

i. betrekkingen met de leerlingen, met inbegrip van hun familiekring, en met collega's en professionele partners, met inbegrip van het onderwijsteam;

ii. groepsanimatie en -beheer;

iii. luisteren, verzamelen van relevante gegevens, analyse en multidisciplinaire opvolging van situaties;

b) beheersing van de wetenschappelijke inhoud in verband met de opdrachten van de PMS-centra en de functie die binnen het PMS-centrum wordt vervuld.

4° de vaardigheden van de reflectieve beroepsbeoefenaar. Deze bekwaamheden komen tot uiting in de volgende vaardigheden:

a) de resultaten van wetenschappelijk onderzoek in verband met de opdrachten van de PMS-centra en de binnen het centrum uitgeoefende functie kritisch te lezen en zich daaruit te laten inspireren voor zijn/haar professionele actie, alsmede zich te baseren op verschillende disciplines van de menswetenschappen om in beroepssituaties te analyseren en te handelen;

b) individueel en met zijn/haar medeleerlingen een kritische en nauwgezette observatie en analyse te maken van zijn/haar eigen praktijken en de gevolgen daarvan voor de leerlingen, teneinde deze te reguleren en de strategieën en voorwaarden voor de uitvoering ervan te wijzigen vanuit een oogpunt van doeltreffendheid en rechtvaardigheid. In deze analyse is de genderdimensie geïntegreerd;

c) geleidelijk zijn beroepsidentiteit op te bouwen, met name door gebruik te maken van instrumenten voor persoonlijke professionele ontwikkeling, zoals het portfolio.

HOOFDSTUK III. — *Algemene organisatie van de voortgezette beroepsopleiding*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Artikel 6.1.3-1. - § 1. De voortdurende beroepsopleiding is een recht en een plicht voor de leden van het onderwijsteam van de scholen of van de leden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra.

Ze is gericht tot ieder personeelslid bedoeld in artikel 6.1.1-1, benoemd of aangeworven in vast verband of aangesteld of aangeworven in tijdelijk verband, werkzaam op een school of in een PMS-centrum.

Wanneer de begunstigde ingeschreven is voor een opleiding, is de begunstigde van de opleiding verplicht de volledige opleiding te volgen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, tweede alinea, kunnen de kandidaten voor een functie bedoeld in artikel 6.1.1-1 die geen aanstelling of een aanwerving in tijdelijk verband meer hebben, zich inschrijven voor en kosteloos deelnemen aan een opleiding bedoeld in artikel 6.1.3-2, 2°, indien zij in het voorafgaande en/of lopende schooljaar ten minste tien schoolwerkdagen in dienst zijn geweest.

De kandidaat bedoeld in het eerste lid dient zijn verzoek tot inschrijving rechtstreeks bij het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding in. Deze kan de inschrijving in chronologische volgorde van indiening van de aanvragen valideren, zodat de groepen waarin nog plaatsen beschikbaar zijn vijftien schoolwerkdagen vóór de datum van de opleiding kunnen worden aangevuld.

De kandidaat bedoeld in het eerste lid wordt niet beschouwd in dienst te zijn gedurende de voortgezette beroepsopleiding die hij volgt en heeft geen recht op enige vorm van bezoldiging of vergoeding.

§ 3. In afwijking van § 1, tweede lid, en op voorwaarde dat het opleidingssysteem door het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding, Wallonië-Bruxelles Enseignement of de betrokken federatie van inrichtende machten relevant wordt geacht, kan elk van hen gemengde voortgezette beroepsopleidingen organiseren waarvan het doelpubliek uit begunstigten van de opleiding en begunstigten van externe opleidingen bestaat. De organisatie van deze opleidingen valt niet onder de in hoofdstuk VIII bedoelde begroting, voor zover het gaat om externe begunstigten van opleidingen. Met de betrokken partner wordt een samenwerkingsovereenkomst opgesteld, die ter beschikking van de diensten van de regering wordt gesteld.

Voor de voortgezette beroepsopleidingen waarvan het doelpubliek in principe uitsluitend bestaat uit begunstigten van de opleiding, kunnen het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding, Wallonie-Bruxelles Enseignement of de federatie van betrokken inrichtende machten inschrijvingsaanvragen van externe begunstigten van opleidingen valideren. De inschrijvingen worden behandeld in de chronologische volgorde waarin de aanvragen zijn ingediend, zodat de groepen waarin nog plaatsen beschikbaar zijn tien schoolwerkdagen vóór de datum van de opleiding aangevuld kunnen worden.

Artikel 6.1.3-2. - De voortgezette beroepsopleiding omvat twee soorten opleidingen :

1° die beantwoorden aan collectieve behoeften, die gekenmerkt worden door de verplichte deelname van de begunstigten van de opleiding;

2° die beantwoorden aan geïndividualiseerde behoeften, die gekenmerkt worden door een facultatieve en vrijwillige deelname van de begunstigten van de opleiding.

Artikel 6.1.3-3. - § 1. Voor elk van de in artikel 6.1.3-2 bedoelde opleidingstypen wordt de voortgezette beroepsopleiding op de volgende twee niveaus georganiseerd:

1° op netoverschrijdend niveau, voor alle inrichtende machten, onder de verantwoordelijkheid van het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding ;

2° op het niveau van elk netwerk, onder de verantwoordelijkheid van Wallonie-Bruxelles Enseignement en elke federatie van inrichtende machten.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, sluit een inrichtende macht die niet is aangesloten bij een Federatie van inrichtende machten uiterlijk vier maanden na de oprichting van de school of het PMS-centrum een overeenkomst over de voortgezette beroepsopleiding met Wallonie-Bruxelles Enseignement of met een Federatie van inrichtende machten.

Als het niet mogelijk is gebleken een overeenkomst te sluiten met de partner van zijn keuze, sluit de betrokken inrichtende macht een overeenkomst met Wallonie-Bruxelles Enseignement, waarbij elke partij bij onenigheid over bepaalde elementen van de overeenkomst arbitrage kan vragen aan de regering.

§ 2. De voortgezette beroepsopleiding wordt georganiseerd met inachtneming van de beginselen van complementariteit en niet-concurrentie tussen de netoverschrijdende niveaus en de netwerken bedoeld in paragraaf 1, eerste lid en op basis van het principe dat een derde van het geheel van het aanbod van voortgezette beroepsopleidingen bedoeld in de artikelen 6.1.3-8, 6.1.3-9 en 6.1.3-11 op het gebied van de netoverschrijdende niveaus moet worden georganiseerd en dat twee derde van het totale aanbod van voortgezette beroepsopleidingen bedoeld in de artikelen 6.1.3-8, 6.1.3-9 en 6.1.3-11 op het niveau van elk netwerk moet worden georganiseerd.

Artikel 6.1.3-4. - § 1. De voortgezette beroepsopleiding georganiseerd op het gebied van het netoverschrijdend niveau beantwoordt aan de collectieve opleidingsbehoeften die naar voren komen uit :

1° de doelstellingen ter verbetering van het onderwijsstelsel, zoals bedoeld in artikel 1.5.2-2;

2° de specifieke doelstellingen zoals bedoeld in artikel 1.5.2-2;

3° hetzij de analyse van de opleidingsplannen van alle door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde scholen of PMS-centra.

In het kader van de opleidingen die verband houden met de prioritair oriëntaties en thema's bedoeld in artikel 6.1.5-8 heeft de voortgezette beroepsopleiding betrekking op de overname van een thema door alle scholen of alle PMS-centra of een deel daarvan, en beoogt zij, met inachtneming van de vrijheid van pedagogische methoden, de ontwikkeling van gemeenschappelijke beroepsreferenties en -praktijken voor alle scholen of alle PMS-centra of een deel daarvan.

Ze omvat ook de opleidingsprogramma's die bij decretale of reglementaire bepaling automatisch aan het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding worden toevertrouwd omdat zij voor alle scholen of PMS-centra of een deel daarvan op dezelfde wijze moeten worden opgezet.

§ 2. De voortgezette beroepsopleiding die georganiseerd wordt op het gebied van de netoverschrijdende niveaus beantwoordt aan de geïndividualiseerde opleidingsbehoeften die voortvloeien uit de persoonlijke opleidingsprojecten van de begunstigden van de opleiding, met als uitgangspunt de doelstellingen ter verbetering van het onderwijsstelsel of de specifieke doelstellingen als bedoeld in artikel 1.5.2-2.

Artikel 6.1.3-5. - § 1. De voortgezette beroepsopleiding die georganiseerd wordt op het niveau van het netwerk beantwoordt aan de collectieve opleidingsbehoeften die voortvloeien uit :

1° ofwel het pedagogisch en opvoedingsproject van elke inrichtende macht of van Wallonie-Bruxelles Enseignement of van elke federatie van inrichtende macht;

2° of de analyse van de opleidingsplannen van de scholen of van de PMS-centra die betrekking hebben op Wallonie-Bruxelles Enseignement of de Federatie van inrichtende macht.

In het kader van de opleidingen die verband houden met de prioritair oriëntaties en thema's bedoeld in artikel 6.1.5-8, gaat het om het grondig onderzoek en de uitvoering van een voorwerp in de context van de school of het PMS-centrum.

Onverminderd artikel 6.1.3-3 kan een inrichtende macht, met instemming van Wallonie-Bruxelles Enseignement of van de betrokken Federatie van inrichtende machten, de opleidingen bedoeld in deze paragraaf organiseren. Wallonie-Bruxelles Enseignement of elke betrokken federatie van inrichtende machten zorgt voor de financiering en blijft verantwoordelijk voor de opleidingen waarvan zij de organisatie delegeert aan een inrichtende macht.

Onverminderd artikel 6.1.3-3, neemt Wallonie-Bruxelles Enseignement of elke betrokken federatie van inrichtende machten, binnen de perken van de beschikbare middelen, de organisatie en de financiering op zich van de specifieke opleidingen die door een van hun scholen worden aangevraagd en waarvoor zou worden aangetoond dat de specifieke behoeften in verband met haar opleidingsplan niet zouden worden gedekt door het aanbod van opleidingen tussen netoverschrijdende opleidingen of netwerken of opleidingen die door uitzonderlijke omstandigheden zijn ingegeven.

§ 2. De voortgezette beroepsopleiding georganiseerd op het niveau van netwerken beantwoordt aan de geïndividualiseerde opleidingsbehoeften die voortvloeien uit de persoonlijke opleidingsprojecten van de begunstigden van een opleiding waarvan het uitgangspunt het pedagogisch en didactisch project van Wallonië-Bruxelles Enseignement of van een van de federaties van inrichtende machten is, zonder rechtstreeks verband met de doelstellingen van verbetering van het onderwijsstelsel of de specifieke doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2 en de prioritair interventiegebieden van de PMS-centra

Artikel 6.1.3-6. - De voortgezette beroepsopleiding wordt georganiseerd als volgt :

1° alle scholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd;

2° alle PMS-centra die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Zet kan ook worden georganiseerd door deze twee elementen te groeperen.

Afdeling II – De voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan collectieve behoeften

Artikel 6.1.3-7. - § 1. De voortgezette beroepsopleiding beantwoordt aan de opleidingsbehoeften die bij de opstelling van het sturingsplan van de school of van de tussentijdse evaluatie van de doelstellingenovereenkomst van de school collectief zijn vastgesteld. Zij draagt bij tot de collectieve verwezenlijking van de specifieke doelstellingen die in de doelstellingenovereenkomsten zijn opgenomen en neemt deel aan de verwezenlijking van de doelstellingen voor de verbetering van het onderwijsstelsel en, in voorkomend geval, van de specifieke doelstellingen.

In afwijking van het eerste lid, voor scholen waarvan de prestaties een aanzienlijk verschil laten zien in de zin van artikel 1.5.2-13, beantwoordt de voortgezette beroepsopleiding aan de opleidingsbehoeften die bij de opstelling van het aanpassingsplan van de school collectief worden vastgesteld. Zij draagt bij tot de collectieve verwezenlijking van de aanpassingsdoelstellingen die in de samenwerkingsprotocollen zijn opgenomen.

§ 2. De voortgezette beroepsopleiding beantwoordt aan de opleidingsbehoeften die tijdens de ontwikkeling van het opleidingsplan van de PMS-centra collectief zijn vastgesteld.

Artikel 6.1.3-8. - § 1. Voor de leden van het onderwijsteam van de school omvat de voortgezette beroepsontwikkeling die beantwoordt aan de collectieve behoeften, zes halve dagen per schooljaar.

Voor de scholen die met toepassing van de artikelen 1.5.2-13 en volgende een samenwerkingsprotocol hebben gesloten, kan de regering in de lijst van steun- en hulpmiddelen, bedoeld in artikel 1.5.2-15, tweede lid, de mogelijkheid opnemen om het aantal halve dagen, bedoeld in het eerste lid, te verhogen, teneinde de leden van het onderwijsteam van scholen in een aanpassingssysteem in de gelegenheid te stellen deel te nemen aan halve dagen opleidingen gericht op de behoeften die voortvloeien uit het samenwerkingsprotocol van de school. Deze verhoging mag hoger zijn dan vijf halve dagen per schooljaar.

Tijdens de halve dagen opleiding bedoeld in deze paragraaf, worden de lessen geschorst overeenkomstig de artikelen 1.9.2-2, 1.9.3-4 en 1.9.4-2.

§ 2. Voor de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum omvat de voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan de collectieve behoeften zes halve dagen per schooljaar.

§ 3. Het aantal halve dagen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 mag bewaard en verdeeld worden over zes opeenvolgende schooljaren. Dit aantal bewaarde halve dagen wordt verdeeld naar rata van een derde voor het netoverschrijdend niveau en van twee derde voor het netwerkniveau.

De diensten van de regering zorgt voor de controle van de opleidingsverplichting bedoeld in dit artikel volgens de nadere regels bepaald door de regering.

Artikel 6.1.3-9. - § 1. In afwijking van artikel 6.1.3-8 kan de Regering, op eigen initiatief of op verzoek van Wallonie-Bruxelles Enseignement of een Federatie van inrichtende machten, beslissen bijkomende halve dagen van verplichte voortgezette beroepsopleiding te organiseren.

Alvorens bij de regering te worden ingediend, wordt elke aanvraag die uitgaat van Wallonie-Bruxelles Enseignement of van een Federatie van inrichtende machten onderworpen aan een advies van de Sturingscommissie, dat zelf gebaseerd is op het advies van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding.

Het aantal extra halve dagen voortgezette beroepsopleiding wordt vastgesteld op ten hoogste zes halve dagen per schooljaar. Deze halve dagen kunnen eventueel worden gecombineerd met een onderbreking van de lessen.

§ 2. De regering bepaalt het aantal halve dagen, het niveau van de opleiding, de doelgroep, het tijdstip en het (de) behandelde onderwerp(en). Behalve met instemming van Wallonie-Bruxelles Enseignement, de federaties van inrichtende machten en de vakbonden, neemt zij deze beslissingen ten minste één jaar vóór de organisatie van deze opleidingen. De diensten van de regering informeren de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding hierover.

De regering kan de doelgroep in cohorten verdelen en de organisatie van deze extra halve dagen over maximaal zes schooljaren spreiden.

Wanneer de extra halve dagen opleiding buiten de schooltijd worden georganiseerd en de sessies tijdens de schoolvakanties en -verloven worden georganiseerd, moeten tijdens het schooljaar identieke sessies worden georganiseerd. Tussen 6 juli en 25 augustus mogen geen sessies worden georganiseerd.

§ 3. De diensten van de regering houden toezicht op de in dit artikel bedoelde opleidingsverplichting volgens de nadere regels bepaald door de regering.

Afdeling III – De voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan geïndividualiseerde diensten

Artikel 6.1.3-10. - De voortgezette beroepsopleiding beantwoordt aan de opleidingsbehoeften vastgesteld door de begunstigde van de opleiding met het oog op zijn persoonlijke professionele ontwikkeling,

1° hetzij met het oog op de ontwikkeling van aanvullende specifieke competenties of nieuwe beroepscompetenties, met name om bij te dragen tot de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst van de school;

2. specifieke beroepscompetenties te ontwikkelen die nodig zijn voor :

- a) de functie die de werknemer bekleedt, zal bekleden of waarin hij of zij zich profileert;
- b) de collectieve opdracht die de werknemer uitoefent, moet uitoefenen of waarin hij zich profileert, zoals bedoeld in het decreet "organisatie van de arbeid";
- c) de loopbaanfase waarin de begunstigde van de opleiding zich bevindt;
- d) de context waarin de begunstigde van de opleiding zijn functie of opdracht uitvoert.

Artikel 6.1.3-11. - Wat de leden van het onderwijsteam van de scholen betreft, kan de voortgezette beroepsopleiding die aan de geïndividualiseerde behoeften beantwoordt, tien halve dagen per schooljaar omvatten, hetzij op het niveau van het netoverschrijdend niveau, hetzij op het niveau van het netwerk, wanneer zij plaatsvindt tijdens de tijd die normaal wordt besteed aan het werk in de klas bedoeld in artikel 3 van het decreet "werkorganisatie".

Gedurende de eerste vijf jaar van zijn indiensttreding geniet een lid van het onderwijsteam dat prestaties verleend naar rata van minstens een halve opdrachtlast, twee bijkomende halve dagen opleiding per maand, die over een schooljaar kunnen worden gekapitaliseerd voor een maximum van tien bijkomende halve dagen.

Voor de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra kan de voortgezette beroepsopleiding die aan de geïndividualiseerde behoeften beantwoordt twintig halve dagen per schooljaar omvatten wanneer deze plaatsvindt onder hun werktijd. Deze twintig halve dagen moeten verschillende halve dagen opleiding omvatten die gewijd zijn aan het collectieve toezicht.

Het aantal halve dagen bedoeld in het eerste lid of het derde lid kan worden gecumuleerd over zes opeenvolgende schooljaren.

Buiten de tijd die wordt besteed aan het werk in de klas bedoeld in artikel 3 van het decreet "werkorganisatie" of de tijd die door de begunstigde van de opleiding wordt besteed, is de voortgezette beroepsopleiding die aan geïndividualiseerde behoeften beantwoordt, niet beperkt wat het aantal halve dagen per opleidingsjaar betreft.

Artikel 6.1.3-12. - In afwijking van de artikelen 6.1.3-2, 2°, en 6.1.3-10, kan een inrichtende macht of zijn afgevaardigde de begunstigde van de opleiding een beroepsopleiding opleggen die beantwoordt aan geïndividualiseerde behoeften en dit slechts als gevolg van een opdracht in verband met de beoordeling van zijn pedagogische bekwaamheid, zoals bepaald in artikel 4, § 4, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst of als gevolg van de beoordeling van de beroepsbekwaamheid van een personeelslid van het multidisciplinaire team, zoals bepaald in artikel 7, § 4, van datzelfde decreet.

Deze beslissing wordt schriftelijk genomen en met redenen omkleed. De inrichtende macht schept de voorwaarden om tijd vrij te maken die in principe bestemd is voor een van de bestanddelen van de opdrachtlast van de leerkracht bedoeld in artikel 2, 1 tot 3 en 5, van het decreet "werkorganisatie", teneinde de begunstigde van de opleiding in staat te stellen de bedoelde opleiding te volgen.

Artikel 6.1.3-13. - De inrichtende macht van een school organiseert, in de gevallen en onder de voorwaarden die door de regering worden vastgesteld, de vervanging van de begunstigten van een opleiding die tot het personeel behoren en een beroepsopleiding volgen die aan de geïndividualiseerde behoeften beantwoordt, namelijk

1° door studenten die hun stage lopen in het kader van de samenwerkingsakkoorden bedoeld in artikel 20 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de initiële opleiding van de leerkrachten;

2° binnen de hiertoe voorziene begrotingskredieten en volgens de nadere regels bepaald door de regering hetzij door :

a) personeelsleden die daartoe tijdelijk aangewezen of aangeworven zijn, hetzij geplaatst met gedeeltelijk opdrachtverlies of voorlopig teruggeroepen in dienstactiviteit ;

b) pedagogische, sportieve, culturele of artistieke activiteiten ;

3° door andere leden van het pedagogisch team.

Voor scholen van gewoon basisonderwijs en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs die een samenwerkingsprotocol hebben gesloten met toepassing van de artikelen 1.5.2-13 en volgende, kan de inrichtende macht een beroep doen op de bepalingen van het eerste lid, 2°, b), om de organisatie mogelijk te maken van bijkomende halve dagen van voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig artikel 6.1.3-8, §1.

HOOFDSTUK IV. — *Het opleidingsplan van de scholen en de PMS-centra*

Artikel 6.1.4-1. - Bij het opstellen van het sturingsplan van de school stelt de directeur van de school, in samenwerking met het onderwijsteam, het opleidingsplan van de school op. Overeenkomstig artikel 1.5.2-3, § 1, 5°, maakt het opleidingsplan integraal deel uit van het sturingsplan van de school.

Om de zes jaar stelt de directeur van het PMS-centrum, in samenwerking met het multidisciplinaire team van het PMS-centrum, het opleidingsplan van het PMS-centrum op.

De directeur stuurt, in samenwerking met het onderwijsteam van de school en, in voorkomend geval, met de afgevaardigde(n) voor pedagogische coördinatie, het opleidingsproces binnen de school. De directeur van een PMS-centrum stuurt, in samenwerking met het multidisciplinaire PMS-team, het opleidingsproces binnen het centrum. De directeur van de school of van het PMS-centrum zorgt in het bijzonder voor:

1° de uitvoering van het opleidingsplan;

2° de steun en opvolging van het opleidingsproces, vooral na de opleiding;

3° de interne evaluatie van de uitvoering van het opleidingsplan.

Het opleidingsplan :

1° bepaalt de competenties die collectief moeten worden ingezet om de specifieke doelstellingen die door de school of door het PMS-centrum zijn bepaald, op adequate wijze te verwezenlijken;

2° bepaalt op basis daarvan de behoeften inzake professionele ontwikkeling die beantwoorden aan de collectieve behoeften van hetzij het gehele team, hetzij een deel ervan;

3° integreert de planning van de behoeften aan professionele ontwikkeling over de hele duur van het opleidingsplan en gaat in op de manier waarop de overdracht van de verworven kennis van de opleidingen in de school of het PMS-centrum wordt voorzien ;

4° integreert, indien nodig en onverminderd artikel 6.1.3-3, de opleidingen op eigen middelen die beantwoorden aan de collectieve behoeften van het team.

Na advies van de sturingscommissie stelt de regering het model van het opleidingsplan vast.

Artikel 6.1.4-2. - Het opleidingsplan van de school kan worden aangepast bij de jaarlijkse evaluatie of bij de tussentijdse evaluatie van de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst. Bij deze gelegenheid zal de planning van het opleidingsproces worden aangepast.

Het opleidingsplan van het PMS-centrum kan jaarlijks worden aangepast. Bij deze gelegenheid zal de planning van het opleidingsproces worden aangepast.

HOOFDSTUK V. — *Sturing van de voortgezette beroepsopleiding*

Afdeling I. — Opdrachten van de sturingscommissie in het kader van de voortgezette beroepsopleiding

Artikel 6.1.5-1. - In het kader van de sturing van de voortgezette beroepsopleiding is de sturingscommissie belast met de volgende opdrachten :

1° het advies bedoeld in artikel 6.1.5-7, § 2, eerste lid, aan de Regering voorleggen, ;

2° haar voorstellen voor eventuele jaarlijkse wijzigingen overeenkomstig artikel 6.1.5-7, § 2, tweede lid, voorleggen aan de Regering;

3° het advies aan de regering voorleggen over de algemene opleidingsprogramma's overeenkomstig artikel 6.1.5-9, derde lid;

4° als scheidsrechter optreden bij meningsverschillen over de coherentie en complementariteit van de opleidingen georganiseerd op het netoverschrijdend niveau en op het niveau van het netwerk, die niet binnen de Raad voor voortgezette beroepsopleiding konden worden opgelost;

5° de criteria en voorwaarden vaststellen voor de bekrachtiging van nieuwe vormen van voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig artikel 6.1.5-11, § 2, tweede lid;

6° evaluatiecriteria vaststellen en aan de regering doorgeven, met name betreffende de adequatie van de georganiseerde voortgezette beroepsopleidingen met de doelstellingen bepaald in de artikelen 6.1.2-2 en 6.1.2-3 en de opvolgingsindicatoren ;

7° elke advies uitbrengen dat krachtens een decretale bepaling vereist is;

8° op verzoek van de regering alle aanvullende analyses verrichten.

Op basis van de driejaarlijkse evaluatie bedoeld in artikel 6.1.5-2, § 2, legt de sturingscommissie om de drie jaar aan de Regering een evaluatieverslag voor over alle voortgezette beroepsopleidingen bedoeld in deze titel. Het verslag bevat tevens voorstellen ter bevordering van de kwaliteit, de samenhang, de complementariteit tussen netoverschrijdende niveaus en netwerken en het effect van de opleidingen georganiseerd overeenkomstig deze titel, waarbij de vrijheid van de pedagogische methoden wordt nageleefd.

Voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in dit artikel baseert de sturingscommissie zich met name op de evaluaties, adviezen en voorstellen van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding, alsmede op elk ander onderzoek. De Commissie houdt tevens rekening met de externe evaluatie die overeenkomstig artikel 6.1.5-13 om de zes jaar wordt verricht.

De sturingscommissie kan elk punt dat in de Raad voor voortgezette beroepsopleiding is besproken, in behandeling nemen.

Afdeling II. — De Raad voor de voortgezette beroepsopleiding

Artikel 6.1.5-2. - § 1. Er wordt binnen de Sturingscommissie een Raad voor de voortgezette beroepsopleiding (CoFoPro) opgericht, die als opdracht heeft te zorgen voor het operationeel overleg tussen de actoren van de voortgezette beroepsopleiding en de strategische aspecten van de voortgezette beroepsopleiding te behandelen. In dit kader is de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding belast met de volgende opdrachten :

1° de vastgestelde behoeften inzake de voortgezette beroepsopleiding op basis van de in artikel 6.1.5-5 bedoelde elementen analyseren;

2° het advies bedoeld in artikel 6.1.5-7, § 1, tweede lid, voorleggen aan de sturingscommissie;

3° de voorstellen voor eventuele jaarlijkse wijzigingen overeenkomstig artikel 6.1.5-7, § 1, vierde lid aan de sturingscommissie voorleggen;

4° voor de samenhang en de complementariteit van de opleidingen zorgen die worden georganiseerd op het netoverschrijdend niveau en op het niveau van de netwerken; in dit kader stelt hij een verdeling voor tussen de opleidingen op het netoverschrijdend niveau en deze op het niveau van het netwerk; in dit opzicht zorgt hij voor de naleving van de bepaling van artikel 6.1.3-3, § 2, en legt hij, in voorkomend geval, de arbitrage van de geschillen voor aan de sturingscommissie;

5° een advies voorleggen aan de sturingscommissie over de criteria en voorwaarden voor de validering van nieuwe nadere regels voor de voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig artikel 6.1.5-11, § 2 ;

6° voorstellen en adviezen formuleren aan de sturingscommissie over evaluatiecriteria en indicatoren voor de opvolging van de opleidingen op het netoverschrijdend niveau en het niveau van de netwerken;

7° een driejaarlijkse evaluatie van de opleidingen overeenkomstig paragraaf 2 uitvoeren en deze aan de sturingscommissie voorleggen;

8° elke advies vereist door een decretaale bepaling voorleggen;

9° elke bijkomende analyse uitvoeren op verzoek van de sturingscommissie.

§ 2. Om de drie jaar stelt de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding een driejaarlijkse evaluatie op van de voortgezette beroepsopleidingen bedoeld in deze titel en legt deze voor aan de sturingscommissie. Deze evaluatie is met name gebaseerd op :

1° het driejaarlijkse verslag dat door het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding wordt opgesteld overeenkomstig artikel 6.1.5-12 ;

2° de jaarverslagen bedoeld in artikel 15 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs, opgesteld, elk voor zover het haar/hem aanbelangt, door Wallonie-Bruxelles Enseignement en door elke Federatie van inrichtende machten;

3° het verslag bedoeld in artikel 6.1.5-13.

Deze evaluatie omvat:

1° de analyse van de opleidingen op het netoverschrijdend niveau en het niveau van de netwerken volgens de evaluatiecriteria en de controle-indicatoren die door de sturingscommissie zijn vastgesteld;

2° de in aanmerkingneming van de articulatie op het netoverschrijdend niveau en op het niveau van de netwerken;

3° de in aanmerkingneming van de articulatie tussen de initiële opleiding van de leerkrachten en de voortgezette beroepsopleiding;

4° het formuleren van voorstellen tot aanpassing of verbetering van het proces van de voortgezette beroepsopleiding, met name door de nodige onderzoeken in kaart te brengen.

Artikel 6.1.5-3. - De Raad voor de voortgezette beroepsopleiding bestaat uit :

1° de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie voor de sturing van het onderwijssysteem of zijn vertegenwoordiger van ten minste rang 15, die het voorzitterschap waarneemt;

2° twee vertegenwoordigers van het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding;

3° een vertegenwoordiger van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs (ARES) ;

4° zes vertegenwoordigers van de inrichtende machten, waaronder :

a) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, vijfde lid, 1°;

b) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, vijfde lid, 2°;

c) twee vertegenwoordigers van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, vijfde lid, 3°;

d) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, vijfde lid, 4° ;

e) een vertegenwoordiger van Wallonie-Bruxelles Enseignement ;

5° één vertegenwoordiger van elk van de organisaties die de leerkrachten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij de vakbonden die in de Nationale Arbeidsraad zetelen.

De leden van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding worden door de regering benoemd voor een periode van vier jaar. Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger lid aangesteld. Hun aanstelling is hernieuwbaar.

De Raad voor de voortgezette beroepsopleiding stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt dit voor aan de sturingscommissie en de diensten van de regering. Hij komt ten minste viermaal per jaar bijeen, op uitnodiging van de voorzitter of op verzoek van ten minste twee van zijn leden.

De voorzitter stelt de agenda op en deelt deze mee aan de sturingscommissie. Hij kan, naar gelang van het te bespreken onderwerp, op eigen initiatief of op verzoek van een van de leden van de Raad een deskundige uitnodigen.

Alleen de leden van de Raad zijn stemgerechtigd. De Raad beraadslaagt bij consensus. In geval van onenigheid tussen de leden kunnen de minderheidsstandpunten samen met het meerderheidsstandpunt aan de sturingscommissie worden toegezonden.

Afhankelijk van de agenda kunnen de leden van de Raad vergezeld worden door een technisch adviseur. De voorzitter kan zich altijd laten bijstaan door technische adviseurs.

De diensten van de regering bieden analytische ondersteuning en nemen het secretariaat van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding waar.

Afdeling III. — Vaststelling van prioritaire oriëntaties en thema's

Artikel 6.1.5-4. - De Regering stelt om de zes jaar de institutionele behoeften vast voor de voortgezette beroepsopleiding op basis van de doelstellingen voor de verbetering van het onderwijssysteem bedoeld in artikel 1.5.2-2, de oriëntaties van het onderwijssysteem en het onderwijsbeleid dat de Regering wil bevorderen.

Deze oriëntaties hebben onder meer betrekking op de strijd tegen de opwarming van de aarde en het behoud van de biodiversiteit, de uitdaging van de nieuwe technologieën en de digitale technologie, de noodzaak van een hernieuwde democratie, de sociaaleconomische ontwikkeling en de versterking van de participatie van de burgers.

In voorkomend geval stelt de Regering de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding in kennis van alle nieuwe institutionele behoeften die een wijziging van de prioritaire oriëntaties en thema's vereisen.

Artikel 6.1.5-5 - Om de zes jaar onderzoekt de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding de behoeften op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding op basis van de elementen die meegedeeld worden :

1° door de Algemene Sturingsdienst voor Scholen en Psycho-Medisch-Sociale Centra op basis van de analyse opgesteld overeenkomstig artikel 9/1 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;

2° in voorkomend geval, door de Algemene Inspectiedienst op basis van de elementen die naar voren komen uit de uitoefening van de opdrachten bedoeld in de artikelen 4 en 7 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

3° door Wallonie-Bruxelles Enseignement en door elke Federatie van inrichtende machten;

4° door de administratieve cel voor de coördinatie van de acties ter voorkoming van geweld op school, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten, opgericht bij artikel 22 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

5° door de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media (CSEM), opgericht bij het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media en tot ontwikkeling van bijzondere initiatieven en middelen terzake in de Franse Gemeenschap;

6° door de Inter-netwerkcomponent commissie voor educatieve digitalisering (CINE), bedoeld in artikel 3, § 3, van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs;

7° door het follow-up comité bedoeld in artikel 8 van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

8° elke andere instantie waarvan de voorstellen bij een decretale of reglementaire bepaling vereist zijn;

9° door een verzameling van behoeften die om de zes jaar op initiatief van de diensten van de regering wordt gehouden bij een representatief staal van de begunstigden van een opleiding over hun behoeften inzake opleiding die beantwoordt aan geïndividualiseerde behoeften;

10° door de analyse van de resultaten van recent nationaal of internationaal onderzoek of recente enquêtes.

Voor de toepassing van het eerste lid, 9°, houdt de representatieve steekproef rekening met de begunstigden van opleidingen die verschillende functies uitoefenen binnen georganiseerde en gesubsidieerde scholen van alle onderwijsnetten, van het gewoon en gespecialiseerd kleuter-, lager en secundair onderwijs, en gelegen in alle gebieden. Bovendien:

1° voor het secundair onderwijs wordt in deze steekproef ten minste rekening gehouden met :

a) de verschillende graden ;

b) het doorstromingsonderwijs en het kwalificatieonderwijs, met inbegrip van het alternerend onderwijs ;

2° voor het gespecialiseerd onderwijs houdt deze steekproef ten minste rekening met alle soorten onderwijs en de verschillende aangepaste pedagogische methoden;

3° deze steekproef houdt rekening met de begunstigden van opleidingen die actief zijn in scholen met bepaalde eigenschappen, met name :

a) scholen met een gedifferentieerde omkadering in toepassing van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ;

b) scholen die vallen onder het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs;

c) scholen die taalbadonderwijs organiseren, als bedoeld in artikel 1.3.1-1, 2°.

Deze steekproef houdt ook rekening met de begunstigden van de opleiding die in verschillende functies werkzaam zijn in PMS-centra, georganiseerd of gesubsidieerd, in alle onderwijsnetten, gelegen in alle zones.

Het onderzoek van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding bedoeld in het eerste lid houdt rekening met en is gekoppeld aan de institutionele behoeften op het gebied van de in artikel 6.1.5-4 bedoelde voortgezette beroepsopleiding.

Om de zes jaar delen de diensten van de regering het resultaat van de analyse van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding mee aan het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding, aan Wallonie-Bruxelles Enseignement en aan elke federatie van inrichtende machten tegen 1 december van het schooljaar X-2 voor een uitvoering tijdens het schooljaar X.

Artikel 6.1.5-6. - § 1. Op basis van de analyse van de behoeften van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding bedoeld in artikel 6.1.5-5 stelt het Instituut voor voortgezette beroepsopleiding om de zes jaar voor elk van de in artikel 6.1.3-6 bedoelde groepen de prioritaire oriëntaties en thema's voor de voortgezette beroepsopleidingen op het gebied van het netoverschrijdend niveau. Dit voorstel wordt uiterlijk op 15 februari van het schooljaar X-2 aan de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding voorgelegd met het oog op de uitvoering in het schooljaar X.

§ 2. Op basis van de analyse van de behoeften van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding bedoeld in artikel 6.1.5-5, stellen Wallonie-Bruxelles Enseignement en elke Federatie van inrichtende machten om de zes jaar voor elk van de groepen bedoeld in artikel 6.1.3-6 de prioritaire oriëntaties en thema's voor de voortgezette beroepsopleiding voor aan de scholen en PMS-centra die haar aanbelangen. Dit voorstel wordt uiterlijk op 15 februari van het schooljaar X-2 aan de Raad voor de voortgezette beroepsontwikkeling voorgelegd met het oog op de uitvoering in het schooljaar X.

§ 3. De voorstellen geformuleerd met toepassing van de paragrafen 1 en 2 omvatten :

1° de assen waarop de voortgezette beroepsopleiding moet aansluiten om de in artikel 6.1.2-2 en artikel 6.1.2-3 genoemde doelstellingen te bereiken ;

2° een inventaris van de opleidingsonderwerpen die, op een gearticuleerde wijze, tot doel hebben een concrete inhoud van de assen bedoeld in 1° te geven.

Artikel 6.1.5-7. - § 1. De Raad voor de voortgezette beroepsopleiding bespreekt de voorstellen voor de prioritaire oriëntaties en thema's die respectievelijk voorgesteld worden door het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding voor het netoverschrijdend niveau en door Wallonie-Bruxelles Enseignement en elke federatie van inrichtende machten voor het niveau van de netwerken met het oog op de samenhang ervan.

Om de zes jaar brengt de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding uiterlijk op 30 mei van het schooljaar X-2 een advies hierover uit aan de sturingscommissie met het oog op de uitvoering ervan in het schooljaar X.

Hij zorgt in het bijzonder voor :

a) de samenhang en de complementariteit van de prioritaire oriëntaties en thema's tussen de twee opleidingsniveaus ;

b) de mogelijke prioriteitenstelling en planning van de opleidingsthema's voor de periode van zes jaar.

Na raadpleging van het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding voor het netoverschrijdend niveau en Wallonie-Bruxelles Enseignement en elke Federatie van inrichtende machten voor het netwerk , legt de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding zijn voorstellen voor eventuele jaarlijkse wijzigingen van de prioritaire oriëntaties en thema's voor 1 juni van het schooljaar X-2 aan de sturingscommissie voor met het oog op een uitvoering tijdens het schooljaar X.

§ 2. De sturingscommissie brengt om de zes jaar, op basis van het advies van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding bedoeld in § 1, tweede lid, advies uit over de samenhang en de complementariteit van de voorstellen tot prioritaire oriëntaties en thema's en brengt aan de regering een advies uit over de voorstellen tot prioritaire oriëntaties en thema's voor de netoverschrijdende niveaus en de netwerken. Dit advies wordt uiterlijk op 15 juli van het schooljaar X-2 ingediend met het oog op een uitvoering ervan in het schooljaar X.

Op basis van de voorstellen van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding bedoeld in paragraaf 1, laatste lid, legt de sturingscommissie haar voorstellen voor eventuele jaarlijkse wijzigingen van de prioritaire oriëntaties en thema's uiterlijk op 15 juli van het schooljaar X-2 aan de regering voor met het oog op de uitvoering ervan in het schooljaar X.

Artikel 6.1.5-8. - Op basis van het advies bedoeld in artikel 6.1.5-7, § 2, stelt de regering de prioritaire oriëntaties en thema's voor het netoverschrijdend niveau vast voor een periode van zes jaar en neemt zij tegelijk kennis van de prioritaire oriëntaties en thema's voor het netwerkniveau vóór 15 oktober van het schooljaar X-1 met het oog op de uitvoering ervan in het schooljaar X.

Op basis van het voorstel tot wijzigingen van de Sturingscommissie kan de regering de prioritaire oriëntaties en thema's voor het netoverschrijdend netniveau jaarlijks wijzigen en kennis nemen van de voorgestelde wijzigingen voor het netwerkniveau.

Afdeling IV. — Vaststelling van algemene programma's en jaarlijkse programma's

Artikel 6.1.5-9. - Op basis van de prioritaire oriëntaties en thema's stellen het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding voor het netoverschrijdend niveau, enerzijds, en Wallonie-Bruxelles Enseignement en elke federatie van inrichtende machten voor het netwerkniveau anderzijds, elk wat hem aanbelangt, tegen 1 december van het schooljaar X-1, een algemeen opleidingsprogramma op voor de opleidingen bedoeld in artikel 6.1.3-2 en voor elk van de groepen bedoeld in artikel 6.1.3-6, voor een periode van zes jaar.

Het algemene opleidingsprogramma omvat de algemene opschrift van de opleiding, de doelstellingen en de doelgroep. In het programma worden de opleidingen aangegeven die beantwoorden aan de prioritaire oriëntaties en thema's die door de regering worden vastgesteld.

Elk algemeen opleidingsprogramma wordt volgens de door de regering vastgestelde nadere regels uiterlijk op 25 januari van het schooljaar X-1 voor advies aan de sturingscommissie voorgelegd met het oog op de uitvoering ervan in het schooljaar X, en vervolgens uiterlijk op 1 maart van het schooljaar X-1 voor goedkeuring aan de regering met het oog op de uitvoering ervan in het schooljaar X.

Na goedkeuring publiceren de diensten van de regering elk algemeen opleidingsprogramma en alle mogelijke wijzigingen daarvan op de referentiewebsite.

Artikel 6.1.5-10. - Elk jaar, vóór 1 juni van het schooljaar X-1 met het oog op de uitvoering ervan tijdens het schooljaar X, stellen het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding voor de opleidingen op het netoverschrijdende niveau en Wallonie-Bruxelles Enseignement en elke federatie van inrichtende machten voor het netwerkniveau hun jaarlijks opleidingsprogramma vast.

Dit jaarlijkse opleidingsprogramma vermeldt voor elke opleiding de identiteit van de opleidingsoperator(en), de data en plaatsen van het programma, de inschrijvingsvoorwaarden en -procedures en, in voorkomend geval, de nadere regels voor de opleiding.

De diensten van de regering publiceren elk jaarlijks opleidingsprogramma op de referentiewebsite.

Artikel 6.1.5-11. - § 1. Een programma voor voortgezette beroepsopleiding kan verschillende opleidingsmethoden aanbieden, afhankelijk van de nagestreefde doelstellingen en de doelgroep.

Een geldige voortgezette beroepsopleiding moet aan de volgende minimumcriteria voldoen:

1° ten minste drie uur opleidingsactiviteiten omvatten, wat overeenkomt met een halve dag;

2° de band met de beroepsactiviteit van het doelpubliek mogelijk maken en uitwerken;

3° de reflectieve houding van het doelpubliek stimuleren.

§ 2. Wordt gekozen als geldige vorm van voortgezette beroepsopleiding, deze die georganiseerd wordt in de vorm van:

1° face-to-face opleiding;

2° afstandopleiding;

3° hybride opleiding, gedeeltelijk face-to-face en gedeeltelijk op afstand;

4° online opleiding;

5° taalbadopleiding;

6° conferentie geïntegreerd in een formatief proces;

7° collectief toezicht.

Na advies van de sturingscommissie zelf, dat op zijn beurt gebaseerd is op het advies van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding, stelt de regering de criteria en voorwaarden vast waaronder andere vormen van voortgezette beroepsopleiding als geldig kunnen worden beschouwd, met name die welke georganiseerd zijn in de vorm van actieonderzoek of onderzoek in samenwerkingsverband of professionele leergemeenschappen.

§ 3. De voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan de geïndividualiseerde behoeften van een lid van het onderwijsteam van de scholen of een personeelslid van het multidisciplinaire team van de PMS-centra, dat minder dan vijf jaar dienstanciënniteit telt, kan met diens instemming ook worden georganiseerd in de vorm van individuele begeleiding, waarvan het programma wordt bekrachtigd door zijn directeur of zijn inrichtende macht.

§ 4. In het kader van een lerende organisatie kunnen opleidingsinitiatieven door of onder gelijken worden gevalideerd als voortgezette beroepsopleiding volgens de nadere regels bepaald door de regering, na advies van de Sturingscommissie zelf dat op zijn beurt gebaseerd is op het advies van de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding.

Afdeling V. — Evaluatie van de voortgezette beroepsopleiding

Artikel 6.1.5-12. - Om de drie jaar legt het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding aan de Raad voor de beroepsopleiding een evaluatieverslag voor over de opleidingen bedoeld in hoofdstuk III.

Sectie 6.1.5-13. - §1. Het Agentschap voor de kwaliteit van het hoger onderwijs in de Federatie Wallonië-Brussel (AEQES) voert om de zes jaar een externe kwaliteitsbeoordeling uit voor de voortgezette beroepsopleiding voor opleidingen die worden georganiseerd door het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding, Wallonie-Bruxelles-Enseignement en elke federatie van inrichtende machten.

Het doel van deze evaluatie is de kwaliteit van de aangeboden opleidingen voortdurend te verbeteren ten behoeve van de kwaliteit van het onderwijssysteem.

Op voorstel van de sturingscommissie bepaalt de regering het proces en de nadere regels voor deze externe evaluatie en voert zij het systeem in.

§ 2. De externe evaluatie van de kwaliteit van de voortgezette beroepsopleidingen bedoeld in paragraaf 1 wordt afgesloten door verslagen met verbeteringsaanbevelingen die bestemd zijn voor de verschillende betrokken actoren. Deze verslagen worden gepubliceerd en toegezonden aan de regering, de sturingscommissie en de Raad voor voortgezette beroepsopleiding.

HOOFDSTUK VI. — Regels betreffende de begunstigen van voortgezette beroepsopleiding

Artikel 6.1.6-1. - § 1. De begunstigen van een opleiding die een activiteitswedde of een activiteitsweddetoelage ten laste van het Ministerie van de Franse Gemeenschap ontvangen en die een opleiding volgen, worden geacht in actieve dienst te zijn voor de duur van de opleiding, ongeacht het tijdstip van het kalenderjaar.

Elke inschrijving voor een opleiding tijdens de schooluren of tijdens de diensturen is onderworpen aan de instemming van de directeur van de school of van het PMS-centrum of zijn afgevaardigde. De inrichtende macht stemt in met de door de directeur ingediende inschrijvingsaanvragen. Elke weigering moet het voorwerp uitmaken van een schriftelijke en met redenen omklede beslissing.

§ 2. De begunstigen van de opleiding die bij gebrek aan werkgelegenheid ter beschikking werden gesteld, kunnen aan een opleiding deelnemen. De duur van de opleiding wordt beschouwd als een voorlopige terugroeping in dienstactiviteit.

§ 3. In het geval van een personeelslid dat niet in vast verband wordt benoemd of aangeworven, wordt de duur van de opleiding slechts in aanmerking genomen voor de berekening van de administratieve en geldelijke anciënniteit, indien deze duur begrepen is in de periode van aanstelling of aanwerving in tijdelijke dienst.

Een lid van het opvoedend team van de scholen of een lid van het multidisciplinaire team van de in lid 1 bedoelde PMS-centra, van wie de inschrijving voor een opleiding door zijn directeur tijdens zijn aanstelling of tijdelijke aanstelling is aanvaard, kan de opleiding waarvoor hij is ingeschreven volgen en heeft recht op de daaraan verbonden kosten. Hij wordt evenwel niet geacht in actieve dienst te zijn voor de duur van de opleiding die zijn aanstellingsperiode of tijdelijke aanwerving overschrijdt.

Artikel 6.1.6-2. - Het aantal in de artikelen 6.1.3-8 en 6.1.3-11 bedoelde halve opleidingsdagen wordt bij deeltijdsarbeid naar evenredigheid van het aantal gewerkte uren verminderd, waarbij het resultaat naar boven wordt afgerond.

Artikel 6.1.6-3. - De voortgezette beroepsopleiding maakt deel uit van de verantwoordelijkheid van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra.

De in de artikelen 6.1.3-8, § 2, en 6.1.3-11, § 2, bedoelde halve dagen voor voortgezette beroepsopleiding maken deel uit van de prestatie-uren van de personeelsleden van de multidisciplinaire teams van de PMS-centra.

Artikel 6.1.6-4. - Aan de leden van het pedagogisch team wordt een forfaitaire vergoeding toegekend voor de extra halve dagen opleiding als bedoeld in artikel 6.1.3-9 die geen opschorting van de cursussen met zich meebrengen en die buiten de schooltijd worden georganiseerd.

De regering stelt het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verkrijging van de in het eerste lid bedoelde premie vast. De toeslag voor de extra halve opleidingsdagen wordt alleen aan het personeelslid toegekend als hij de volledige opleidingscursus inclusief deze extra halve opleidingsdagen heeft gevolgd.

De bijkomende halve opleidingsdagen die aanleiding geven tot het toekennen van een premie, worden in het weekend of tijdens de schoolvakanties, of op afstand buiten de uren waarop het lid van het onderwijsteam voor zijn klas staat, rechtstreeks georganiseerd.

Artikel 6.1.6-5. - De in deze titel bedoelde halve dagen van voortgezette beroepsopleiding mogen niet worden meegerekend als werkzaamheden in samenwerkingsverband, zoals omschreven in titel 2, hoofdstuk 6, van het decreet "werkorganisatie".

Artikel 6.1.6-6. - Aan het einde van de opleidingscursussen wordt volgens de door de regering vastgestelde procedures een bewijs van deelname uitgereikt.

Artikel 6.1.6-7. - § 1. De begunstigde van een opleiding die hetzij is benoemd of aangesteld op permanente basis, hetzij is benoemd of aangesteld op tijdelijke basis voor een volledig academiejaar of een volledig begrotingsjaar, registreert in een persoonlijk dossier voor beroepsontwikkeling, "portfolio" genaamd, de elementen van de voortgezette beroepsopleiding die hem betreffen.

§ 2. Het portfolio is een opleidingsinstrument dat de ondersteuning van het leren en de ontwikkeling van een reflectieve analyse vergemakkelijkt. De begunstigde van de opleiding registreert nuttige en relevante informatie over zijn professionele ontwikkeling. Het personeelslid is verantwoordelijk voor zijn portefeuille.

§ 3. Het portfolio bestaat uit drie delen, die elk een reflectieve houding moeten ondersteunen:

1° het eerste deel betreft het persoonlijke opleidingsproject van de begunstigde van de opleiding. Dit deel moet door de begunstigde van de opleiding worden ingevuld en bestaat uit drie luiken:

a) zijn persoonlijke opleidingsproject, dat de band legt met de persoonlijke of specifieke behoeften van de door de opleidingsgerechtigde uitgeoefende of uit te oefenen functie, met de uitgeoefende of uit te oefenen opdracht, zoals bedoeld in het decreet "werkorganisatie", met zijn loopbaan in de functie of met de context waarin de opleidingsgerechtigde zijn functie of opdracht uitoefent, of met het opleidingsproject van de school of van het PMS-centrum.

b) de bijdrage van de begunstigde van de opleiding aan de uitvoering van het opleidingsproject van de school of het PMS-centrum om aan de collectieve behoeften te voldoen, door de keuze van de opleidingen die hij zal volgen te beargumenteren, zo nodig in het kader van een meerjarenplanning;

c) alle bewijzen van deelname aan voortgezette beroepsopleidingscursussen die aan collectieve of individuele behoeften beantwoorden en waaraan de begunstigde van de opleiding heeft deelgenomen. De bewijzen van deelneming worden in de portefeuille opgenomen zodra een cursus daadwerkelijk is gevolgd.

2° het tweede deel betreft de professionele ontwikkeling van de begunstigde van de opleiding. Dit deel wordt door de begunstigde van de opleiding op vrijwillige basis ingevuld en stelt hem in staat inzonderheid de sporen te registreren die hij nuttig en relevant acht voor zijn vooruitgang;

3° het derde deel omvat de ervaringsporen van de door de begunstigde van de opleiding ontwikkelde en verworven competenties. Dit deel wordt facultatief ingevuld door de begunstigde van de opleiding en stelt hem in staat deze competenties te laten gelden of te valideren.

§ 4. Na ontvangst van het gezamenlijk advies van de Raad voor voortgezette beroepsopleiding en de COCOFIE legt de sturingscommissie haar advies voor aan de regering, die het model van de portefeuille vaststelt.

In afwijking van paragraaf 3, 2°, kan de regering bepalen dat het tweede deel met betrekking tot de professionele ontwikkeling van de begunstigde van de opleiding systematisch wordt ingezet in het kader van specifieke opleidingsregels.

§ 5. Het portfolio dient als ondersteuning voor het personeelslid in zijn gesprek met de directeur of een lid van de directie tijdens het werkingsonderhoud of de begeleiding van beginnende leerkrachten. Het personeelslid kan ook op eigen initiatief om deze uitwisseling aanvragen.

De persoonlijke portefeuille dient als steun voor de directeur in zijn uitwisseling met de inrichtende macht.

§ 6. Het persoonlijk opleidingsproject van het personeelslid bedoeld in paragraaf 3, 1°, kan worden aangepast:

1° hetzij bij de jaarlijkse evaluatie, hetzij bij de driejaarlijkse tussentijdse evaluatie van de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst;

2° of na een werkingsonderhoud tussen de directeur en een lid van het onderwijsteam van de school of het personeel van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum;

3° hetzij naar aanleiding van een opdracht waarbij zijn pedagogische bekwaamheid wordt beoordeeld, zoals bepaald in artikel 4, § 4, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, hetzij naar aanleiding van de beoordeling van de professionele bekwaamheid van een personeelslid van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum, zoals bepaald in artikel 7, § 4, van hetzelfde decreet.

Het in paragraaf 3, onder 1°, bedoelde persoonlijke opleidingsproject van de directeur kan worden aangepast:

1° hetzij bij de jaarlijkse evaluatie, hetzij bij de driejaarlijkse tussentijdse evaluatie van de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst;

2° na het werkingsonderhoud tussen de directeur en zijn inrichtende macht.

HOOFDSTUK VII. — *Opleiders en operatoren van de voortgezette beroepsopleiding*

Artikel 6.1.7-1. - § 1. De opleiders en opleidingsoperatoren zijn:

1° leden van het onderwijsteam van de scholen;

2° personeelsleden van het multidisciplinair team van de PMS-centra;

3° personeelsleden van de regeringsdiensten;

4° de personeelsleden van Wallonie-Bruxelles Enseignement en de federaties van de inrichtende machten;

5° het Instituut voor voortgezette beroepsopleiding;

6° de opleidingsinstellingen van Wallonie-Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende machten;

7° permanente opvoedings- en jeugdorganisaties die door de Franse Gemeenschap erkend zijn;

8° de Universiteiten;

9° de hogescholen;

10° de pedagogische scholen en hogere instituten;

11° de Hogere kunstschoolen;

12° onderwijsinstellingen voor sociale promotie;

13. instellingen voor kunstonderwijs met beperkt leerplan;

14° de door de Franse Gemeenschap erkende opleidingscentra;

15° Ondernemingen in de zin van artikel I.1 van het Wetboek van Economisch Recht;

16° de door de Franse Gemeenschap erkende sportbonden;

17° plaatselijke, gemeenschaps-, regionale of federale regeringsdiensten;

18° vertegenwoordigers van de Raad van Europa, de Europese Unie en de OESO;

19° andere nationale of internationale deskundigen.

§ 2. De regering bepaalt, na advies van de sturingscommissie, de wijze waarop de in § 1, 1° tot 3°, bedoelde personeelsleden met het geven van opleiding kunnen worden belast.

§ 3. Het in lid 1, punten 1° tot en met 3°, bedoelde personeelslid kan een bezoldiging ontvangen voor zijn opleidingen. De regering stelt het bedrag van deze bezoldiging vast.

Tenzij op verzoek van hun inrichtende macht of van hun hiërarchie door de regering afwijking is verleend, mogen zij tijdens hun werktijd per schooljaar of per boekjaar niet meer dan twintig halve lesdagen geven.

§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 1, 4° kan, bij beslissing van de Coördinerend ondersteunings- en begeleidingsadviseur, een lid van een van de ondersteunings- en begeleidingscellen bedoeld in het decreet van 28 maart 2019 betreffende de ondersteuningscellen en de ondersteuning van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het statuut van ondersteuning en ondersteuningsadviseurs gedurende zijn diensttijd een opleiding geven tot een maximum van twintig halve dagen per schooljaar of per boekjaar. Hij kan echter niet worden vergoed voor deze opleiding.

Daarnaast kunnen de leden van de steun- en begeleidingscellen een opleiding geven in de vorm van groeps- of individuele begeleiding met als doel:

1° het proces van overeenkomstsluiting en evaluatie van de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst bedoeld in de artikelen 1.5.2-4 en 1.5.2-9 ;

2° het proces van overeenkomstsluiting en het evalueren van de uitvoering van het samenwerkingsprotocol als bedoeld in de artikelen 1.5.2-16 en 1.5.2-19;

3° voor de uitvoering van artikel 6.1.3-11, lid 2.

HOOFDSTUK VIII. — *De begroting voor voortgezette beroepsopleiding*

Artikel 6.1.8-1. - 1. - Een totale begroting van 32 839 750 euro wordt toegewezen aan:

1° de organisatie van de bijkomende halve dagen die door de regering kunnen worden geactiveerd zoals bepaald in artikel 6.1.3-9, voor een maximumbedrag van 20 000 000 euro;

2° de voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan de collectieve behoeften bedoeld in artikel 6.1.3-8 en aan de voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan de individuele behoeften bedoeld in artikel 6.1.3-11, voor een minimumbedrag van 12 839 750 euro;

3° de vervanging van de begunstigden van opleidingen die beantwoorden aan geïndividualiseerde behoeften, inzonderheid die welke verplicht worden gesteld en de organisatie van pedagogische, culturele, sportieve of artistieke activiteiten voor een minimumpercentage van 3% van het bedrag bedoeld in 2° voor het netoverschrijdend niveau, en van 4,5% van het bedrag bedoeld in 2° voor het netwerkniveau. Dit budget wordt bij voorrang toegekend aan het basisonderwijs en het gespecialiseerd onderwijs en aan de scholen die voor deze zelfde onderwijsniveaus een samenwerkingsprotocol hebben gesloten.

Deze kredieten worden jaarlijks geïndexeerd op basis van de verhouding tussen de gezondheidsindex van januari van het lopende jaar en die van januari van het voorgaande jaar.

§ 2. De regering stelt jaarlijks vast:

1° de percentages, vermeld in paragraaf 1, eerste lid, 3°, met inachtneming van de daarin bepaalde verhoudingen;

2° de voor voortgezette beroepsopleiding uitgetrokken kredieten voor elk van de in artikel 6.1.3-6 omschreven groepen.

§ 3. De regering verdeelt de bedragen, bedoeld in paragraaf 1, 2°, verminderd met de bedragen, bedoeld in paragraaf 1, 3°, in de volgende verhoudingen :

1° 40% voor voortgezette beroepsopleiding georganiseerd op het overschrijdend niveau;

2° 60% voor voortgezette beroepsopleiding georganiseerd op het niveau van elk netwerk.

Voor de opleidingen bedoeld in lid 1, 1°, worden de studiepunten toegekend aan het Instituut voor voortgezette beroepsopleiding.

Voor de opleidingen bedoeld in lid 1, 2°, worden de kredieten verdeeld tussen Wallonie-Bruxelles Enseignement en de Federaties van inrichtende machten naar rato van het aantal lestijdenpakket, voor het gespecialiseerd onderwijs, voor het gewoon basisonderwijs, van het totaal aantal lestijden-leerkrachten, voor het gewoon secundair onderwijs, die op 1 september van het voorafgaande schooljaar kunnen worden georganiseerd, door de scholen waarvoor Wallonie-Bruxelles Enseignement of elke federatie van inrichtende machten bevoegd is en naar rato van het aantal opdrachten van het voorafgaande boekjaar voor de PMS-centra waarvoor Wallonie-Bruxelles Enseignement of elke federatie van inrichtende machten bevoegd is.

§ 4. Voor de niveaus bedoeld in artikel 6.1.3-3, § 1, 1° en 2°, worden de beheers- en secretariaatskosten, met inbegrip van de kosten voor de selectie en beoordeling van opleiders en de bezoldiging van ander personeel dan opleiders, ten laste genomen van de kredieten voor voortgezette beroepsopleiding en mogen zij niet meer bedragen dan 18% van het gedeelte van de kredieten bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 1° of 2°.

De regering stelt de procedures vast voor de rechtvaardiging van en het toezicht op het gebruik van de kredieten.

Artikel 6.1.8-2. - Op met redenen omkleed verzoek van WBE of van een Federatie van inrichtende machten kan de regering, onder de voorwaarden die zij bepaalt, toestaan dat de saldi van een begrotingsjaar voor de in artikel 6.1.8-1 bedoelde begrotingen worden overgedragen naar het volgende begrotingsjaar.

Artikel 6.1.8-3. - De regering stelt uiterlijk op 31 december 2023 een begroting vast voor de externe evaluatie die overeenkomstig artikel 6.1.5-13 wordt uitgevoerd. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingsbepalingen*

AFDELING EEN. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan

Art. 3. De titel van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Decreet betreffende het Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) ».

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van titel I vervangen door de volgende tekst:

“Titel I - Algemene bepalingen”.

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk I van titel I vervangen door de volgende tekst:

“Hoofdstuk I - Definities”.

Art. 6. Artikel 1 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 1. In dit decreet zijn de volgende definities van toepassing:

1° bestuurder: elke natuurlijke persoon die gewoon bestuurder is, die zetelt in de Raad van Bestuur en in het Bureau van het Instituut en die door de regering wordt aangewezen;

2° algemeen bestuurder: de uitvoerende directeur van het Instituut als bedoeld in artikel 47;

3° begunstigde van de opleiding: het personeelslid bedoeld in artikel 6.1.1-2, 2°, van het Wetboek

4° begunstigde van externe opleiding : de personen bedoeld in artikel 6.1.1-2, 3°, van het Wetboek;

5° Wetboek: het wetboek van basis- en secundair onderwijs;

6° netoverschrijdend opleiding : de opleiding omschreven in artikel 6.1.1-2, 13°, van het Wetboek;

7° voortgezette beroepsopleiding: de opleiding bedoeld in artikel 6.1.1-2, 16°, van het Wetboek;

8° Instituut: het bij artikel 25 opgerichte *Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC)*;

9° de toezichthoudende minister: de minister belast met het basis- en secundair onderwijs;

10° de minister van Begroting: de minister belast met de begroting van de Franse Gemeenschap;

11° opleidingsoperator : de opleidingsoperator bedoeld in artikel 6.1.1-2, 17°, van het Wetboek.

Het gebruik in dit decreet van mannelijke benamingen voor de verschillende titels en functies is tweeslachtig met het oog op de leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vrouwelijkheid van de beroepsnamen. ».

Art. 7. In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, die als volgt luidt:

« § 2/1. Voor scholen die overeenkomstig de artikelen 1.5.2-13 e.v. van het wetboek een samenwerkingsprotocol hebben gesloten, kan de regering in de in artikel 1.5.2-15, tweede paragraaf, van het wetboek bedoelde lijst van ondersteuning en middelen de mogelijkheid opnemen om het aantal halve dagen, bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, uit te breiden om leden van het onderwijsteam van scholen met een aanpassingsregeling in de gelegenheid te stellen deel te nemen aan halve dagen opleiding die zijn toegespitst op de behoeften die uit het samenwerkingsprotocol van de school voortvloeien. Deze verhoging mag niet meer dan vijf halve dagen per schooljaar bedragen.

Deze halve dagen gaan gepaard met een opschorting van de lessen. Tijdens deze halve dagen zijn de leerlingen niet verplicht naar school te gaan. In het bijzonder onderwijs is de schorsing van de lessen afhankelijk van de organisatie van pedagogische, sportieve, culturele of artistieke activiteiten voor de betrokken leerlingen. ».

Art. 8. In artikel 23, leden 2 tot 4, van hetzelfde decreet worden het cijfer "10 p.c." en het cijfer "5 p.c." telkens vervangen door het cijfer "18 p.c.".

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van titel II vervangen door de volgende tekst:

"Titel II - Institut interréseaux de la formation professionnelle continue(IFPC) »

Art. 10. In artikel 25 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra" vervangen door de woorden "Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding (IFPC) van het internetwerk";

2° in het eerste lid worden de woorden ", verantwoordelijk voor de netoverschrijdende voortgezette opleidingen" geschrapt;

3° lid 2 wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 26 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 26, § 1. Het instituut is verantwoordelijk voor de organisatie van de netoverschrijdende voortgezette opleidingen in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en voor de PMS-centra.

Het voert zijn opdrachten uit overeenkomstig de beleidslijnen van het onderwijsstelsel zoals omschreven in het Wetboek of in enig ander decreet.

De door het Instituut georganiseerde voortgezette beroepsopleidingscursussen zijn gericht op de doelstellingen van boek 6, titel I, hoofdstuk II, van het wetboek.

§ 2 De opdrachten van het Instituut omvatten:

1° de organisatie van netoverschrijdende voortgezette opleidingen overeenkomstig artikel 6.1.3-3, § 1, van het Wetboek en ten behoeve van de begunstigden van de opleiding;

2° het verzorgen van de specifieke opleiding die bij enig decreet of enige verordening aan het Instituut is opgedragen;

3° het verzorgen van andere opleidingen waartoe de regering besluit of die zij goedkeurt;

4° het zorgen voor permanent toezicht op de kwaliteit van de opleidingen die hij organiseert;

5° de in punt 1 bedoelde opleidingen te evalueren volgens de criteria van artikel 6.1.5-1, 6°, van het Wetboek, en om de drie jaar een evaluatieverslag over de opleidingen op te stellen op grond van artikel 6.1.5-12 van het Wetboek en dit voor te leggen aan de Raad voor voortgezette beroepsopleiding;

6° het experimenteren en vernieuwende opleidingsystemen op te zetten die relevant worden geacht".

Art. 12. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 27. De regering kan het instituut machtigen specifieke opleidingscursussen te organiseren voor externe begunstigden van opleidingen.

De organisatie van de in het eerste lid bedoelde opleidingen komt niet ten laste van de begroting bedoeld in boek 6, titel I, hoofdstuk VIII, van het wetboek. In voorkomend geval wordt een samenwerkingsovereenkomst tussen het Instituut en de betrokken partner gesloten. "

Art. 13. Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 29 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst

"Artikel 29. Het Instituut ziet erop toe dat de opleiders de vrijheid van methode en het specifieke karakter van de pedagogische en onderwijsprojecten als bedoeld in de artikelen 1.5.1-1 tot en met 1.5.1-3 van het wetboek eerbiedigen.

Daartoe kan hij ten behoeve van de opleiders die belast zijn met het verstrekken van de in artikel 26, § 2, eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde opleidingen, cursussen organiseren:

- 1° voorlichtingsbijeenkomsten of mededelingen in verband met de deontologie van de opleiding;
- 2° voorlichtingsbijeenkomsten of mededelingen met betrekking tot de oriëntaties van het onderwijsstelsel;
- 3° opleidingscursussen;
- 4° groepstoezicht. "

Art. 15. In artikel 30 van het decreet worden de woorden "door de regering aangewezen leidend ambtenaar" vervangen door de woorden "algemeen bestuurder".

Art. 16. Artikel 31 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 31, § 1. Het Instituut wordt bestuurd door een raad van bestuur, hierna de raad genoemd, die als volgt is samengesteld

- 1° de algemeen bestuurder van het algemeen bestuur van het onderwijs (AGE) of zijn afgevaardigde;
- 2° de directeur-generaal van de Algemene directie Sturing van het onderwijsstelsel (DGPSE) of zijn afgevaardigde;
- 3° de directeur-generaal van de Algemene directie Leerplichtonderwijs (DGEO) of zijn afgevaardigde;
- 4° de directeur-generaal van de Algemene directie Onderwijspersoneel (DGPE) of zijn afgevaardigde;
- 5° de coördinerend afgevaardigde van de Algemene Dienst voor de sturing van de Scholen en de Psycho-medisch-Sociale Centra of zijn afgevaardigde;
- 6° een lid dat Wallonie-Bruxelles Enseignement vertegenwoordigt;
- 7° drie leden die elk één van de door de regering erkende federaties van inrichtende machten van het niet-confessionele onderwijs vertegenwoordigen;
- 8° twee leden die de federatie van de door de regering erkende inrichtende machten van het confessioneel onderwijs vertegenwoordigen;
- 9° drie leden die de vakbonden vertegenwoordigen, benoemd door de Regering, op de voordracht van de vakbonden die de leerkrachten vertegenwoordigen en de personeelsleden van het multidisciplinair team van de PMS-centra die aangesloten zijn bij de vakbonden die zetelen in de Nationale Arbeidsraad;
- 10° twee deskundigen, van wie één uit de universitaire instellingen en één uit de pedagogische afdelingen van de hogescholen, aangewezen door de Regering.

De Regering benoemt de werkende en plaatsvervangende leden bedoeld in lid 1, 7° tot 11°, op de voordracht van de verschillende betrokken organen. De leden bedoeld in lid 1, 7° tot 11°, worden benoemd voor een periode van vijf jaar en hebben geen stemrecht wanneer het aan de Raad voorgelegde dossier betrekking heeft op een overheidsopdracht voor de organisatie van een opleiding.

Een plaatsvervanger kan alleen zitting hebben bij afwezigheid van het werkend lid.

De Raad kan aanvaarden dat elk van de in lid 1, 1° tot en met 10°, bedoelde leden door een technisch adviseur wordt vergezeld.

§ 2. Het lid bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, is de voorzitter. De Regering benoemt voor een periode van vijf jaar drie ondervoorzitters uit de leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2° tot en met 6°.

De algemeen bestuurder van het Instituut woont de vergaderingen van de raad bij met raadgevende stem en fungeert als secretaris van de raad. Hij kan vergezeld worden door een of meer technische adviseurs. "

Art. 17. In artikel 32, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "tijdens de volgende zittingsperiode" opgeheven.

Art. 18. In artikel 33, § 1, onder g), van hetzelfde decreet worden de woorden "artikel 31, 6° tot 9°" vervangen door de woorden "artikel 31, § 1, 7° tot 11°".

Art. 19. In artikel 38 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen door het volgende:

"Hij beraadslaagt slechts geldig indien de helft van de leden aanwezig is. Indien niet aan deze voorwaarde wordt voldaan, roept de voorzitter van de Raad een nieuwe vergadering bijeen. De in deze vergadering genomen beslissingen zijn geldig ongeacht het aantal aanwezige leden. De raad neemt zijn besluiten met meerderheid van stemmen van de aanwezige leden die hun stem uitbrengen. Bij staking van stemmen geeft de stem van de voorzitter de doorslag. "

Art. 20. In artikel 41 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"Tijdens de onderhandelingen over de beheersovereenkomst wordt het Instituut vertegenwoordigd door zijn algemeen bestuurder en door zijn voorzitter. De beheersovereenkomst wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur met een meerderheid van de uitgebrachte stemmen. ";

2° in lid 3 worden de woorden "de Raad van de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "het Parlement van de Franse Gemeenschap".

Art. 21. Artikel 44 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 44. Het Bureau is als volgt samengesteld:

- 1° de Voorzitter van de Raad van Bestuur;
- 2° de drie ondervoorzitters van de Raad van Bestuur.

Beslissingen worden genomen met gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen geeft de stem van de voorzitter de doorslag.

De algemeen bestuurder neemt met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van het Bureau. ”.

Art. 22. In artikel 45, eerste lid, worden de woorden ”van de leidend ambtenaar” vervangen door de woorden ”van de algemeen bestuurder”.

Art. 23. In het eerste lid van artikel 47 van hetzelfde decreet worden de woorden ”de leidend ambtenaar” vervangen door de woorden ”de algemeen bestuurder”.

Art. 24. In artikel 48, § 1, worden de woorden ”de artikelen 130 en volgende van het wetboek van vennootschappen van 7 mei 1999” vervangen door de woorden ”Boek 3, titel 4, van het wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 25. Artikel 50 wordt vervangen door de volgende tekst:

”Artikel 50. Op basis van de door de regering vastgestelde richtlijnen en prioritaire thema’s stelt het Instituut een algemeen opleidingsprogramma op volgens de in artikel 6.1.5-9 van het wetboek bedoelde procedure. ”.

Art. 26. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

”Artikel 51. Het Instituut deelt het in artikel 6.1.5-10 van het wetboek bedoelde jaarprogramma mee.

De door het Instituut georganiseerde opleidingscursussen zijn onder dezelfde toegangsvoorwaarden toegankelijk voor alle begunstigden van de opleiding. ”.

Art. 27. Artikel 52 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

”Artikel 52. Het Instituut kan voor de uitvoering van identieke opleidingscursussen een beroep doen op verschillende actoren.

Het Instituut kan dienstenovereenkomsten sluiten.

Bovendien kan hij ook beschikken over het personeel dat hem overeenkomstig artikel 46 ter beschikking is gesteld.

Art. 28. In artikel 54 van het decreet worden de woorden ”in afdeling 4” vervangen door de woorden ”in afdeling 6.1.3-6 van het wetboek”.

AFDELING II. — Diverse wijzigingsbepalingen

Art. 29. In artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden ”Institut de Formation en cours de carrière” vervangen door de woorden ”Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue”.

Art. 30. In artikel 6, § 4, vierde lid, van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, worden de woorden ”opleiding tijdens de loopbaan” vervangen door de woorden ”voortgezette beroepsopleiding”.

Art. 31. In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt punt a. vervangen door:

”a. verlof wegens opdracht verleend aan opleiders belast met de krachtens boek 6, titel I, van het wetboek van basis- en secundair onderwijs georganiseerde voortgezette beroepsopleiding, kan worden verleend voor een aantal uren dat minder bedraagt dan het voor de volledige functie vereiste aantal, doch niet minder dan een vijfde van het vereiste aantal;”.

Art. 32. In artikel 13, § 4, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsreglementering, worden de woorden « Institut de la Formation en cours de carrière » vervangen door de woorden « Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».”.

Art. 33. Artikel 18, § 5, artikel 19, § 5, artikel 20, § 5, en artikel 23*bis* van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 34. In artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap wordt punt 4 vervangen door:

” 4. De in artikel 6.1.5-1 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs genoemde opdrachten uitvoeren;”.

Art. 35. In artikel 7 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor gewoon basisonderwijs wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd die luidt als volgt:

” § 2/1. Voor scholen die een samenwerkingsprotocol hebben gesloten met toepassing van de artikelen 1.5.2-13 e.v. van het wetboek van basis- en secundair onderwijs, kan de regering in de lijst van ondersteuningsmiddelen en middelen, bedoeld in artikel 1.5.2-15, tweede lid, van hetzelfde wetboek, de mogelijkheid opnemen om het aantal halve dagen, bedoeld in de tweede paragraaf, eerste lid, uit te breiden om de leden van het onderwijsteam van scholen met een aanpassingsregeling in de gelegenheid te stellen deel te nemen aan halve dagen opleiding die zijn toegespitst op de behoeften die voortvloeien uit het samenwerkingsprotocol van de school. Deze verhoging mag niet meer dan vijf halve dagen per schooljaar bedragen.

Deze halve dagen gaan gepaard met een opschorting van de lessen, op voorwaarde dat er voor de betrokken leerlingen pedagogische, sportieve, culturele of artistieke activiteiten worden georganiseerd. Tijdens deze halve dagen zijn de leerlingen niet verplicht naar school te gaan. ”.

Art. 36. In artikel 21, § 2, van hetzelfde decreet worden het cijfer ”10%” en het cijfer ”5%” telkens vervangen door het cijfer ”18%”.

Art. 37. In artikel 1, 1, van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt punt e) vervangen door:

”e) het Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC), opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC);”.

Art. 38. In artikel 83, 3°, van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de woorden ”opleiding tijdens de loopbaan” vervangen door de woorden ”voortgezette beroepsopleiding”.

Art. 39. In artikel 13, vijfde lid, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de prestaties van leerlingen in het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs worden de woorden "opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door "voortgezette beroepsopleiding".

Art. 40. In artikel 10, § 5, tweede lid, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs, worden de woorden "het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding".

Art. 41. In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding".

Art. 42. In artikel 3 van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en werking van de organen die belast zijn met de coördinatie en het beheer van de structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 4° wordt vervangen door de volgende tekst:

"4° "Operatoren van voortgezette beroepsopleiding": de operatoren van voortgezette beroepsopleiding bedoeld in boek 6, titel I, van het wetboek van basis- en secundair onderwijs. «;

b) in de punten 5° en 8° worden de woorden "operatoren inzake opleiding tijdens de loopbaan" telkens vervangen door de woorden "operatoren van de voortgezette beroepsopleiding".

Art. 43. In artikel 4, 1° en 2° van hetzelfde decreet worden de woorden "operatoren inzake opleiding tijdens de loopbaan" telkens vervangen door de woorden "operatoren van de voortgezette beroepsopleiding".

Art. 44. In artikel 7, § 3, 9°, van hetzelfde decreet worden de woorden "operatoren inzake opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "operatoren van de voortgezette beroepsopleiding".

Art. 45. In artikel 11, § 4, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "opleiding tijdens de loopbaan" worden vervangen door de woorden "voortgezette beroepsopleiding";

2° de woorden "operatoren inzake opleiding tijdens de loopbaan" worden vervangen door de woorden "operatoren van de voortgezette beroepsopleiding".

3° de woorden "operatoren inzake opleiding tijdens de loopbaan" telkens worden vervangen door de woorden "operatoren van de voortgezette beroepsopleiding" en de woorden "operator inzake opleiding tijdens de loopbaan" telkens worden vervangen door de woorden "operator van de voortgezette beroepsopleiding".

Art. 46. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden "operatoren inzake opleiding tijdens de loopbaan" telkens vervangen door de woorden "operatoren van de voortgezette beroepsopleiding".

Art. 47. In het decreet van 22 februari 2008 houdende diverse maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit in het hoger onderwijs wordt een artikel *9ter* ingevoegd dat als volgt luidt:

"Artikel *9ter*. - Het Agentschap is verantwoordelijk voor het opzetten van een extern kwaliteitsevaluatiesysteem voor de voortgezette beroepsopleiding, overeenkomstig artikel 6.1.5-13 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs. "

Art. 48. In artikel 9, § 2, 4°, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, worden de woorden "bedoeld in artikel 16, derde lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor gewoon basisonderwijs" opgeheven.

Art. 49. In artikel 10, § 2, punt 4°, van hetzelfde decreet worden de woorden "bedoeld in het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan" opgeheven.

Art. 50. In artikel 4, § 1, vierde lid, a), van het decreet van 11 april 2014 tot waarborging van de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs en tot vaststelling van de organisatie van de centra voor gevorderde technologie, worden de woorden "opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "voortgezette beroepsopleiding".

Art. 51. In artikel 6, paragraaf 8, van hetzelfde decreet worden de woorden "Het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "Het Netoverschrijdend instituut voor de voortgezette beroepsopleiding".

Art. 52. Artikel 28 van het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 28. - Voor de leden van het onderwijzend personeel aan wie verlof wegens opdracht is toegekend overeenkomstig artikel 5 van het voornoemde decreet van 24 juni 1996 en die vóór de inwerkingtreding van dit decreet bij de examencommissie waren tewerkgesteld en die bij de in artikel 1 bedoelde directie blijven, gelden de dienstregeling en de jaarlijkse vakantie die van toepassing zijn bij de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap. Zij komen in aanmerking voor de in artikel 6.1.3-10 bedoelde voortgezette beroepsopleidingen, die op netoverschrijdend niveau worden georganiseerd, ten belope van zes halve dagen per jaar. "

Art. 53. In artikel 1, § 2, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, wordt punt 5° vervangen door wat volgt:

"5° " Het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding ": Het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding, opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Instituut voor voortgezette beroepsopleiding (IFPC);".

Art. 54. In artikel 7, paragraaf 1, van hetzelfde decreet wordt een punt 3°/1 ingevoegd, luidend als volgt

"3°/1 opleidingsplannen te gebruiken als basis voor het verzamelen van de behoeften inzake voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig artikel 9/1;".

Art. 55. In hetzelfde decreet wordt een artikel 9/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 9/1 Op basis van de in de doelstellingenovereenkomsten opgenomen opleidingsplannen verzamelen de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst om de zes jaar de behoeften aan voortgezette beroepsopleiding die beantwoorden aan collectieve behoeften. Zij analyseren deze informatie samen met de regeringsdiensten en dienen deze vóór 1 april via de hiërarchie bij de Raad voor voortgezette beroepsopleiding in.

Op basis van de tijdens de tussentijdse evaluaties ingezamelde informatie verzamelen de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst eventuele nieuwe behoeften op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding die beantwoorden aan collectieve behoeften. Zij analyseren deze met de regeringsdiensten en zenden ze vóór 1 april via de hiërarchie door aan de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding."

Art. 56. In de artikelen 12, 14, § 1, 15, 67, 82 en 97 van hetzelfde decreet worden de woorden "het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "het Netoverschrijdend instituut voor de voortgezette beroepsopleiding".

Art. 57. In artikel 65, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen door het volgende:

"1° hetzij van Boek 6, Titel I, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs;" ;

b) punt 2° wordt opgeheven.

Art. 58. In artikel 80, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

"1° hetzij van Boek 6, Titel I, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs;" ;

b) punt 2° wordt opgeheven.

Art. 59. In artikel 98 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 2 wordt het woord "IFC" telkens vervangen door de woorden "Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue" ;

b) in paragraaf 2 worden de woorden "Institut de formation en cours de carrière" vervangen door de woorden "Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue".

Art. 60. In artikel 1, § 2, van het decreet van 10 januari 2019 houdende de algemene inspectiedienst, wordt punt 4° vervangen door wat volgt:

"4° " het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding ": het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding, opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding (IFPC)".

Art. 61. In de artikelen 4, § 3, tweede lid, 10°, en 7, § 3, tweede lid, 6°, van hetzelfde decreet worden de woorden "opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "voortgezette beroepsopleiding".

Art. 62. In de artikelen 22, § 2, 24, 54, 63, § 3, en 94 van hetzelfde decreet worden de woorden "het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan" telkens vervangen door de woorden " het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding ".

Art. 63. In artikel 52, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen door het volgende:

"1° hetzij van Boek 6, Titel I, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs;" ;

b) punt 2° wordt opgeheven.

Art. 64. In artikel 23 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt lid 1 vervangen door wat volgt:

"De voortgezette beroepsopleiding van de personeelsleden die werkzaam zijn of wensen te zijn in DASPA of de ondersteuningsmechanismen van FLA wordt georganiseerd op het netoverschrijdend niveau in het gewoon kleuter-, lager en basisonderwijs. Deze opleidingen kunnen, afhankelijk van de beschikbare plaatsen, ook door andere leden van het opvoedend team worden gevolgd."

Art. 65. In artikel 2, § 1, 4. van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de organisatie van het werk van de leden van het onderwijspersoneel en het toekennen van meer organisatorische flexibiliteit aan de inrichtende machten, worden de woorden "opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "voortgezette beroepsopleiding".

Art. 66. In titel II van hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk V vervangen door de volgende tekst:

"Hoofdstuk V. - Voortgezette beroepsopleiding".

Art. 67. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 12. - De voortgezette beroepsopleiding omvat het hele traject, bedoeld in Titel I van Boek 6 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs."

Art. 68. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden "van de verplichte dagen opleiding tijdens de loopbaan als bedoeld in de decreten van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor gewoon basisonderwijs" telkens vervangen door de woorden "van de verplichte dagen voortgezette beroepsopleiding als bedoeld in boek 6, titel I, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs".

Art. 69. In artikel 15, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "van de verplichte bijscholingsdagen voorzien in het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "van de verplichte dagen voortgezette beroepsopleiding bedoeld in boek 6, titel I, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs".

Art. 70. In artikel 1, § 2, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs, wordt punt 6° vervangen door wat volgt:

"6° "het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding": het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding dat is opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding (IFPC);"

Art. 71. In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt lid 2 vervangen door de volgende tekst:

"De ondersteuning en begeleiding van de leden van het opvoedend team van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra maakt deel uit van een proces van beroepsontwikkeling van laatstgenoemden en van een grotere professionaliteit. In het kader van de in dit artikel bedoelde opdrachten zien de ondersteunende en begeleidende cellen toe op de uitvoering van de tijdens de voortgezette beroepsopleiding genomen maatregelen."

Art. 72. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf twee worden de woorden "het Instituut voor Opleiding tijdens de loopbaan" telkens vervangen door de woorden "het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding";

2° in paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden "van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor gewoon basisonderwijs of van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "van boek 6, titel I, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs".

Art. 73. In artikel 14, § 1, van hetzelfde decreet wordt punt 7° vervangen door wat volgt:

"7° te zorgen voor de voortgezette beroepsopleiding van de personeelsleden overeenkomstig boek 6, titel I, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs;"

Art. 74. In artikel 3, § 5, van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 4° worden de woorden "de vertegenwoordigers van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, opgericht bij het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;" opgeheven;

b) paragraaf 5 wordt aangevuld met een punt 8°, dat als volgt luidt:

"8° de vertegenwoordigers van het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding, opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding (IFPC)."

Art. 75. In artikel 1.3.1-1 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) er wordt een punt 9°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"9°/1 Sturingsgroep (COPI): de sturingsgroep bedoeld in artikel 1.6.1-1;"

b) er wordt een punt 33°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"33°/1 Multidisciplinair team van het PMS-centrum: de directeurs en ander technisch personeel van het PMS-centrum;"

c) er wordt een punt 41°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"41°/1 Instituut voor voortgezette beroepsopleiding: het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding (IFPC), opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding (IFPC)."

Art. 76. In artikel 1.5.2-3, - 1, 5°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bedoeld in artikel 12, § 1, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor gewoon basisonderwijs of in artikel 19, § 1, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 6.1.4-1".

Art. 77. In artikel 1.6.5-6, tweede lid, 21°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "voortgezette beroepsopleiding".

Art. 78. In artikel 1.9.1-4, lid 6, 3°, van het wetboek worden de woorden "opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "voortgezette beroepsopleiding".

Art. 79. Artikel 1.9.2-2 van het wetboek wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 1.9.2-2. De lessen worden voor ten hoogste zes halve dagen per schooljaar onderbroken om het personeel in staat te stellen deel te nemen aan voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan collectieve behoeften als bedoeld in artikel 6.1.3-8. In afwijking hiervan kunnen deze halve schorsingsdagen worden gekapitaliseerd over zes opeenvolgende schooljaren, zodat de lessen gedurende maximaal tien halve dagen in een schooljaar kunnen worden geschorst.

In afwijking van lid 1 kan de regering een bijkomende schorsing van de lessen toestaan:

1° gedurende ten hoogste zes halve dagen om de organisatie mogelijk te maken van bijkomende halve dagen voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig artikel 6.1.3-9;

2° voor ten hoogste twee halve dagen om in verband met uitzonderlijke omstandigheden een extra dag voortgezette beroepsopleiding te kunnen organiseren;

3° voor ten hoogste vijf halve dagen en op voorwaarde dat voor de betrokken leerlingen pedagogische, sportieve, culturele of artistieke activiteiten worden georganiseerd om de organisatie mogelijk te maken van bijkomende halve dagen voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig artikel 6.1.3-8, § 1, tweede lid, voor scholen die een samenwerkingsprotocol hebben gesloten in toepassing van de artikelen 1.5.2-13 en volgende.

Tijdens deze halve dagen zijn de leerlingen niet verplicht naar school te gaan. "

Art. 80. Artikel 1.9.3-4 van het wetboek wordt vervangen door de volgende tekst

"Artikel 1.9.3-4. - De lessen worden voor ten hoogste zes halve dagen per schooljaar onderbroken om het personeel in staat te stellen deel te nemen aan voortgezette opleiding die beantwoordt aan collectieve behoeften als bedoeld in artikel 6.1.3-8. In afwijking hiervan kunnen deze halve schorsingsdagen worden gekapitaliseerd over zes opeenvolgende schooljaren, zodat de lessen gedurende maximaal tien halve dagen in een schooljaar kunnen worden geschorst.

In afwijking van lid 1 kan de regering een aanvullende schorsing van de lessen toestaan:

1° gedurende ten hoogste zes halve dagen om de organisatie mogelijk te maken van bijkomende halve dagen voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig paragraaf 6.1.3-9;

2° maximaal twee halve dagen om in uitzonderlijke omstandigheden een bijkomende dag van voortgezette beroepsopleiding te kunnen organiseren;

3° voor ten hoogste vijf halve dagen om de organisatie mogelijk te maken van bijkomende halve dagen voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig artikel 6.1.3-8, § 1, tweede lid, voor scholen die een samenwerkingsprotocol hebben gesloten in toepassing van de artikelen 1.5.2-13 en volgende.

Tijdens deze halve dagen zijn de leerlingen niet verplicht naar school te gaan. "

Art. 81. Artikel 1.9.4-2, lid 1, van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 1.9.4-2. - De lessen worden voor ten hoogste zes halve dagen per schooljaar onderbroken om het personeel in staat te stellen deel te nemen aan voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan collectieve behoeften als bedoeld in artikel 6.1.3-8. In afwijking hiervan kunnen deze halve schorsingsdagen worden gekapitaliseerd over zes opeenvolgende schooljaren, zodat de lessen gedurende maximaal tien halve dagen in een schooljaar kunnen worden geschorst.

In afwijking van lid 1 kan de regering een bijkomende schorsing van de lessen toestaan:

1° gedurende ten hoogste zes halve dagen om de organisatie mogelijk te maken van bijkomende halve dagen voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig paragraaf 6.1.3-9;

2° maximaal twee halve dagen om in uitzonderlijke omstandigheden een bijkomende dag van voortgezette beroepsopleiding te kunnen organiseren

3° voor ten hoogste vijf halve dagen en op voorwaarde dat voor de betrokken leerlingen pedagogische, sportieve, culturele of artistieke activiteiten worden georganiseerd om de organisatie mogelijk te maken van bijkomende halve dagen voortgezette beroepsopleiding overeenkomstig artikel 6.1.3-8, § 1, tweede lid, voor scholen die een samenwerkingsprotocol hebben gesloten in toepassing van de artikelen 1.5.2-13 en volgende.

Tijdens deze halve dagen zijn de leerlingen niet verplicht naar school te gaan. "

HOOFDSTUK IV. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 82. Het decreet van 24 december 1990 betreffende de permanente educatie en de bijscholing van het personeel van bepaalde onderwijsinstellingen en psycho-medisch-sociale centra wordt opgeheven per 1 september 2022.

Art. 83. Het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs wordt per 1 september 2022 opgeheven.

Art. 84. De artikelen 2 tot en met 24 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan worden opgeheven met ingang van 1 september 2022.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 85. § 1. De ambtstermijn van de bestuurders van de Raad van Bestuur van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, wordt beëindigd. De bestuurders worden geacht ontslag te hebben genomen per 31 augustus 2021.

De samenstelling van de raad van bestuur van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan wordt op 1 september 2021 vernieuwd overeenkomstig artikel 31 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, zoals gewijzigd bij artikel 16.

De samenstelling van het Bureau van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan wordt op 1 september 2021 vernieuwd overeenkomstig artikel 44 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, zoals gewijzigd bij artikel 21.

§ 2. Tijdens het schooljaar 2021-2022 mag het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, "Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan (IFC)" of "Netoverschrijdend instituut voor de voortgezette beroepsopleiding (IFPC)" onverschillig genoemd worden.

Art. 86. De scholen stellen hun opleidingsplan voor de eerste keer op overeenkomstig artikel 6.1.4-1 bij de tussentijdse evaluatie van hun doelstellingenovereenkomst, uitgevoerd overeenkomstig artikel 1.5.2-9 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs. Dit opleidingsplan is geldig tot de vernieuwing van de doelstellingenovereenkomst van de school.

De PMS-centra stellen met ingang van 1 september 2023 voor het eerst hun opleidingsplan op overeenkomstig artikel 6.1.4-1. Het op 31 augustus 2022 door de PMS-centra opgestelde opleidingsplan blijft van toepassing totdat overeenkomstig dit artikel een nieuw opleidingsplan is opgesteld.

Art. 87. Overeenkomstig artikel 6.1.3-3, § 1, lid 2, sluit een inrichtende macht die niet is aangesloten bij een Federatie van inrichtende machten uiterlijk op 1 januari 2022 een overeenkomst met Wallonie-Bruxelles Enseignement tot met een Federatie van inrichtende machten.

Art. 88. § 1. Met het oog op de organisatie van voortgezette beroepsopleidingen in het schooljaar 2022-2023 en in afwijking van de artikelen 6.1.5-4 tot en met 6.1.5-11, heeft de vaststelling van prioritaire beleidslijnen en thema's betrekking op de opleidingsbehoefte inzake gebruik van digitale technologie in het onderwijs en geldt zij alleen voor het schooljaar 2022-2023. Deze vaststelling geschiedt volgens de in de artikelen 6.1.5-5 tot en met 6.1.5-8 bedoelde procedure uiterlijk op 15 november 2021. Daartoe brengt de sturingsgroep vóór 15 oktober 2021 advies uit over het thema en de prioritaire beleidslijnen. Artikel 6.1.5-5, eerste lid, 9° wordt echter niet toegepast.

Voor het overige blijven de richtlijnen en prioritaire thema's die tijdens het schooljaar 2021-2022 van toepassing waren, tijdens het schooljaar 2022-2023 van toepassing. Na ontvangst van het advies van de sturingsgroep kan de regering deze richtlijnen en prioritaire thema's wijzigen met het oog op de uitvoering ervan in het schooljaar 2022-2023.

§ 2. Op basis van de richtlijnen en de prioritaire thema's die in toepassing van paragraaf 1 zijn vastgesteld, stellen het Institut de la Formation professionnelle continue voor de opleidingen op netoverschrijdend niveau en Wallonie-Bruxelles Enseignement en elke Federatie van inrichtende machten voor het netwerkniveau hun algemene programma's voor het schooljaar 2022-2023 vast waarin de behoefte aan opleiding met betrekking tot het gebruik van digitale technologie in het onderwijs tot uiting komt. Dit geschiedt volgens de in de artikelen 6.1.5-9 tot en met 6.1.5-11 bedoelde procedure. Deze programma's moeten uiterlijk op 15 februari 2022 door COPI en uiterlijk op 1 april 2022 door de regering worden goedgekeurd.

Voor het overige blijven de algemene programma's die tijdens het schooljaar 2021-2022 van toepassing zijn, van toepassing tijdens het schooljaar 2022-2023.

§ 3. Met het oog op de organisatie van voortgezette beroepsopleidingen vanaf het schooljaar 2023-2024 worden voor een periode van zes schooljaren de richtlijnen en prioritaire thema's en de algemene en jaarprogramma's vastgesteld overeenkomstig de artikelen 6.1.5-4 tot en met 6.1.5-11. Artikel 6.1.5-5, eerste lid, 9°, wordt evenwel niet toegepast voor de bepaling van de richtlijnen en prioritaire thema's die van toepassing zijn tijdens de schooljaren 2023-2024 tot en met 2029-2030.

In afwijking van artikel 6.1.5-5 en voor de bepaling van de oriëntaties en prioritaire thema's die van toepassing zijn op de PMS-centra tijdens de schooljaren 2023-2024 tot 2029-2030, is de analyse die is opgesteld overeenkomstig artikel 9/1 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, niet van toepassing op de PMS-centra. In plaats daarvan doet de Hoge raad voor PMS-Centra aan de Raad voor voortgezette beroepsopleiding de opleidingsbehoeften van de leden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra toekomen.

Art. 89. In afwijking van artikel 6.1.3-13, eerste lid, 1°, zoals ingevoegd bij artikel 2, is artikel 23 van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten van toepassing in afwachting van de inwerkingtreding van artikel 20 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de initiële lerarenopleiding.

In afwijking van artikel 6.1.6-7, § 4, eerste lid, zoals ingevoegd door artikel 2, vervangt de ARES de COCOFIE tot de inwerkingtreding van artikel 21 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de initiële lerarenopleiding.

Art. 90. Het in artikel 6.1.5-13 bedoelde evaluatieproces vindt voor de eerste keer plaats met ingang van 1 september 2024, en het in artikel 6.1.5-13, § 2, bedoelde verslag wordt voor de eerste keer uiterlijk op 31 december 2027 ingediend.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 91. De regering evalueert de uitvoering van Titel I van Boek 6 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs, ingevoegd bij dit decreet, en brengt verslag uit aan het Parlement in het kalenderjaar 2027.

Art. 92. De volgende bepalingen hebben uitwerking de dag waarop dit decreet wordt aangenomen:

1° artikel 1;

2° de artikelen 6.1.5-1 tot en met 6.1.5-8, als ingevoegd bij artikel 2;

3° de artikelen 7, 8, 35 en 36;

4° artikel 85;

5° artikel 88;

6° artikel 89.

Art. 93. De volgende bepalingen treden in werking op 1 september 2021:

1° artikel 6.1.3-3, § 1, tweede lid, zoals ingevoegd bij artikel 2, en artikel 87;

2° de artikelen 6.1.5-9 tot en met 6.1.5-11, zoals ingevoegd bij artikel 2;

3° de artikelen 10 en 14 tot en met 27.

Art. 94. Behoudens wat betreft de inwerkingtreding bepaald in de artikelen 92 en 93, treedt dit decreet in werking op 1 september 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juni 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het Toezicht op «Wallonie-Bruxelles Enseignement»,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 240-1. - Commissieamendement(en), nr. 240-2- Commissieverslag, nr. 240-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 240-4 Zittingsamendement(en), nr. 240-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 240-6.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 16 juni 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/31854]

30 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, article 149, §§ 4 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} février 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 février 2021;

Vu l'avis n° 15 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 26 avril 2021;

Vu l'accomplissement, en date du 15 mars 2021, de la concertation intra-francophone, en application de l'accord de coopération-cadre entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu l'avis n° 69.423 du Conseil d'Etat, donné le 14 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'une directive ministérielle du 22 mai 2003 a permis une augmentation de 93,63 % de la subvention provisionnelle pour frais de fonctionnement pour les services de prestations éducatives et philanthropiques qui exerçaient leurs missions sur plusieurs arrondissements;

Considérant que cette directive ministérielle n'a pas été traduite dans les diverses dispositions réglementaires successives concernant les services de prestations éducatives et philanthropiques qui sont devenus les services d'actions restauratrices et éducatives;